

strade

Travaux du Centre d'Etudes Corses - n° 8



Balagne : essais et documents
Mélanges

Novembre 2000

SOMMAIRE

Georges RAVIS-GIORDANI : Avant Propos

Dossier Balagne

Pierre BIANCO : Origine et évolution de la population de Calvi jusqu'à la fin du XVIII^e siècle

Nicolas MATTEI : Essai sur le devenir des confréries corses (XVII^e-XX^e siècles)

Jean-Luc ALBERTI : Aires de mariage et professions à Manso et à Galeria. 1876-1950.

Sédentarisation des Niolins dans le Falasorma.

"Introuvables"

Jacques VIDAL : Intermédiaires et affairistes dans une seigneurie foncière corse (Balagne)
aux derniers siècles du Moyen Age (1974)

Commandant LECA : La Balagne économique, politique et sociale. Maux et remèdes (1945)

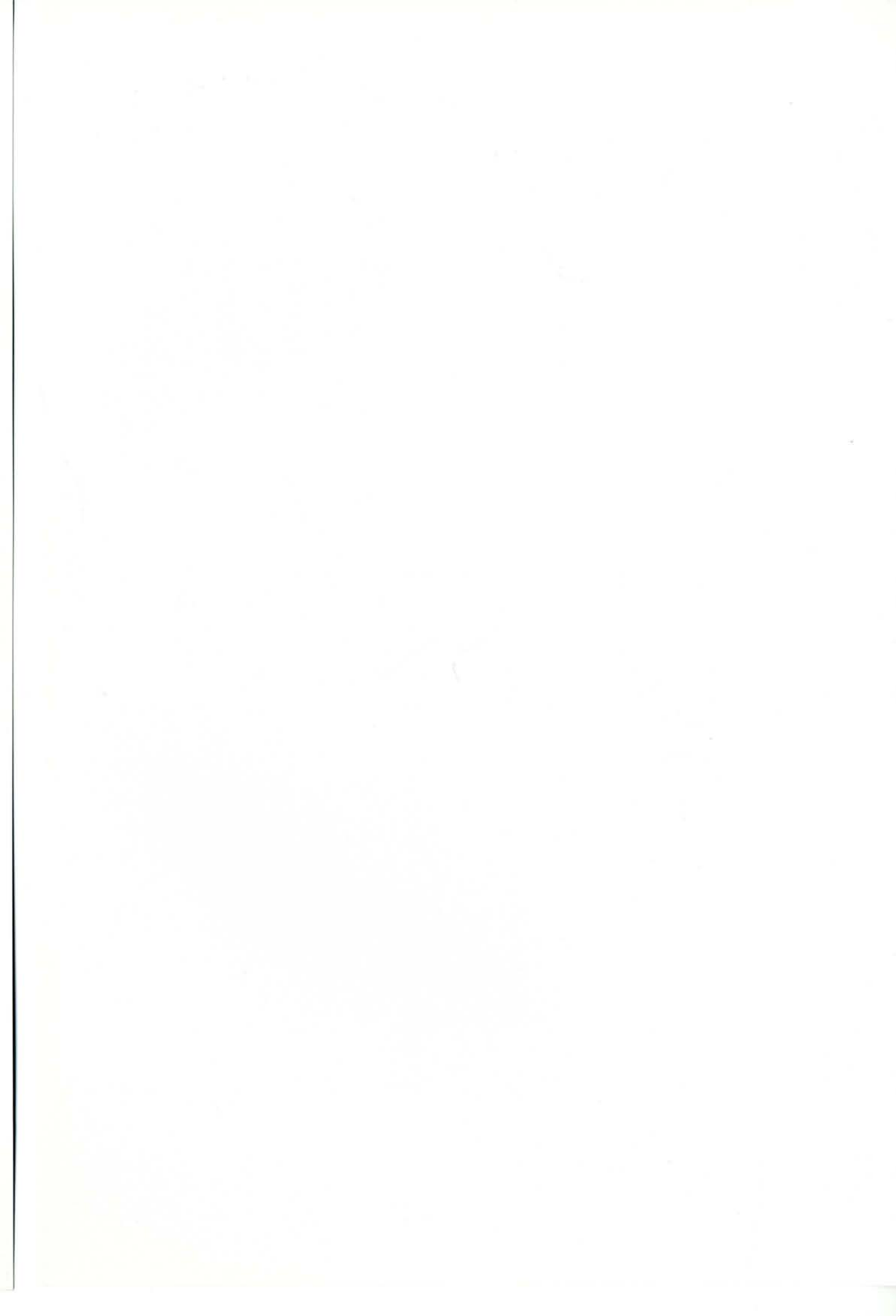
Marcel MIGOZZI : Poésies

Mélanges

Corinne CASSÉ : Identité et territoires dans les quartiers sud de Bastia : l'exemple de la cité "Aurore"

Jean-Paul PELLEGRINETTI : Les maires corses sous la Troisième République : 1871-1914





strade

Travaux du Centre d'Etudes Corses - n° 8

**Balagne : essais et documents
Mélanges**

Novembre 2000

SOMMAIRE

- Georges RAVIS-GIORDANI
Avant Propos 1

Dossier Balagne

- Pierre BIANCO
Origine et évolution de la population de Calvi
jusqu'à la fin du XVIII^e siècle 3
- Nicolas MATTEI
Essai sur le devenir des confréries corses (XVII^e-XX^e siècles) 15
- Jean-Luc ALBERTI
Aires de mariage et professions à Manso et à Galeria. 1876-1950.
Sédentarisation des Niolins dans la Falasorma 29

"Introuvables"

- Jacques VIDAL
Intermédiaires et affairistes dans une seigneurie foncière corse (Balagne)
aux derniers siècles du Moyen Age (1974) 47
- Commandant LECA
La Balagne économique, politique et sociale. Maux et remèdes (1945) 55
- Marcel MIGOZZI - Poésies 69

Mélanges

- Corinne CASSÉ
Identité et territoires dans les quartiers sud de Bastia :
l'exemple de la cité "Aurore" 71
- Jean-Paul PELLEGRINETTI
Les maires corses sous la Troisième République : 1871-1914 83
- Sommaire des anciens numéros et conditions d'abonnement 97

Strade est publié par l'Association pour le Développement des Etudes Corses et Méditerranéennes (A.D.E.C.E.M.) avec le soutien du Ministère de la Culture (Mission du Patrimoine Ethnologique - Direction des Affaires Culturelles de la Corse), de la Collectivité Territoriale de Corse, des Départements de la Corse du Sud et de la Haute-Corse, des Universités de Provence et de Nice-Sophia Antipolis.

Responsable de la publication : Georges RAVIS-GIORDANI

Photographie de couverture : Lumio.
Cliché Paul Haroyd

4^{ème} de couverture : Trinità d'Aregno (détail).
Cliché Alain Gauthier

Avant-propos

Ce numéro 8 de *Strade* est consacré, pour l'essentiel, à la Balagne, prise dans son extension la plus large. Il contribue ainsi à combler ainsi une lacune des études corses, car les publications scientifiques sur cette région de Corse, dans le domaine de l'ethno-histoire moderne et contemporaine, sont relativement rares.

Deux articles de démographie historique de Jean-Luc Alberti et Pierre Bianco abordent le problème du peuplement de la Balagne et du Falasorma, du XVI^e siècle à nos jours, et permettent de mettre en lumière sa double ouverture sur la montagne (le Niolu et la vallée d'Ascu) et la mer, c'est-à-dire la péninsule italienne. L'article de Nicolas Mattei est une contribution originale à l'histoire, du XVII^e au XX^e siècle, de cette forme de sociabilité communautaire, toujours vivace en Corse, que sont les confréries.

À ces trois articles inédits, nous avons ajouté trois textes déjà publiés mais quasiment introuvables pour les lecteurs.

Celui de Jacques Vidal, publié en 1974 dans un volume d'hommage au Doyen René Aubenas, et reproduit ici avec l'aimable autorisation de l'Institut d'histoire des anciens pays de droits écrits (université de Montpellier I), nous restitue, avec précision, pour la période du XV^e siècle, le fonctionnement économique et social de communautés paysannes, partiellement dépendantes de l'Abbaye ligure de San Venerio ; il met au jour le jeu complexe qui lie certains prêtres concessionnaires, les seigneurs locaux et les communautés elles-mêmes.

Franchissant cinq siècles, nous avons retenu, pour son intérêt historique, le rapport établi par un officier de carrière, le Commandant D. Leca, combattant dans la Résistance et militant communiste. Ce texte vigoureux dans la dénonciation des pri-

vilèges des "sgio", émouvant dans la description de la misère des paysans, des bergers et des pêcheurs, constitue un témoignage instructif sur les attentes, les impatiences, et le programme de rénovation sociale issu du Front National de la Résistance,

Enfin, le poème de M. Migozzi sur Calenzana, mêlant dans la même ferveur piété filiale et amour de la petite patrie est un assez bon exemple de ce qu'on pourrait appeler la nostalgie identitaire des Corses installés sur le Continent.

À cet ensemble de textes sur la Balagne s'ajoutent deux articles de "mélanges".

Comment se forme, après le Second Empire, le personnel politique qui gère, à l'échelon local, la société corse ? Qui sont ces maires qui vont assurer l'enracinement de "la République au village" ? L'article de Jean-Paul Pellegrinetti, pour les quatre premières décennies de la III^e République, analyse avec finesse et précision les éléments constitutifs (âge, statut social et professionnel, réseau parental) qui permettent de faire, selon l'obédience politique, un bon maire.

Des débuts de la III^e République à nos jours, la Corse a subi des mutations profondes. Deux tiers des Corses vivent aujourd'hui en milieu urbain, et beaucoup d'entre eux dans ces cités qui ont nom Lupinu, les Cannes, Les Salines. Pour s'être installée au cœur de la Cité Aurore, et pour avoir écouté et observé ceux qui, à tous les sens du mot, l'habitent, Corinne Cassé nous donne une autre vision de la vie de cette cité qui rompt avec les clichés faciles ; première approche ethnologique de la société urbaine insulaire, dont il faut espérer qu'elle sera suivie par d'autres.

Georges RAVIS-GIORDANI



Origine et évolution de la population de Calvi jusqu'à la fin du XVIII^e siècle

Pierre BIANCO

INTRODUCTION

La présente étude sur la population de la ville de Calvi est basée principalement sur des données démographiques. Toutefois, de telles données sont beaucoup plus éloquentes si elles sont accompagnées par une étude historique qui permet de les replacer dans leur contexte original : les chiffres et leurs fluctuations prennent alors une dimension nouvelle. Si, par exemple, une recrudescence de sépultures apparaît à une époque donnée, on peut se demander si une épidémie n'a pas sévi à ce moment là, et la recherche historique peut permettre de confirmer cette hypothèse. C'est pourquoi il nous a paru utile de faire précéder ce travail réalisé à partir de documents d'archives (registres de catholicité, dénombremments, etc.) par un aperçu historique sur la ville de Calvi depuis son origine. Calvi présente en effet une certaine spécificité de par son histoire et sa position géographique. C'est une ville, certes modeste par la taille et donc par la population, mais qui a joué (et qui joue toujours) un rôle important. Ville, port et place forte sont les trois mots clefs qui permettent le mieux de la qualifier et de nous aider à en dégager les traits principaux.

En tant que ville, elle a eu un rôle attracteur pour la population environnante, notamment pour la partie sud-ouest de la Balagne, les archives le montrent, car, jusqu'à la deuxième moitié du XVIII^e siècle, elle était, avec Algaïola, la seule agglomération côtière de la région, L'Île Rousse n'existant pas encore.

Elle est éminemment tournée vers la mer dans laquelle s'enfonce le rocher de la ville haute

comme une proue de navire en partance. La mer pouvait donc lui fournir des poissons pour nourrir ses habitants, mais elle était aussi une voie ouverte sur laquelle on pouvait s'aventurer pour découvrir d'autres cieux. La mer était aussi source d'invasions, et nous rejoignons le point suivant : Calvi ville de garnison, place forte qui pouvait aussi protéger la population à l'abri de ses murailles.

Sa vocation militaire est évidente et la citadelle toujours aussi altière qui enserme la ville haute est là pour le rappeler. Ville de garnison, cela implique des militaires venus d'horizons variés, et pas seulement de la péninsule italienne : la *terra ferma* pourrait vouloir dire l'Europe au sens large...

Le but de cette étude est donc de suivre l'évolution de la population calvaise au cours du temps en essayant de faire ressortir quelques points principaux et de les relier, si possible, aux éléments historiques connus. Nous nous sommes limités ici à la période qui précède l'année 1800 choisie un peu arbitrairement, peut-être, mais que l'on peut considérer comme charnière : elle marque la transition entre une série de siècles agités, certes, mais celui qui commence, le XIX^e siècle, sera marqué par un bouleversement profond dans les traditions, les relations entre les hommes, ainsi que par une osmose allant croissant entre les peuples et les idées. Avec l'ère napoléonienne sous laquelle il s'ouvre et l'emprise croissante de la France continentale, une époque nouvelle débute, ce qui nécessite la prise en compte de nouveaux paramètres.

I - ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DE CALVI

I.1. Les origines

On affirme souvent que Calvi est une ville "génoise" qui fut "fondée" en 1278. Ce n'est vrai qu'en partie. Calvi ne fut pas fondée véritablement par les Génois, même s'ils s'y implantèrent dès 1278. Un examen rigoureux et objectif des événements montre qu'il ne faut pas ignorer tout ce qui s'est passé dans cette partie limitrophe de la Balagne avant cette date.

Sans remonter à l'époque préhistorique (signaux toutefois que des établissements sont connus pour la ville haute et la pointe de la Revellata et, plus à l'intérieur, à A Serra et à Grotta Agnelli notamment), il est incontestable que le site de l'actuelle citadelle et de la baie ne pouvait pas laisser indifférents les Anciens : position défensive de premier ordre, mouillage sûr, le promontoire de l'actuelle citadelle étant lui-même protégé des vents de l'ouest par la pointe de la Revellata, (la Punta Spanu assurant à l'autre bout de la baie une protection contre les vents du nord-est), présence de sources, tout cela aux confins d'un terroir riche et accueillant.

Il y eut un Calvi romain, même si les trouvailles archéologiques sont encore assez réduites. Le golfe a livré des amphores, des lampes, ce qui montre le rôle de port importateur et exportateur de Calvi par lequel transitaient huile, vin, cire et miel, métaux, poteries, etc. Ce fut très probablement par Calvi que le christianisme pénétra en Balagne occidentale. Il s'y développa comme le prouvent les vestiges de la nécropole qui se trouvait autour de Santa Maria, ainsi que le récit du martyre de Santa Restituta et de ses compagnons qui aurait eu lieu au lieu-dit La Marana. L'importance de la basilique Santa Maria ne s'est pas démentie au cours des siècles suivants puisqu'elle portait encore le titre de *plebania* au XVII^e siècle.

Les époques troublées par les raids successifs qui suivirent mirent sans doute fin à la prospérité de la ville. La position de Calvi en bordure de la mer en faisait une proie de choix placée en première ligne comme elle l'était. Que devint alors la population ? Massacres, pillages, captures par les Barbaresques, fuites dans les montagnes environnantes, tout est possible, mais nous n'en savons par grand chose, et ce jusqu'au XII^e siècle environ. La fondation du Calvi actuel est en fait une conséquence indirecte des rivalités entre la République

de Gênes et la République de Pise. Le pape Grégoire VII, puis Urbain II, qui avaient préféré confier à la fin du XI^e siècle l'administration de la Corse aux Pisans, déclencha la jalousie des Génois, d'où une lutte d'influence entre les deux républiques rivales, ce qui poussa les seigneurs corses dans l'un ou l'autre camp. Giovanninello, un seigneur du Nord sous la tutelle de Gênes, vaincu par le fameux Sinucello de Cinarca (ou della Rocca), un puissant feudataire du Sud partisan de Pise, se réfugia sur le rocher de Calvi qu'il se mit à fortifier. Il s'enfuit ensuite à Gênes qui ne pouvait que l'accueillir à bras ouverts puisqu'il donnait aux Génois l'occasion de mettre après Bonifacio un autre pied sur l'île. Le débarquement de 1272 fut le commencement d'une lutte qui conduisit à l'expulsion de Sinucello hors de la Balagne. Calvi renaissait en passant sous la domination de Gênes. Giovanninello, qui était plus un guerrier qu'un administrateur, confia la petite place forte aux Avogari de Nonza. Ces seigneurs peuplèrent la bourgade en y faisant venir plusieurs familles des environs, mais ils se montrèrent suffisamment tyranniques pour déclencher une révolte. Les Calvais se tournèrent alors vers Gênes qui fut bien heureuse de leur accorder sa protection, en envoyant une garnison puis en promettant une "protection" entérinée par l'octroi de "privileges" délivrés le 16 mai 1278, comme elle l'avait fait auparavant pour Bunifaziu. Calvi devenait une deuxième pièce maîtresse pour la "Superbe" sur l'échiquier corse. Ainsi, on peut dire que les premiers habitants de Calvi (qui venaient s'ajouter aux groupuscules se trouvant sur place) venaient de Ligurie (pour les soldats en poste) et des régions voisines : peut-être ceux-ci étaient-ils les lointains descendants de ces familles qui avaient fui les multiples invasions des siècles passés ?

I.2. Calvi génois

Si l'influence de Gênes sur Calvi devient prépondérante à partir de 1278, cela ne veut pas dire pour autant que les luttes d'influence et les guerres sont terminées. Toutefois, Pise est sur le déclin. En 1283, Calvi est assiégée en vain par des galères pisanes. On sait que, l'année suivante, le 6 août 1284, la flotte pisane fut réduite à néant par les Génois que commandait Alberto Doria lors de la bataille navale de la Maloria au large de Livourne. Calvi n'avait désormais plus grand chose à craindre de Pise. Le 2 février 1294, Jacopo Doria, seigneur de Calvi, cédait ses droits à Gênes

qui devenait pour plusieurs siècles la "protectrice" de Calvi qui était ainsi placée sous l'autorité directe de la République. Cette protection devait jouer un rôle prépondérant sur le peuplement de Calvi, la *Civitas Calvi semper fidelis*, qui allait être "irriguée" désormais très régulièrement par des apports ligures ainsi que par ceux des mercenaires à la solde de la "Superbe".

Rapportons maintenant plus succinctement les principaux faits qui purent directement ou indirectement influencer sur le peuplement de Calvi.

- 1420 : siège par les Aragonais. La trahison d'un Calvais entraîne la capitulation de la ville. Les Aragonais se répandent dans l'arrière-pays.
- 1421 : révolte contre les Aragonais (c'est là que se place l'épisode bien connu où s'illustra Pietro Baglioni dit *Liberta*). Gênes récupère Calvi.
- 1445 : le Saint-Siège, suzerain théorique de la Corse profite des rivalités qui partagent l'île pour essayer d'y rétablir son influence : Calvi écrase les "Papalins" qui étaient venus l'assiéger.
- 1453 : soumission de Calvi comme de l'ensemble de la Corse à l'Office de Saint Georges génois.
- 1454 : renforcement du site fortifié.
- 1460 : pour vaincre la résistance des seigneurs corses, Antonio Spinola fait brûler les terres cultivées depuis Calvi jusqu'à Sagone.
- 1483-1490 : poursuite des travaux de fortification de la citadelle. Des militaires, des artisans viennent participer à ces ouvrages.
- 1492 : achèvement du palais des gouverneurs.
- 1510 : fin des guerres des Cinarchesi (1487-1510) ; plusieurs habitants (notamment ceux de l'actuelle vallée de Porto), dont les territoires ont été dévastés tant par les combats que par les incursions barbaresques, se réfugient à Calvi. C'est sans doute aussi le cas pour d'autres habitants fuyant des régions peu sûres ou saccagées.
- 1528-1529 : la peste ravage la population et la disette sévit.
- 1530 : les Barbaresques profitent de l'affaiblissement de la défense de la ville pour l'assiéger et pour saccager l'église piévane Santa Maria. Des Calvais sont enlevés pour être vendus comme esclaves. Les raptés par les Barbaresques se poursuivront même au XVIII^e siècle. C'est pourquoi il n'est pas exceptionnel de trouver dans les dénombremens la mention "*captif chez les Turcs*"

à propos d'un membre d'une famille calvaie.

- 1545-1555 : construction des bastions de la citadelle. Ces travaux amènent à Calvi divers corps de métiers. Désormais, Calvi possède des statuts spéciaux en plus de ses privilèges. Une grande osmose existe avec Gênes (mais aussi la Ligurie) qui est une source d'immigration importante. Les habitants de Calvi sont considérés plus comme des Génois que comme des "Calvais". Calvi a un podestat auquel est associé un responsable de la forteresse. La ville possède une garnison de quelque 300 hommes presque tous Génois. Plusieurs officiers (nous dirions aujourd'hui "fonctionnaires") collaborent avec le podestat, notamment pour la levée de l'impôt. Gênes a eu l'habileté d'associer les notables calvais à la gestion de la cité, ce qui ne pouvait que rallier Calvi à sa cause.

Calvi, ville de privilèges et de "privilégiés" par rapport au reste de la Balagne, rassemble ses habitants dans le périmètre restreint de la citadelle où se trouve l'église San Giovanni Battista. Un peu plus tard se développe le quartier de la *marina* autour de l'église piévane Santa Maria dont nous avons parlé plus haut. Le terroir de la ville est bien cultivé (vignes, blé, arbres fruitiers, etc.) ; on y élève des abeilles qui produisent un miel réputé. Le terroir n'est toutefois habité que par des bergers. Les habitants de Calvi se consacrent également à la pêche et à la récolte du corail. La ville haute vit aussi de ses petits métiers qui occupent plusieurs artisans, ainsi que de négoce. Calvi est en effet le débouché maritime privilégié de la Balagne et même du Niólu. Plusieurs Calvais sont tournés vers la mer (c'est un aspect que l'on retrouve chez les Capcorsins) et ils entretiennent des relations avec divers pays, l'Espagne en particulier (relations avec Séville).

Continuons à suivre le destin de Calvi après cette période de prospérité qui a vu le développement de la ville dans le périmètre de la citadelle.

- Été 1555 : siège par la flotte franco-turque ; la ville est écrasée par les boulets, mais, du 10 au 15 août, c'est le fameux épisode du *Christu Negru* qui sauve miraculeusement Calvi. Malheureusement, la situation économique de la ville est au plus bas, suite à ce siège terrible au cours duquel le terroir a été saccagé. Beaucoup de Calvais sont

ruinés. Une fois de plus, Calvi se tourne vers la mer : plusieurs habitants émigrent et c'est encore Séville qui les accueille. Sans doute les liens précédemment noués les ont-ils poussés vers l'Andalousie où ils avaient dû conserver des relations. On connaît l'histoire du fils de Tomasio Magnara devenu à Séville le légendaire séducteur que fut Don Juan. D'autres Calvais se tournent vers la péninsule italienne plus proche, mais aussi vers la France, Marseille en particulier.

- 22 février 1567 : explosion de la *Rocca*, la foudre ayant mis le feu à la réserve de munitions. Plus de cent personnes sont tuées, de nombreuses maisons sont détruites, l'église San Giovanni Battista est gravement endommagée.
- 1576-1577 : c'est l'affaire des "corps de garde". Anton Pietro Filippini rapporte, dans sa "*Chronique de la Corse*" un incident survenu entre des Calvais et des soldats génois de la garnison. Les Calvais, par crainte des Barbaresques, entretenaient une garde à la Revellata. Les Calvais de souche estimaient que les soldats génois (même s'ils étaient mariés et vivaient avec leur famille à Calvi) devaient eux aussi un tour de garde, puisqu'ils étaient de fait devenus Calvais par leur mariage. Les soldats prétendaient le contraire, se considérant comme des militaires en garnison. On en vint presque aux mains, en septembre, lorsque des Calvais qui étaient sortis de la ville pour aller vendanger furent dans l'impossibilité d'y rentrer, la porte ayant été fermée par ordre de Stefano Vivaldi, commissaire de la ville. Le gouverneur fut obligé de se déplacer pour calmer les esprits, en donnant raison aux Calvais.
- Été 1579-été 1580 : une épidémie de peste (ou de *mal castrone* ?) ravage la Corse dont Calvi.
- 1625 : Calvi devient la résidence des évêques du diocèse de Sagone. L'église San Giovanni Battista reçoit le titre de cathédrale.
- 1652-1659 : Calvi est pour quelques années la résidence du gouverneur de la Corse.
- Au cours du XVII^e, on assiste à une multiplication des *procoi* qui privent les bergers de leurs ressources, d'où des conflits répétés avec les habitants du Niólu, les luttes se développant même au sein de certaines familles : on sait, en effet, que plusieurs mariages étaient célébrés entre des Calvaises (et des natives de Calinzana, Muncale, etc.) et des bergers venus du Niólu.

I.3. Calvi français

La période qui s'étend de 1729 à 1769 est, on le sait, fort troublée pour la Corse entière. Elle est notamment marquée par l'intervention française qui se termine par le rattachement de la Corse à la France. Qu'en est-il pour Calvi dans ce contexte ?

- Mars 1739 : le marquis de Maillebois occupe Calvi et son terroir jusqu'à Calinzana, puis jusqu'à Zilia et Montemaggiore. Les Français ne partiront qu'en septembre 1741.
- 1756 : construction du fort Mozzello, baptisé ensuite fort Maillebois, ce qui laisse supposer que le marquis avait laissé une impression plutôt favorable.
- 1759 : Lorenzo Giubega, issu d'une vieille famille de Calvi mais aux lointaines origines génoises, regagne la Corse pour soutenir Pascal Paoli. Calvi reste fidèle à Gênes.
- 1768 : Gênes cède la Corse à la France. La situation privilégiée de Calvi par rapport au continent lui permettra par la suite de relancer son activité commerciale et maritime.
- Septembre 1769 : Calvi devient le siège de la juridiction de Balagne à la place d'Algajola.
- 1775 : interdiction de récolter le corail sur les côtes corses ; plusieurs Calvais s'embarquent pour aller ramasser le corail en Afrique.
- 1790 : Calvi perd le tribunal civil et le directoire du district au profit de L'Île Rousse.
- 1793 : période troublée où l'on assiste à des pillages, des incendies, des exécutions sommaires ; le 23 septembre, mort de Lorenzo Giubega. Malgré la défection de plusieurs villes comme Toulon qui s'ouvrent aux Anglais, Calvi jure de rester fidèle à la France.
- 1794 : Calvi est assiégée par les Anglais placés sous le commandement du général Stuart. Le futur amiral Nelson fait partie des officiers (il perd un œil au cours de ce siège). Le siège est terrible pour les Calvais qui défendent vaillamment la citadelle malgré le blocus et les pluies d'obus. La reddition avec les honneurs de la guerre a lieu le 10 août. Plusieurs Calvais s'exilent en France, à Marseille notamment. Abandonnèrent-ils leur ville pour ne pas tomber sous la tutelle anglaise, c'est-à-dire par patriotisme comme le laissait présager leur serment avant le siège ("la vengeance ou la mort") ? Il est pro-

bable que la crainte de représailles de la part des paolistes, le dénuement total où se trouvaient ceux qui venaient de tout perdre au cours du siège, sont aussi des raisons très plausibles. Cet exil volontaire, qui conduit à Marseille les réfugiés corses est providentiel pour les historiens. En effet, non seulement la République Française les accueillit, mais encore elle leur fournit des subsides : les listes des réfugiés qui furent alors dressées subsistent dans les archives communales de Marseille et sont une source précieuse de recherches.

Signalons ici l'excellent ouvrage sur Calvi (Love-rini et Galletti 1991) dont nous nous sommes largement servi pour la rédaction de cette présentation historique.

II - LES SOURCES DE DOCUMENTATION

Elles sont nombreuses, mais, par suite du passé historique de la Corse qui lui valut d'être génoise (et même pisane) avant d'être française, les documents originaux doivent être recherchés aussi bien en France continentale qu'insulaire, mais également dans les centres d'archives de Gênes, voire même aux Archives Vaticanes. Certains documents font aussi partie de fonds privés.

La présente étude a été réalisée à partir des sources citées ci-dessous.

II.1. Les actes de baptêmes, mariages et sépultures

Il s'agit d'une source de base fondamentale pour l'étude de l'évolution de la population d'une commune, malgré les lacunes inévitables qui sont dues aussi bien à la négligence du clergé (même après les consignes du Concile de Trente réitérées par les évêques à plusieurs reprises), qu'aux guerres, incendies, inondations, vols ou pertes... Dans le cas de la ville de Calvi, on a la chance de disposer d'archives relativement anciennes par rapport au reste de la Corse (et même des paroisses du continent), puisque les registres débutent en 1579. C'est assez exceptionnel, avons-nous dit, mais cela tient sans doute au fait que Calvi était une ville, bien que modeste par la taille, et que l'administration génoise y jouait un rôle important par suite de la présence de sujets ligures et de militaires. C'est sans doute aussi pour ces raisons que nombre d'habitants sont porteurs d'un patronyme, ce qui n'est générale-

ment pas vrai pour les autres "petites" paroisses de Corse. Le dépouillement systématique en cours de réalisation par l'auteur de cet article a été exploité dans ce travail.

Signalons que Calvi possédait alors deux paroisses, ce qui double le travail de dépouillement :

- la paroisse San Giovanni Battista dans la ville haute, qui était la paroisse de la garnison, des Génois en poste et de la "noblesse", dont les défunts étaient souvent inhumés sous les dalles de l'église qui devint cathédrale en 1625,
- la paroisse Santa Maria dans la ville basse, qui était plutôt celle des "petites gens", pêcheurs, marins, travailleurs dans les "magasins" que Gênes avaient fait construire près du bord de la mer.

II.2. Les dénombremments

C'est une source démographique précieuse, car certains, très complets, donnent une description des familles, avec les âges et les prénoms de leurs différents membres. Ils sont de deux types :

- 1) Ceux établis par les autorités ecclésiastiques, à la suite des directives du Concile de Trente. Les visites pastorales devaient en effet permettre d'informer le Saint-Siège sur la bonne application des prescriptions de ce concile, sur les mœurs et la moralité des populations, sur les comptes et les revenus de l'Église.
- 2) Ceux établis à la demande de l'administration (génoise puis française). C'est en principe en vue de la levée des impôts (dont la *taglia*) et, parfois, pour dresser un rôle des hommes en état de porter les armes, que ces dénombremments furent effectués.

Il faut toutefois les examiner avec précaution. En effet, les dénombremments établis par l'administration génoise ne mentionnent pas forcément ceux qui étaient exemptés de la taille, et les clercs ne sont pas toujours cités, sans parler des lacunes inévitables. Nous présentons dans le tableau I les données démographiques dont nous disposons sur Calvi à partir des différents dénombremments anciens (Casta 1993).

Les dénombremments que nous avons dépouillés et qui nous ont semblé les plus intéressants sont ceux de 1667 (génois) et de 1770 (français) (Bianco 1999). Celui de 1667 est consultable à l'Archivio di Stato de Gênes. Il paraît assez complet et il est

Année	Origine	Âmes ou habitants	Feux	Sources
1589	Église (diocèse de Sagone)	1100		Archives Vaticanes
1667	Gênes	914 (imposables)		Archivio di Stato, Gênes
1686	Église	1316		Biblio. Casanatense, Rome
1690	Église (visite pastorale)		150	Archives diocésaines, Ajaccio
1726	Gênes	1124	278	Biblio. Universitaire, Gênes
1729	Gênes	1062		Biblio. Berio, Gênes
1740	France		240	Archives Nationales, Paris
1758	France		276	Service historique de l'Armée de terre, Vincennes
1770	France	1042	249	Archives Nationales, Paris
1787	France	1151		Archives Nationales, Paris

Tableau I - Dénombrements de Calvi

présenté avec soin. C'est une chance que pratiquement cent ans plus tard un recensement lui aussi très complet ait été établi par l'administration royale : on dispose ainsi de deux "strates" de la population calvaie, ce qui permet notamment d'étudier l'évolution (persistance ou disparition) des familles et d'avoir une idée sur la stabilité de la population.

Il existe d'autres dénombrements, non nominatifs (voir Tableau I), mais qui présentent un intérêt plutôt démographique.

II.3. Les tables des réfugiés calvais à Marseille (1794-1797)

Ainsi que nous l'avons signalé précédemment (§ I 1-3), elles sont conservées aux Archives communales de Marseille. En complément au recensement de 1770, elles permettent de suivre l'émigration de plusieurs familles (directement ou à travers leur descendance).

III - ÉTUDE DE L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION DE CALVI

Le dépouillement des registres paroissiaux n'est encore que partiel, et il ne porte pour l'instant que sur la paroisse San Giovanni Battista, certes la plus importante. Il concerne principalement les mariages et les sépultures. Les actes sont rédigés en italien ou en latin (pour la fin du XVII^e et le début du XVIII^e siècle). L'italien de la fin du XVI^e siècle est assez approximatif, à moins que ce ne soit le prêtre qui ait eu une connaissance limitée de la langue... Un certain nombre de remarques peuvent être formulées.

III.1. Sépultures

Les actes les plus anciens (les premières sépultures ont commencé à être enregistrées en 1579) sont assez laconiques et ils ne nous renseignent pas sur l'âge des défunts. Tout au plus peut-on se douter qu'il s'agit d'un enfant lorsque est mentionné le qualificatif *figliola* de X. On a une preuve

qu'il s'agit d'un adulte seulement lorsque la mention *moglie* de X est donnée. En règle générale, les défunts n'ont pas de patronyme. En principe la filiation paternelle et souvent celle du père du défunt (donc le prénom du grand-père paternel) sont données. Les prénoms ne sont pas forcément chrétiens, et sont souvent difficiles à identifier compte tenu de leur orthographe fantaisiste et du fait qu'ils sont contractés. Parmi quelques contractions assez "évidentes", nous avons relevé : Mattemarco, Joanluccha, Jiobatta, Franloiso (orthographe respectée). Certains prénoms évoquent l'Antiquité (Tarquino, Sipione), mais d'autres sont plus spécifiques (Tapico, Minuccio, Scanardo, Gandone, Joguessa, Foncida, etc.). Par contre, une centaine d'années plus tard, les prescriptions du Concile de Trente sont appliquées, les prénoms sont devenus chrétiens en général (on rencontre bien encore quelques Fiordispina ou autres). En outre, des précisions supplémentaires apparaissent : âge (jours, mois ou années) du défunt, filiation paternelle (les défunts ayant le plus souvent un patronyme), lieu d'origine (en principe, l'absence d'indication implique qu'il s'agit de Calvi encore que cette donnée soit quelquefois fournie), fonction (ou titre), appartenance sociale (le patronyme peut par exemple être précédé de la mention *n.*, c'est-à-dire noble, ou *III.* ou *Magn.* s'il agit d'une personne de rang élevé).

Sept cent seize sépultures ont été enregistrées entre 1700 et 1720 pour San Giovanni, ce qui fait une moyenne annuelle d'environ 36 décès. Parmi ces défunts, il faut souligner le nombre relativement élevé de militaires (113), dont 55 d'origine allemande ou suisse. Nous donnons ci-dessous une liste de quelques-uns de ces patronymes (dont l'orthographe a été respectée) : Amies, Andirch, Chisner, Cleinars, Clefe, Corner, Culti-man, Ettoloc, Fiac, Fraider, Frimbrisch, Fungher, Graf, Jenchel, Laiter, Licher, Mainier, Meier, Peter, Pozzer, Ritter, Scintar, Storch, Turimbert, Verf, Vith, Zentier. Mis à part les étrangers à la République, les défunts n'étaient pas tous d'origine calvaie. Voici quelques-uns de leur lieu d'origine (lorsqu'ils sont précisés) :

- Corse : Aiacciu, Aleria, Bigorno, Bunifaziu, Levie, Lumiu, Olmeta, Portu, Zilia.
- *Terra ferma* : Alassio, Albisola, Savone, Sarzana, Vintimille.
- Continent : Alexandrie, Mantoue, Trapani, les Marches.

Des sondages dans les sépultures enregistrées entre 1690 et 1720 ont permis quelques remarques intéressantes. Ainsi, pour l'année test 1699, on note :

- 44 sépultures, les âges des défunts se répartissant comme suit : [0-1 an] 11, [1-5 ans] 3, [5-10 ans] 3, [10-20 ans] 5, [20-30 ans] 3, [30-40 ans] 4, [40-50ans] 2, [50-60 ans] 9, [60-70 ans] 1, [70 ans et plus] 2. Comme on l'observe aussi à cette époque pour le reste de l'Europe, la mortalité infantile durant la première année qui suit la naissance est élevée. La mère décédait parfois des suites de ses couches. Une deuxième pointe de décès est observée pour la tranche des 50-60 ans.

- L'examen de l'époque des décès au cours de l'année montre que ceux-ci survenaient plutôt en été. Leur nombre, qui est normalement de 2 à 4 par mois, passe à 7 ou 8 en juillet-août. Une cause de cette augmentation pourrait être la chaleur qui altérerait la qualité de l'eau potable, mais aussi, très probablement, des recrudescences d'épidémies de paludisme favorisées par la présence des marais voisins de Stagnone, Pagliazza et Padule. Ceci est vrai pour les enfants, mais aussi pour les soldats de la garnison ; on note parfois plusieurs décès de militaires au cours de la même semaine.

- L'étude statistique des décès (par année et par mois) est révélatrice de l'existence d'épidémies plus graves qui ont pu toucher Calvi mais aussi la Corse. Nous avons examiné deux exemples.

- (a) Pour la période 1578-1600, la moyenne annuelle des décès est d'environ 45, soit de 3 à 4 par mois. Pour le mois de septembre 1580, 24 décès furent enregistrés, 9 pour le mois d'octobre. Pour l'année 1583, onregistra 16 décès en juillet et 17 en août puis seulement 2 en septembre. Or, la "*Chronique de la Corse*" d'Anton Pietro Filippini nous apprend qu'effectivement, en 1579-1580, une épidémie de peste (ou de "maladie du mouton") ravagea la Corse dont Calvi. Par contre, rien n'est écrit en ce qui concerne l'année 1583. Faut-il attribuer cette nouvelle pointe de décès à une recrudescence plus localisée de l'épidémie ou à une attaque particulièrement virulente de paludisme ?

- (b) Pour l'année 1701, on observe une pointe de décès de 17 individus pour le mois d'octobre, dont 6 ont entre 20 et 30 ans ; les moins de 10 ans ne sont paradoxalement que 4. Il est probable qu'une maladie (paludisme ou autre ?) se propagea à cette époque.

En ce qui concerne les lieux de sépulture, on constate que, comme sur le continent, il était de tradition pour les familles aisées de se faire inhumer dans des lieux de culte. Les patriciens calvais choisissaient généralement San Giovanni Battista, mais il existait toutefois d'autres lieux d'inhumation en dehors des cimetières paroissiaux, comme il ressort des actes de sépultures.

- L'église du couvent San Francesco (*San Francesco de l'Osservanza*) accueillait plutôt des défunts de la bourgeoisie. Les ruines de ce monastère sont incorporées dans un complexe hôtelier au pied du fort Mozzello.
- La chapelle du couvent des capucins (*i Cappuccini*) a été parfois utilisée. Le monastère hébergeait une douzaine de frères. Les ruines existent toujours dans la campagne calvaie.
- La chapelle Santa Maria di Loreto, construite en 1618, fut souvent utilisée surtout à la fin du XVII^e siècle. Bien restaurée, elle se dresse toujours sur la droite du chemin qui conduit au cimetière actuel.

Pour les vingt premières années du XVIII^e siècle, la répartition entre les différents lieux d'inhumation se fait comme suit :

Cimetière, 64 %, San Francesco, 21 %, San Giovanni Battista, 12 %, Santa Maria di Loreto, 2 %, Capucins, 1 %.

Quelles conclusions en tirer ? Que Calvi comptait environ 10 % de notables qui étaient inhumés

dans l'église de la ville haute (aucun d'eux sans doute n'étant inhumés à Santa Maria), cela n'est pas tout à fait exact, car peut-on compter parmi les notables les nombreux enfants qui décédaient en bas âge ? Il serait plus exact de dire que près de 10 % des défunts appartenaient à la "classe aisée", auxquels il conviendrait d'ajouter un certain nombre de ceux qu'on inhumait dans les autres églises ou chapelles de la ville.

III.2. Mariages

Le nombre moyen annuel de mariages s'établit autour de 15 (compte tenu des lacunes inévitables) et ceci aussi bien pour la tranche 1609-1633 que pour la tranche 1701-1709. Des chiffres maximaux sont observés pour les années 1609 (21) et 1625 (23). Les interdictions concernant les époques prohibées par l'Église pour les mariages (sauf dispenses), c'est-à-dire le Carême et l'Avent, semblent plutôt respectées. Ainsi, pour l'année 1609, ont été célébrés 4 mariages en février, 3 en mars, aucun en avril, 2 en octobre, un seul en décembre. Autre exemple : en 1629, 6 mariages en janvier, aucun en mars, 2 en avril, un seul en octobre et aucun ni en novembre ni en décembre.

Les lieux d'origine des époux sont souvent mentionnés, ce qui est très instructif pour connaître la formation de la population calvaie. Nous les avons répertoriés dans les tableaux IIa et IIb. On notera tout d'abord le nombre plus élevé de Génois pour la tranche 1609-1633 que pour celle allant de 1680 à 1709. Il semble que la République

Gênes et Ligurie	67 (Sarzana 3, Rapallo 3) soit 20 %
Balagne (moins Calvi)	18 (Algaiola 5, Lumiu 4, Moncale 2) soit 5 %
Péninsule et Sicile	7 (Naples 3, Crémone 2) soit 2 %
Corse	10 (Bastia 3, Bonifaziu 2) soit 3 %
Continent	1 (Provence) soit 0,1 %
Non précisé (Calvi ?)	soit 70 %

Tableau IIa - Lieux d'origine des époux
(Période 1609-1633)

Gênes et Ligurie	36 (Chiavari 6, Sarzana 2, Santa Margherita 2) soit 8,5 %
Balagne (moins Calvi)	10 (Algaiola 4, Zilia 2) soit 2,2 %
Péninsule et Sicile	14 (Livourne 2, Naples 2, Venise 2) soit 3,2 %
Corse	7 soit 1,5 %
Continent	9 (Suisse 3, Saint-Omer 1) soit 2 %
Autres	2 (Espagne, Malte) soit 0,5 %
Non précisé (Calvi ?)	soit 83 %

Tableau IIb - Lieux d'origine des époux
(Période 1680-1709)

ait favorisé l'implantation de Génois au début du XVII^e siècle. Les villes de Sarzana et de Chiavari sont plus souvent mentionnées, ainsi que celle de Rapallo, mais diverses localités, La Spezia, Santa Margherita, Albenga, ont aussi envoyé certains de leurs enfants à Calvi. Il s'agit la plupart du temps de militaires, ce qui est alors noté sur l'acte de mariage (caporal, *alfieri*, ou tout simplement soldat de la garnison).

La Balagne a été, elle aussi, une source d'immigration pour Calvi : c'est le cas de Lumiu et surtout de L'Algajola (comme on l'écrivait alors), ce qui peut s'expliquer aisément puisque cette dernière était également une place forte dont la défense avait été renforcée par les Génois en 1664. Il est probable qu'il devait y avoir des transferts fréquents de l'une à l'autre des citadelles. La même explication vaut pour ceux qui étaient originaires de Bastia et de Bunifaziu, autres pièces maîtresses pour la défense de la Corse génoise.

C'est encore pour une raison militaire que Calvi vit arriver des immigrés d'horizons divers, des "Suisse", des Espagnols et des Maltais et sans doute celui qui est dit "de Saint Omer en Flandre". La République avait en effet besoin de mercenaires pour assurer sa défense, sa population étant relativement peu nombreuse. Bien que ce ne soit qu'une hypothèse, on peut penser que c'est aussi pour cette raison que Calvi a vu arriver des hommes de Naples, Crémone, etc.

On notera que le pourcentage de "Génois" qui se marièrent au cours du XVII^e siècle semble décroître entre le début et la fin de ce siècle au profit (c'est une hypothèse) des Calvais et d'immigrés non génois. L'apport de Génois venus s'installer à Calvi aurait donc baissé, et les Calvais se mariant (plus ou moins "entre eux") auraient été plutôt les descendants (deuxième génération ou plus) de ces Génois premiers venus.

IV - LES FAMILLES CALVAISES : PERMANENCE ET DISPARITION

Nous venons de voir que la population calvaïse s'était formée, sans doute pour une bonne part, à partir d'immigrés du continent au sens large, notamment de Génois (et nous entendons par là de sujets de la Sérénissime République). Une partie de ceux qui figurent dans les actes divers (paroissiaux ou recensements) ne

firent souvent "que passer" : on peut qualifier leurs patronymes de "fugaces". Peut-être s'agit-il de soldats de la garnison qui, soit décédèrent sans avoir fait souche, soit repartirent dans leur pays d'origine ou, plus vraisemblablement, furent engagés ailleurs, et on perd alors leur trace. Cela semble un peu normal pour une cité à vocation militaire. Néanmoins, il ne faut pas oublier les autres fonctions de Calvi, son rôle de petite métropole de la Balagne, avec son évêque, son port, le débouché qu'elle constituait de par sa position. Son activité impliquait la présence de divers corps de métiers, d'artisans, de commerçants, etc. Leur présence supposait une certaine pérennité, une fixation concrétisée par des liens matrimoniaux et la formation de familles. On peut essayer de savoir si de telles familles sont devenues "permanentes", si l'on peut parler de familles "calvaises", même si à l'origine elles venaient d'ailleurs. En se basant dans un premier temps, d'une part sur les patronymes des époux qui se sont unis au début du XVII^e siècle et, d'autre part, sur le dénombrement de 1770, nous avons essayé de répertorier dans le Tableau III les familles calvaises que nous qualifierons de "permanentes" sur deux siècles.

A Abbatì (1627) Agnino (1621) Antonello (i) (1619) Armirotti (1617)	G Graziani (1618) Groppò (i) (1625)
B Baglioni (1625) Biso (Bisso, Bizzo) (1619) Borzòne (1615)	M Massimo (1623)
C Cantarino (1609) Carboni (1629) Ciacaldi (1622) Conforte (1615) Croce (1623)	O Osero (1629)
D Durante (1609)	P Paciola (1617) Paravagni (1609) Piccardo (i) (1626)
F Fiesco (1610) Flach (1627)	Q Questa (1621)
	R Rivarola (1627) Rossi (1619)
	S Santelli (1623)
	V Varsi (1628)

Tableau III - Patronymes représentés à Calvi depuis le début du XVII^e siècle jusqu'à 1770

Sur le dénombrement de 1770, on compte 153 patronymes différents, dont 27 étaient déjà représentés en 1667, soit environ 18 %. On pourrait donc penser en première approximation que 72 % de patronymes nouveaux ont été "importés" en un siècle (entre 1667 et 1770). Il faut toutefois pondérer ce chiffre en tenant compte du fait que plusieurs Calvais (environ 16 %) n'avaient pas de patronymes lors du dénombrement de 1667, ce qui ramènerait à 52 % le taux de patronymes importés. Les données dont nous disposons sont toutefois bien trop partielles pour que l'on puisse avancer des chiffres avec plus de certitude.

Une autre remarque intéressante (mais ponctuelle) concerne le peuplement de L'Île-Rousse à partir de Calvais. Le dénombrement de 1770 nous montre que, sur 37 patronymes, seulement 4 (soit environ 10 %) sont aussi représentés à Calvi à la même époque

V - CALVI PENDANT LA GUERRE FRANCO-ANGLO-CORSE : EXODE DES CALVAIS APRÈS LE SIÈGE DE 1794

Pendant la Révolution, la Corse connaît, elle aussi, des troubles, mais sa position insulaire et sa spécificité la placent un peu à part. Pascal Paoli s'est ouvertement révolté contre le gouvernement de la République et n'a pas hésité à se rallier aux Anglais, maîtres des mers dont la Méditerranée. C'est aussi l'heure des règlements de compte qui menacent plusieurs familles favorables à la République française. Paoli en poursuit et proscriit plusieurs, les Arena, les Salicetti, les Ornano, les Bonaparte, pour ne citer que les plus connues. Dès le mois de mai 1793, ces familles déclarées "infâmes" sont bannies et cherchent à se réfugier sur le continent. Menacées de l'intérieur par leurs compatriotes paolistes ou sympathisants, elles le sont aussi par les Anglais qui s'emparent de Bastia, puis, en août 1794, de Calvi après un siège héroïque qui fait honneur aux Calvais : il leur valut les honneurs de la guerre de la part des Anglais, il est bon de le souligner.

C'est alors que commence un exode mû par le patriotisme, peut-être, mais sûrement aussi par la peur et le dénuement total. Ces Calvais quittent tout, ils partent sans argent vers l'inconnu, laissant derrière eux, non seulement leurs biens, mais

aussi leur travail : un cultivateur, un commerçant avaient en effet bien peu de chances de retrouver un emploi là où ils allaient. Quelques-uns s'engagent. Les pêcheurs, par contre, purent continuer à gagner leur vie à Marseille.

V.1. L'accueil des réfugiés corses

Où aller ? Sur le continent bien sûr, le littoral provençal en particulier. Mais, Nice est occupée par les armées de la République, de même qu'Antibes, Toulon vient d'être repris, mais c'est surtout Marseille qui les attire. Toussaint Billety (sic), par exemple, et sa famille, abordent à Antibes avant de gagner finalement Marseille ; François Moreli (sic) vient de Nice à Marseille.

De quelles régions étaient-ils originaires ? On connaît surtout leurs ports d'embarquement, Bastia, Calvi, mais les registres signalent parfois des lieux d'origine, Aïacciu et San Fiorenzu notamment. Jean Bisognini et Joseph Ferrandini venaient d'Algaiola, Vincent Scassi, de Bunifaziu.

Devant cette arrivée massive de "citoyens" provenant de "départements envahis par l'ennemi", la Convention fit un et même plusieurs "gestes", dont les décrets des 17 et 27 vendémiaire an 3. Dès leur arrivée sur le continent, les réfugiés corses devaient se faire inscrire dans un bureau de la mairie du lieu où ils comptaient séjourner. Parmi ces réfugiés, il y avait des Corses, certes, mais aussi des "continentaux" installés depuis parfois assez longtemps dans l'île. Ainsi, Marie Arnaud, native de Marseille, âgée de 45 ans, vivait en Corse depuis vingt-quatre ans (elle y était donc partie lors du rattachement de la Corse à la France). Après la prise de Bastia, elle s'était d'abord réfugiée avec sa fille à "Port-La-Montagne" (c'est-à-dire Toulon) avant de gagner Marseille.

Les 26 brumaire et 25 fructidor an 3, deux nouvelles mesures furent prises en faveur des réfugiés (corses mais aussi martiniquais), qui leur accordaient des secours pour leur permettre de survivre. On s'occupa de les loger en les installant dans des bâtiments devenus biens nationaux, couvents et hôtels particuliers confisqués. Survivre comme nous l'écrivons ci-dessus est un bien grand mot compte tenu de la dépréciation de la monnaie. Pour leur permettre de "manger", ils furent admis aux subsistances militaires, ce qui leur procurait des rations de pain.

V.2. Qui étaient-ils ?

Les inscriptions sur les registres des réfugiés nous permettent de connaître le nombre, l'âge et la qualité des réfugiés corses. D'après les répertoires conservés aux archives communales de Marseille, il y eut environ sept cents réfugiés corses à Marseille. Leur provenance est aussi connue, ainsi que leur zone de résidence à l'intérieur de la ville (mairie du Nord, du Centre, du Midi). Près d'un tiers des réfugiés portaient des patronymes déjà représentés dans le dénombrement de 1770.

Le registre du 30 prairial an 5 donne quelques indications sur leurs activités. Beaucoup sont qualifiés de "non occupés" : c'est la majorité. Ainsi, ceux qui étaient chez eux laboureurs, mulâtiers, colporteurs, journaliers, n'ont pas retrouvé d'emploi, contrairement aux pêcheurs comme Jacques Celsi, Jean Conforte, Pierre Marcotorkino (sic), Thomas Benedetti, Baptiste Bastelica, etc. qui poursuivent leurs activités à Marseille. Martino Dapini est même devenu "pescheur aux Martigues". Jean Armiroti est qualifié de "marin, occupé", de même que Jean André Franchesqui (sic) et Antoine Escagliola, eux aussi marins. Joseph Benoît Morelli est apparemment le seul Corse (il était tailleur d'habits) qui a eu la chance de retrouver du travail.

Outre l'absence quasi totale de ressources, hormis les secours accordés par la République, il arrivait que ces réfugiés fussent malades, ce qui nécessita l'intervention à leur chevet d'un officier de santé, tel le médecin Zannettini, de "l'armée d'Italie chargé du service de l'Hôpital militaire", retenu sans doute parce qu'il devait parler et comprendre la langue italienne, ce qui lui permettait de mieux communiquer avec ses patients. Voici quelques cas de maladie :

Stefano Giovi souffre d'un "rhumatisme goutteux", Jean André Calvety a reçu "un coup de feu dans la jambe droite" (lors du siège de Bastia ou de Calvi ?) et ne peut pas marcher, Jérôme Casabianca a de la fièvre. Il y a plusieurs malades dans la famille Marquetty (sic) : Victoire "domiciliée dans une chambre du ci-devant couvent des Repenties est travaillée d'une transpiration supprimée qui donne lieu à une fièvre de pourriture", Françoise souffre d'une "fièvre putride et inflammatoire portant à la poitrine".

V.3. Que devinrent-ils ?

Il est plus difficile de savoir ce que fut leur sort une fois la Corse délivrée de ses ennemis. Il est très probable que plusieurs d'entre eux retournèrent dans l'île : ce fut le cas pour les ancêtres de l'auteur de cet article, qui regagnèrent assez vite leur Calvi natal. Il est aussi possible que certains d'entre eux soient restés à Marseille. On peut penser que cet exode – passager, certes – a eu une conséquence déterminante sur les émigrations de la fin du XIX^e siècle. Nombre de Corses avaient pu faire connaissance avec Marseille – une terre d'accueil pour les Corses depuis fort longtemps d'ailleurs – et y avaient noué des liens. Lorsque ils ne purent plus vivre décemment dans leur patrie et qu'ils furent obligés de s'expatrier, Marseille fit un peu figure de tête de pont, de point de chute et de ralliement ou de transit : c'est peut-être un peu la cause de la formation de ce "village corse du Panier" dont parle Marie-Françoise Attard-Marinchi dans un ouvrage récent (1997).

CONCLUSION

Comme nous l'avons dit plusieurs fois au cours de cet article, les conclusions que nous pouvons tirer de ces dénombrements ne peuvent être que provisoires. Toutefois, certaines idées semblent déjà pouvoir être retenues. La première, qui ne devrait pas être contredite par les résultats ultérieurs, est que la population calvaise est en fait moins "corse" que celle d'autres localités de l'île. Cette population est assez hétérogène quant à sa formation. Le nombre d'étrangers y est notable, ce qui se comprend puisque la ville était une ville de garnison et un port au débouché de la Balagne. Contrairement à certaines idées reçues (et qui couraient même dans ma famille), les Calvais (si l'on se place du moins avant 1800) ne sont pas "presque tous" de Calinzana : aucune union n'a pour l'instant été relevée lors des dépouillements avec un(e) natif (native) de cette localité.

Il est certain que les résultats seront modifiés si l'on étend ces investigations au-delà de 1800 : de nouvelles tendances vont être révélées, avec le développement des moyens de communication, l'influence centralisatrice du gouvernement français, la conscription, l'effacement d'un certain contexte

traditionnel et, finalement, l'émigration de la deuxième moitié du XIX^e siècle qui va pousser une partie des Calvais hors de leur ville natale, notam-

ment vers Marseille qui les avait déjà accueillis cent ans auparavant et avec qui existaient de nombreux liens commerciaux et maritimes.

BIBLIOGRAPHIE

ATTARD-MARANINCHI Marie-Françoise 1997 - *Le Panier, village corse à Marseille*. Paris, Éditions Autrement.

BATTESTINI F.-F. - *Calvi au XVI^e siècle (1563-1607)*. Éditions N. Ambrosini.

BIANCO Pierre 1999 - *Les patronymes corses ; Calvi et L'Île-Rousse. Tables établies à partir des dénombrements de 1667 et 1770/1794*. Port-de-Bouc, C.G.M.P.

CASTA François (Abbé) 1993 - *Paroisses et communes de France. Corse*. Paris, CNRS Éditions.

Dénombrements des pièves, Q¹ 298 2-6 et 8, Archives Nationales, Paris.

FILIPPINI Anton Pietro 1995 - *Chronique de la Corse*. Ajaccio, Éditions Alain Piazzola. Traduction et notes par A.-M. Graziani.

LOVERINI Marie-José et GALLETTI Jean-Félix 1991 - *Calvi*. Aix-en-Provence, Édisud.

Réfugiés corses, 2I 179-187, Archives Communales, Marseille.

Essai sur le devenir des confréries corses (XVII^e - XX^e siècles)

Nicolas MATTEI

Les confréries, dont on note le renouveau depuis une vingtaine d'années, étaient très nombreuses en Corse durant l'époque que l'on nomme baroque, correspondant aux XVII^e et XVIII^e siècles. Dénommées diversement selon les documents (*confraternità, università, compagnia, congregazione, sodalità*), elles sont dédiées à un saint (Antoine de Padoue, Joseph), une dévotion (Sainte Croix, remise du Rosaire, remise du Scapulaire, âmes du Purgatoire...). On peut considérer, sans crainte de se tromper, qu'il y en avait plusieurs par paroisse¹. Les deux paroisses bastiaises, l'Assomption et Saint-Jean-Baptiste, dépassaient la dizaine ; une petite paroisse de l'intérieur pouvant se contenter d'une seule. Quelques-unes étaient le fait d'une corporation (marins sous la protection de saint Erasme, pêcheurs sous celle de saint Pierre, menuisiers affiliés à saint Joseph, forgerons d'Eloi), d'autres concernaient une élite (remise du Scapulaire sous le patronage d'Elie et de saint Simon Stock), d'autres encore la communauté dans son ensemble (Sainte Croix, remise du Rosaire).

Elles pouvaient ne pas avoir de local propre et centrer leurs pratiques religieuses sur un autel de l'église paroissiale ; elles étaient le plus souvent, du moins pour les plus importantes, logées dans un local leur appartenant, nommé "*casaccia*"², "*oratorio*", "*casa della disciplina*" plus rarement.

I - PRINCIPALES CONFRÉRIES À L'ÉPOQUE BAROQUE (XVII^e - XVIII^e SIÈCLES)

Ce n'est pas une surprise, la majorité des confréries en Corse, mais ailleurs aussi³, étaient dédiées à l'adoration de la Sainte Croix et à la remise du Rosaire.

1. Les confréries de la Sainte Croix

a - Quelques exemples : ils abondent, on l'aura compris.

- Novale d'Alesani : la confrérie, qui possède un petit oratoire à 50 pas de l'église paroissiale de Saint-Sébastien, a été érigée le 19/3/1721 et comptait autour de l'année 1750, 115 membres sur une population d'environ 250 âmes. Compte tenu du grand nombre des enfants – on ne pouvait généralement être admis comme confrère qu'après 14 ans – on peut considérer que toute la population y adhérerait⁴.

- Perelli d'Alesani : la confrérie peut avoir été fondée le 15/4/1753 ainsi que semble l'indiquer son "*libbro o sia manualetto*". Le local où se réunit, "*si raduna*", cette "*compagnia*" est appelé "*casa della disciplina*"⁵ ou "*casaccia*".

- Luri⁶ : la "*compagnia*" est fondée en l'honneur de Jésus Christ. On peut lire, dans ses statuts, une définition intéressante de la discipline et de son usage⁵.

- Speloncato : la confrérie, comme c'est souvent le cas, fut "*eretta sollo il titolo di Santo Antonio abate e sotto l'invogazione della Santa Croce*" par bulle d'Urbain VIII prise à Sainte-Marie-Majeure de Rome le 21/11/1632. Elle fut expédiée à Bastia "*nella solita abitazione dell'Illmo Monsignore Giulio Pozzo vescovo di Mariana ed'Accia addi 28 novembre 1632*". L'évêque, "*vista la sopradetta bolla concessa dalla Santità di nostro Santo Papa Urbano ottavo*", donne l'autorisation de publication. Notons que l'évêque Giulio Pozzo, ou Del Pozzo, était encore en 1616

"rettore" du bénéfice "di Santo Stefano di Speloncato" pendant que son oncle, Gerolamo del Pozzo, détenait l'évêché de Mariana ed'Accia. Sans doute se dispensait-il de l'obligation de résidence dans la paroisse et demeurait-il à Bastia. Peut-être n'était-il pas le seul "neveu" puisqu'un Thomaso Pozzo est chanoine de la cathédrale de Mariana ed'Accia en 1611. Le bénéfice de Saint-Etienne sera absorbé en 1719 par celui de Sainte-Catherine, l'une des deux paroisses du village de Speloncato avec Saint-Michel, avant que l'ensemble ne soit rassemblé dans la collégiale de l'Assomption en 1749.

La "compagnia" se réunit dans l'oratoire Saint-Antoine contigu à l'église alors dédiée à Saint-Michel puis à l'Assomption comme nous venons de le dire. Cet oratoire a été démoli en 1749 pour agrandir la collégiale.

b - Fonctionnement des confréries de la Sainte Croix

- L'admission se fait avec le consentement demandé par le Prieur "pro tempore" aux confrères. La règle de la confrérie de Sainte Croix de Speloncato précise bien « *che se alcuno vorrà ascrivarsi nella detta Confraternità il Priore che a qual tempo sarà deve prendere il consenso dai fratelli* ». Les examinateurs prendront soin de vérifier que le candidat « *sia persona timorata di Dio, che sia abile ad'osservare li capitoli e che abbia almeno l'età d'anni quattordici* ». Le chapitre huit de Speloncato dit que le confrère « *dovrà esercitarsi nelle opere di Misericordia spirituali e corporali, frequentare li sacramenti, accompagnare agl'infermi il Viatico, deve recitare ogni giorno 5 Pater et Ave* ».

La cérémonie d'admission est bien réglée : « *Terminato l'ufficio dovrà il Priore deputare uno dei fratelli che li parerà più a proposito per fare le cerimonie che sogliono farsi ad un novizio ed a leggerli ed instruirlo nei capitoli più necessarij...* »

Le novice devra se procurer un « *abito ossia cappa* »⁷ et non avendolo devra l'avoir faite « *fra l'anno e non avendola fatta per detto tempo sia cancellato della Compagnia salvo nei casi di necessità* ».

Cette "cappa" est détaillée au chapitre sept. Elle doit être « *di tela bianca in memoria della veste che diede Erode per disprezzo a Nostro Signore Gesù Cristo, col suo cordono in memoria della catena con cui fù legato il medesimo Gesù...* E siccome detto abito è l'insegna dell'umiltà, così non dovrà il fratello essere superbo ne portare armi in chiesa ».

La cotisation d'entrée est fixée à 1 lire pour les hommes et 2 liras pour les femmes : « *Si dichiara che il fratello il quale vorrà essere iscritto in detta Compagnia dovrà la mattina del suo ingresso pagare soldi venti (1 lire) e se sarà femina dovrà contribuire soldi quaranta (2 liras)* ». Les femmes n'ont droit qu'à des cérémonies simplifiées par rapport aux hommes, seulement l'office et le baiser de la paix. S'ajoute à cela une participation en nature : « *e poi al agosto prossimo un bacino di grano, o altro, che da i superiori di detta Compagnia sarà tassatto* ». C'est le côté Mont-frumentaire ou granatique de la confrérie. Nous y reviendrons.

Dans la confrérie de Novale d'Alesani la cotisation est un peu inférieure, 16 soldi. Le candidat doit savoir le Pater, l'Ave, le Credo, le Salve Regina, les mystères essentiels et les dix commandements. Celui de Perelli d'Alesani dit, chapitre 3, que le confrère doit être capable de réciter « *ogni giorno cinque Pater e Ave in riverenza delle cinque piaghe* »⁸.

- La mixité semble, en Balagne comme dans toute l'île, une règle. La confrérie de Speloncato précise « *ogni persona tanto maschio, tanto femina* » au chapitre premier de sa règle. Cela ne semble pas une règle admise de tous temps et en tous lieux. Louis Chatelier⁹ a beau penser que, « *Quant aux femmes, quoi qu'on en ait dit, elles sont bel et bien présentes dans les premières sodalités. Celle du Saint-Sacrement à Naples, fondée du vivant de saint Ignace, est mixte* », que « *dès 1707 à Naples, un groupe de mères de famille pratique les exercices spirituels* »¹⁰ sous la direction de pères jésuites. La séparation des sexes imposée dans la pratique religieuse tend, peu à peu, à disparaître », d'autres auteurs soutiennent que la non admission des femmes dans les confréries fut effective jusqu'au milieu du XVIII^e siècle.

- Le règlement en vigueur à Speloncato, qui est loin d'être un cas mais plutôt la règle, est très sévère.

Le chapitre 3, sur l'obéissance, soutient non seulement sa nécessité, mais affirme son caractère profondément religieux. « *S'acquista merito grande presso il Signor Iddio (Dio) con l'ubidienza che s'usa verso i suoi superiori perciò ogni fratello deve obbedire alli comandamenti del Priore, benché sembrasse che il comando non fosse a proposito. E quando il fratello fosse disubidiente lo possa il Priore condannare a soldi 4 per ogni disubidienza commessa in tutte le occorrenze, e non volendo pagare sia levato delle Compagnia e non sia più accettato senon per novizio e pagata prima la condanna* ».

Bien entendu cette règle n'est pas appliquée sans discernement mais en admettant des cas d'empêchement légitime, « *S'intenda pero in tutti li casi della sudetta disubidienza, se non vi fosse stata legitima scusa* », desquels le prieur est informé et doit le certifier à l'ensemble de l'assistance, « *per la quale il Priore debba dare il giuramento in publico al fratello* ». Le confrère a juré devant le prieur d'avoir dit la vérité, « *e giurando d'aver havuto legitima scusa resti assoluto e non giurando resti condannato* ». Le prieur doit se méfier des menteurs qui parjurent facilement : « *Non deve pero il Priore ammettere detto giuramento quando il fratello s'inducesse a spergiuo* ».

Le confrère doit assister aux offices, ou les réciter, les jours de fête habituels. « *Ogni fratello resta obligato in tutti i giorni di Domenica, altri giorni festivi... andare all'Oratorio a recitare o sentire resitare l'ufficio, solito a recitarsi dai confratelli... E mentre s'arriva all'oratorio deve il fratello fare un poco d'orazione e poi baciare la pace con dire "Sia lodato il Nome di nostro Signore Gesù Cristo", e poi andarsene modestamente al suo logo a riposare* ».

Le retardataire à l'office « *deve andare al banco del Priore a fare la sua scusa e domandare la penitenza che il Priore li darà secondo la scusa o a misura della tardanza che avrà fatta. E la penitenza sarà d'andare ginocchio dalla Porta dell'oratorio all'altare, ovvero recitare quei Pater od'altro che a detto Priore parerà* ».

Les récidivistes invétérés sont punis de manière graduelle : « *... per la prima volta debba ricevere la penitenza del Priore, la seconda volta paghi lire due (rappelons que la cotisation annuelle est de 1 L), e la terza... se non avrà legitima scusa con giuramento sia levato della Compagnia. E questo s'intende quando la mancanza fosse successiva, cioè una volta dopo l'altra* ».

Le confrère qui n'est pas dans la paroisse le jour de l'office doit « *andare a fare il suo dovere in quel oratorio ove si ritroverà* ».

• L'office est précisément réglé. « *Suonati che sono li tre tocchi e segni della campana ogni fratello dovrà entrare nell'oratorio, ed'essendo in numero competente il Priore dia segno al Governore d'incominciare l'Ufficio, e mentre sarà incominciato ogn'uno osservi il silenzio ed'ascolti con attenzione l'Ufficio, ed'al Gloria Patri, ed'altri luoghi inchini la testa, e stia con quelle devozione e modestia che si deve. E volendo qualch'uno per qualche necessità partirsi... dovrà prima domandare licenza del Priore... Non sia lecito ad'alcuno mentre si recita dette ufficio coprirsi il capo con Beretta e Cappello senza licenza del Priore... Parimente s'ordina che quelli che sanno recitare l'ufficio vadino a reci-*

tarlo... Che quelli che non sanno recitare non ardiscono occupare il banco dei cantori (même s'ils ne pas en nombre suffisant)... Nei giorni più solenni si cantera qualche parte dei Salmi, Inni, il Te Deum... pero non deveno detti cantori andare tanto in lungo con il canto che possano annojare o rincrescere, ma in modo competente, che l'Ufficio non venghi ritardato... Che quelli che non sono bene instruiti nel canto non si ponghino nell'ordine dei cantori ».

Les jours des fêtes « *del Corpus Domini, di Sant'Antonio Abbate, di Sant'Antone di Padova, ed'il giorno di Santa Croce di maggio... ogni fratello debba vestire la sua cappa* ».

• Les processions sont scrupuleusement réglementées au chapitre six. Elles ont lieu « *ogni prima Domenica del mese, il giorno del Corpus Domini, della Domenica infra l'ottava, Sant'Antonio di Padova, Venerdì Santo, Assunzione di MARIA, Annonziazione, Santa Croce di maggio, Immacolatissima Concezione, di tutti gli altri santi Avvocati del paese* ».

« *Deve prima precedere ed'andare avanti la croce con tutti coloro che non vestono Cappa, due a due, indi la Compagnia vestita con le Cappe, ed'a questa deve andare avanti il lampione, dopo l'insegna della croce in mezzo alle due stelle con li ceroni dentro accesi, e poi nel mezzo dei fratelli il Santo Crocefisso... e dopo questi il restante degli altri fratelli similmente due a due ben ordinati e in conveniente distanza gli uni dagli altri, ed'in ultimo il Priore in mezzo del Sottopriore alla destra e Consiglio alla sinistra... ed'accioche in dette processioni si vada con la debita Devozione... si dovranno eleggere due altri fratelli, dei migliori... per dirigere e tenere in ordine li sudetti fratelli... ».*

Comme dans tout le monde catholique, du Latium à la Picardie, des Landes à la Bavière en passant par le Massif Central, la procession doit prendre l'aspect d'une armée en marche. La procession de Speloncato visite les deux églises de Sainte-Catherine et de Saint-Michel/Assomption, y chantant le Stabat Mater, y récitant 5 Pater et 5 Ave « *in memoria della passione* » (les 5 plaies), chantant enfin le Miserere, et termine son parcours dans l'oratoire de la confrérie. Les chanteurs y interviennent encore de la même façon qu'il a été dit plus haut.

• Les élections interviennent, à Speloncato comme ailleurs, tous les trois mois. Ainsi, celui qui commande et impose les « justes » châtiments aux confrères fautifs, se retrouve bien vite dans la position du condamné potentiel. Belle leçon d'humili-

lité. Les élus peuvent toutefois être prolongés dans leurs fonctions pour trois mois supplémentaires.

Le détail est fourni par le chapitre neuf.

« Affinche la Confraternità sia ben regolata e retta-
mente governata deve avere il suo capo e guida... che...
debbe dare norma a tutte le azzioni. Questo si chiamera
Priore e deve essere eletto fra li fratelli della Compagnia
nel modo che siegue cioè. Il Priore antecessore con suoi
consigli dovrà eleggere quatro fratelli de' più idonei,
buoni e capacci ; così detto Priore con detti quatro fra-
telli e deputati con il suo Consiglio (deux membres ?)
in numero tutti di sette debbano mettere sei nomi di sei
fratelli nel sachetto, e tirare detti biglietti, ed' il primo
che uscirà sia il Priore, il secondo il Sottopriore ed il
terzo sia il Consiglio (un seul membre ?) ».

L'ancien prieur installe le nouveau et on chante le
Te Deum. Le prieur doit avoir au moins 25 ans.

Il doit surtout se souvenir « che gl'onori e le cariche
mutano i costumi, e se per l'avanti era di buon esempio
molto di più deve mostrarsi... in quest'Ufficio ». Il doit
éviter de faire de nouveaux chapitres ou autres
nouveautés « se non vi fosse espressa necessità ».

• Le trésorier, "Tesoriere o Massaro", est élu une
fois l'an semble-t-il, "a mezz'agosto" en même
temps que le Procuratore, le maestro de' novizi et les
Sacristani.

Son rôle est précisé dans le chapitre 10'. Il doit
s'occuper de gérer « il poco denaro che vi fosse nella
Confraternità ». Il vaut mieux qu'il ait une situa-
tion aisée pour ne pas avoir la tentation de
détourner des fonds. Il reçoit un inventaire de son
prédécesseur dans lequel sont notées les quantités
d'argent, de cire et de grain constituant le capital
de la confrérie. Cela se fait par « *instrumento per
atto di publico Notaro* ». Il reçoit ensuite les cotisa-
tions annuelles, les amendes et doit « *tenerne buon
conto* ». Le Prieur le contrôle et peut lui demander
des comptes quand il l'entend. Le massaro doit
alors présenter le stock disponible lequel corres-
pondra aux écritures comptables. Il doit toujours
avoir en réserve au moins 200 livres de numéraire
et 200 "libre" (70 kgs environ) de cire. Les
dépenses nécessaires au fonctionnement de la
compagnie doivent se faire avec l'accord et sous
le contrôle du Prieur. Ces quantités seront utili-

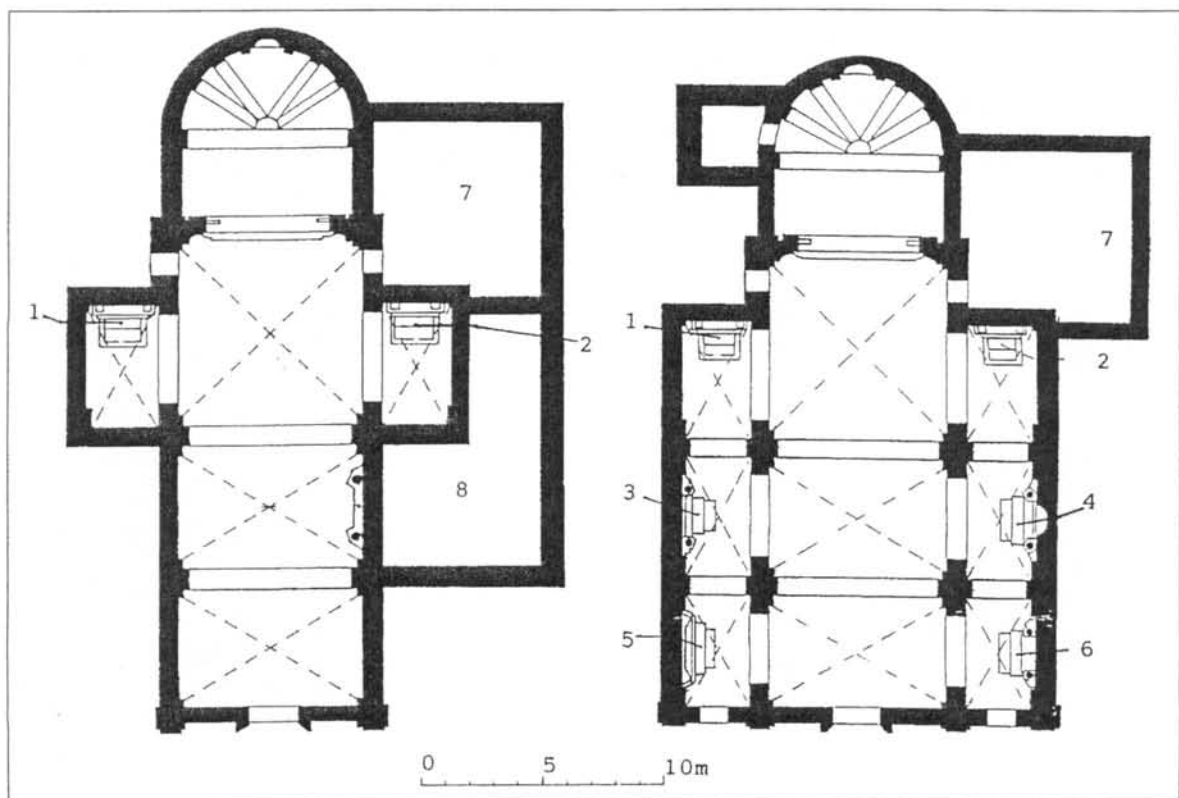


Planche I - Speloncato : l'Assomption (ex-Saint-Michel) en 1750 à g. ; en 1770 à dr.

1- Autel de la Trinité. 2- Autel du rosaire. 3- Autel de saint Philippe Neri. 4- Autel de l'Immaculée-Conception. 5- Autel de saint Antoine de Padoue et des âmes du Purgatoire. 6- Autel de la Vierge des douleurs. 7- Sacristie. 8- Ancien oratoire de Saint-Antoine-Abbé.

sées pour les "primes d'assurance" ¹¹ dues lors des obsèques des confrères. Pour le surplus disponible il doit « insinuare al Priore ed'a tutta la Confraternità, d'impiegare detto danaro in quello fosse d'utile e d'ornamento a detta Confraternità come di qualche paramento di Damasco guarnito in oro, lumicelle, piviale, veli, calici, ed'altre cose spettanti a tale effetto, e tutto con informazione del Parocco comme capace di questi affari ».

• Le Procuratore voit son rôle décrit au chapitre 10^o. Son mandat, comme celui du trésorier, dure un an. Il doit s'occuper de faire que la confrérie encaisse réellement les créances qu'elle détient, « sia sua cura particolare riscotere tutti li crediti della Confraternità, premessa sempre la licenza del Priore... » même s'il faut « andare al Tribunale cosi ecclesiale che laicale ». Si le débiteur, qu'il ressorte du for ecclésiastique ou du laïc, n'a pas de numéraire, de biens meubles, « si dovrà fare l'estimo dei beni stabili » (les biens immeubles).

Le Procuratore a encore pour fonctions « d'inviolare a quelle cose che mancano alla Confraternità, come candelieri, croce ed'altro in utile di detta Confraternità », de prévoir des dépenses utiles et de les proposer, en public, au prieur pro tempore s'il y a des disponibilités financières. Ceci à condition que l'on garde toujours la réserve susdite de 200 liras et 200 livres de cire. On en profite pour rappeler que l'oratoire Saint-Antoine est à reconstruire car il est "in ora demolito" (planche I).

• L'élection des Sacristiani et leur office sont traités au chapitre decimo quarto. Ils sont élus le 15 août pour un an. Ils devront obligatoirement être choisis parmi des "fratelli capaci". Ce sont eux qui donneront les "tre segni di campana", signal du début des offices dans l'oratoire. Le sacristain, « suonati li tre segni di campana deve aprire detto oratorio e fare che sia netto e scopato, deve porre li libri sopra dei banchi... accomodare l'Altare, pulirlo bene che non vi sia polvere o cosa indecente, agiustare li candelieri con sopra le candele, quelle accendere e smorzare a suoi tempi, accendere li ceroni al Te Deum, ed essendo la mattina giorno di Processione deve preparare il lampione, il Crocifisso, il Gonfalone e le stelle... distribuire li ceroni alli Fratelli e finita la Processione ed 'Ufficio serrare le porte... Sia anche cura particolare d'esso fare imbiancare le tovaglie... Quando si recita l'Ufficio deve stare attento a tutto che fosse necessario, ed'a quello accorere a suo tempo ».

« Quando morirà un Fratello o Sorella sia sua cura portare i libri da morti alla chiesa ove si sepolirà... e

dopo quelli ritornare al suo luogo. Deve far pulire almeno una volta all'anno la lampada ¹² e candelieri suggerendo al Priore quelle cose ch'anno di bisogno essere rifatte... Cura altresì sarà del Sacristano fare benedire l'aqua e fare che il vaso dell'aqua benedetta sia sempre pieno ».

On précise que ce rôle, malgré les apparences, n'a rien de subalterne car « il loro ufficio è l'onore della Compagnia ed'aquistano merito presso Iddio ».

• On retiendra, en conclusion, l'extrême complexité du fonctionnement d'une confrérie comme celle de Speloncato, le sérieux, la méticulosité avec lesquels tout ce qui peut arriver est prévu, du rendu des comptes, avec intervention du notaire, à la codification des amendes, du rôle de chacun pour le bien – nous devrions dire le salut – de tous. Tout cela n'est pas formalisme gratuit mais vise à permettre aux confrères de mener une véritable vie de chrétien, d'être aussi aidés matériellement quand le besoin s'en fait sentir – récoltes insuffisantes, dépenses à l'occasion des funérailles.

2. Les confréries du Rosaire

Ce sont sans doute les plus nombreuses de tout le monde catholique. Nous sommes parvenu à la conclusion que 70 % environ des paroisses corses abritaient une confrérie à cette dévotion. En Tarentaise, « en 1633/35, le Rosaire n'a pas beaucoup de concurrence au village (69 % des confréries citées) » ¹³. Dans le diocèse de Grenoble, « au nombre de 108, les confréries du Rosaire sont les plus nombreuses » ¹⁴. Dans celui de Senez, micro-diocèse situé dans le sud-est de la France, rappelons-le, « le succès du Rosaire s'avère encore plus présent dans 79 % des paroisses dès le début du XVIII^e siècle... » ¹⁵.

a - Historique de la dévotion

D'une manière générale et dans la catholicité toute entière, les tableaux des autels du Rosaire figurent sa remise à saint Dominique de Guzman et à sainte Catherine de Sienne par Marie et l'Enfant. La première confrérie du Rosaire fut fondée à Douai en 1470 par saint Alain de La Roche, Dominicain breton mort dans les Pays-Bas. Suivirent très vite celles de Cologne et de Lille. Si celle de Rome, au couvent de Santa Maria sopra Minerva, vint un peu plus tard, elle devint la confrérie mère de toutes les autres d'où partirent

ensuite toutes les autorisations d'érection. C'est au pied de son autel majeur que sont enterrés sainte Catherine de Sienne et le peintre dominicain Fra Angelico. « D'abord instituées dans les églises des Prêcheurs (les Dominicains), les confréries du Rosaire de plus en plus nombreuses chercheront bientôt place en d'autres églises conventuelles ou en des églises paroissiales »¹⁶.

Le pape dominicain, saint Pie V, confirmera en 1569 le monopole des Prêcheurs pour l'érection de ces confréries. Le même, qui avait mis en prière toutes les confréries du Rosaire pour le succès de la lutte contre les Turcs, leur attribua la victoire de Lépante en 1571 et leur permit de la célébrer sous le nom de fête de Notre Dame de la Victoire le 8 octobre. Le succès fut général. Jansénius, dans une correspondance avec Saint-Cyran du 4/2/1619, l'entretient du succès du Rosaire à Louvain en disant que «... si les Jacobins (Dominicains) taschent à bien s'acquitter des exercices de piété qu'on y érige, ils mettront les Jésuites presque en chemise ». Dans cette concurrence entre les différents ordres et les Dominicains, tous, y compris jésuites et Franciscains, tenteront d'accueillir dans leurs murs une confrérie du Rosaire.

En Corse le succès est tout aussi grand même s'il faut attendre un peu plus. Le chanoine Casanova¹⁷ fournit quelques exemples. La seule année 1686 voit l'érection d'une vingtaine de confréries : Forciolo, Peri, Corticchiato, Ocana, Tolla, Aullène, Serra di Scapanena, Sartène, Vico, Calenzana, Saint-Florent, Farinole, Santo Pietro di Tenda...

b - La règle de la confrérie du Rosaire de Muro, érigée dans l'église de l'Annonciation en 1690

Précisons que l'église n'est pas l'actuelle construite après la démolition de l'ancienne, qui ne datait que de 80 ans au milieu du XVIII^e. On a réutilisé l'ancien tableau dans le nouvel autel.

"La Compagnia" fut « *istituita canonicamente l'anno 1690 addi 18 ottobre, giorno di giovedì, festa del glorioso apostolo S. Lucca, con autorità del Padre Generale Dominicano* » par devant le notaire Marc Antoine Piretti. Le curé pro tempore était alors le dottore Pietro Morati, auteur de la "Prattica manuale", qui fit construire à ses frais l'autel du Rosaire de Sainte-Catherine de Speloncato quand il fut nommé à ce bénéfice.

- L'admission ne peut être prise que par le curé pro tempore qui en a reçu l'autorisation des

Dominicains. Toute autre inscription est illicite et ne permet pas la jouissance des bienfaits du Rosaire. En cas d'absence momentanée du curé, "il Padre Reverendissimo maestro Generale Dominicano" accepte que le vice-curé intervienne. On doit inscrire « *tutti quelli, li quali vorranno entrare in detta Compagnia di chiunque stato o condizione si siano senza premio o pagamento veruno* ». L'absence de droit d'entrée mentionnée p. 7 est répétée p. 16. La mixité est de rigueur. Chose curieuse pour un homme de la fin du XX^e siècle, Corse de surcroît, on a la possibilité d'enrôler les morts ! « *Si possono far scrivere i morti, e tanto godono i morti quanto i vivi, avvertendosi pero che quanti morti fa scrivere, tanti rosarii intieri deve recitare in ogni settimana* ». Il convient sans doute de réprimer un sourire amusé car pour le chrétien du XVIII^e morts et vivants ne sont pas séparés dans l'Eglise. Celle-ci est triple : triomphante au Paradis, militante sur terre, souffrante en Purgatoire. La seconde œuvre pour que les membres de la troisième puissent accéder, le moment voulu, à la première.

Les bienfaits spirituels que l'on peut attendre de cette admission sont immenses. Ils constituent ce que la règle nomme un "tesoro", provenant de la communion des saints. Leurs très grands mérites furent plus que suffisants pour leur salut. Un reliquat en est resté dans lequel l'Eglise puise pour une redistribution. Il est d'autre part constitué des actions de tous les confrères du Rosaire et des pères dominicains de par le monde, qui s'ajoutent et se multiplient. On peut donc « *conseguire le innumerabili indulgenze del Rosario* ». A Muro, comme à Cologne ou Rome, ces indulgences surprennent par leur ampleur. On gagne 100 000 ans, voire 200 000, ou même plus, de pardon. Il est clair que, rapportés à la brièveté de la vie humaine, ces chiffres pourraient avoir quelque chose de dérisoire. Pour l'homme du XVII^e, qui les compare à l'éternité, ce caractère tend à disparaître. Les actions des confrères, leurs suffrages – prières, messes, œuvres pies – raccourcissent leur séjour futur en Purgatoire. Ils raccourcissent aussi celui de leurs morts. En visitant les autels de son église paroissiale en disant le Rosaire devant chacun, le confrère libère une âme du Purgatoire à chaque fois. En effectuant le même parcours le dimanche il libère quatre âmes ! Nous sommes devant une véritable comptabilité de l'au-delà. Que dire des prières du Rosaire ou des couronnes bénies passées autour du cou qui protègent la

femme enceinte, évitent la mort violente ? Que penser des roses bénites bues en tisane ?

Dans l'esprit de Pie V mettant toutes les confréries du Rosaire de par le monde entier en prière en même temps, le père Timoteo Ricci, que le chapitre de 1650 nomma l'Alain de La Roche de son temps, créa le Rosaire perpétuel. Le principe consiste à faire en sorte que le rosaire soit récité jour et nuit par des milliers de personnes sur la terre entière. Quand on dort à Rome on veille à Lima et les prières de l'Amérique du sud profitent alors aux européens et vice versa. Plus simplement chaque membre s'engage à réciter le rosaire un jour dans l'année au moment précis que lui aura indiqué le sort, "il biglietto".

Cela fonctionne à Muro :
« Deve ciascuno in quel giorno che gli è toccato in sorte il biglietto, ellergersi un'ora, o di notte o di giorno, a la mattina, a la sera, quando li sarà più comodo, e se potrà se n'anderà in chiesa, che sarebbe assai meglio, o pure la farà in casa, ... reciterà divotamente il Rosario tutto intiero (150 Ave + 15 Pater) poi 25 Pater ed Ave secondo di S. Madre Chiesa, e infine reciterà 15 Pater e Ave per tutti quelli che sono in peccato mortale... e detta hora si deve fare ogni anno a quel giorno assegnato sino alla fine della sua vita ».

On peut aussi prendre une heure pour un défunt à condition de réciter le Rosaire et les prières supplémentaires au jour dit, en plus de celles que l'on récite pour soi. *« All'ora quei defonti goderano della partecipazione spirituale di tutte le hore distribuite e moltiplicate per tutto il mondo ».* Il s'agit là, comme par d'autres pratiques, *« di corrispondere con amore e carità verso i morti... ».* Le curé rappelle chaque dimanche le nom de ceux qui se sont engagés à dire le Rosaire dans la semaine qui va suivre.

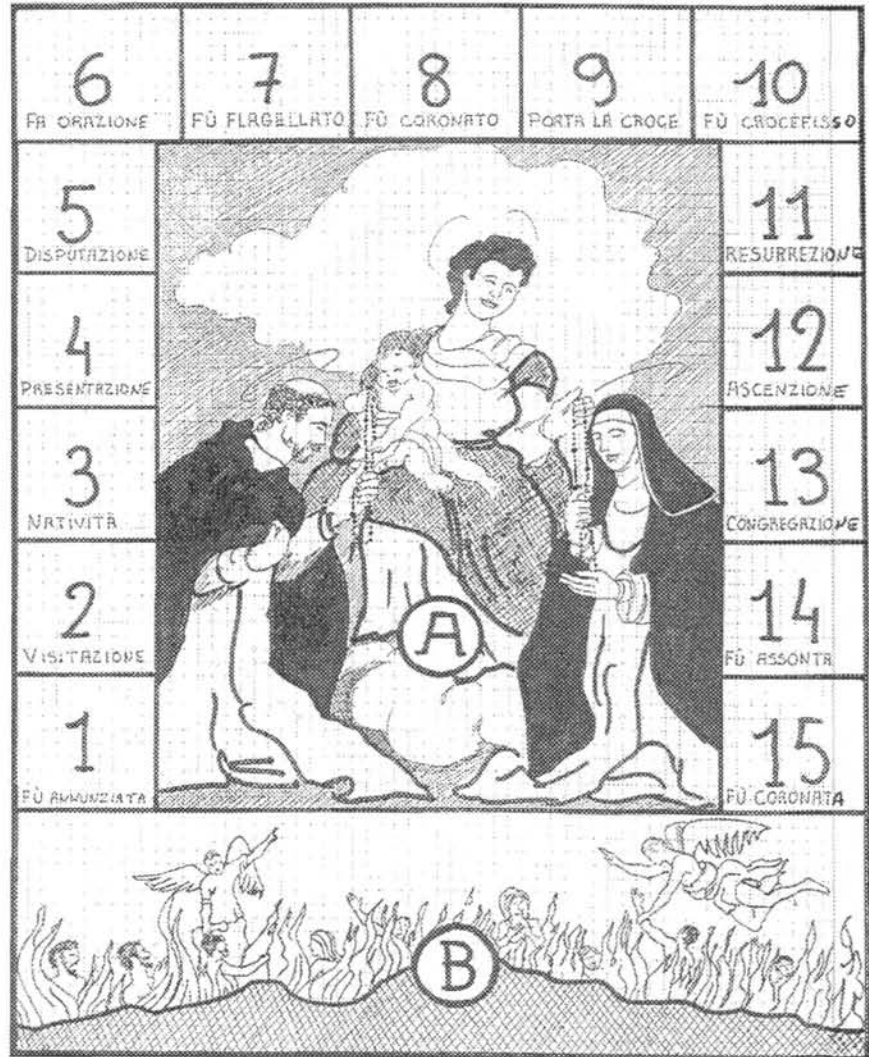


Planche II - Tableau type du Rosaire.

A- Image centrale : Marie et Jésus remettent le Rosaire à Dominique et Catherine de Sienne. B- Predelle inférieure figurant le Purgatoire. 1- Annonciation. 2- Visitation. 3- Nativité. 4- Présentation au temple. 5- Dispute avec les docteurs. 6-Prière dans le jardin. 7- Flagellation. 8- Couronnement d'épines. 9- Portement de croix. 10-Crucifixion. 11- Résurrection. 12- Ascension. 13- Pentecôte. 14- Assomption. 15- Couronnement de la Vierge.

• La communion avec les mystères : ceux-ci, au nombre de 15, sont réunis en 3 groupes de 5. Ce sont les mystères tour à tour joyeux et glorieux. Citons-les dans l'ordre : Annonciation, Visitation, Nativité, Circoncision ou Présentation au Temple, Dispute avec les docteurs, Prière dans le jardin des oliviers, Flagellation, Couronnement d'épines, Portement de la croix, Crucifixion, Résurrection, Ascension, Pentecôte, Assomption, Couronnement de la Vierge (planche II).

L'attitude à adopter face à ces mystères est indiquée, encore que de manière vague, dans la règle de Muro. On lit, page 18, que c'est un véritable exercice, au sens où on l'entend des Exercices Spirituels de saint Ignace de Loyola : « *Chiunque perseverera in sì santo e sì fruttuoso esercizio del mio Rosario (c'est Marie qui parle) sino al fine di sua vita, contemplando i misteri* ». On lit, un peu plus haut : « *chiunque recitera il mio rosario col meditare i misteri* »¹⁰.

On peut se demander ce que signifient cette contemplation et cette méditation des mystères. Fort heureusement, dans cette "culture" catholique internationale dont la Corse fait partie, quelques manuels de la dévotion au Rosaire sont parvenus jusqu'à nous. Citons rapidement le "Libro del Rosario della gloriosa Vergine Maria" de Stefano da Piovera, Bologne, 1505, dont un exemplaire est conservé à la bibliothèque municipale de Grenoble ; le "Rosario della gloriosa Vergine Maria" d'Alberto da Castello, Venise, 1521 ; l'Abbrégé de la Dévotion de Notre Dame du Saint Rosaire de la confrérie de la ville d'Avignon, Avignon, 1666 ; les Considérations instructives et affectives sur les quinze mystères du Rosaire, Avignon, 1727 ; les Instructions chrétiennes en forme de catéchisme sur le Saint Rosaire, avec une explication des quinze mystères, Carpentras, 1733. Nous avons pu consulter longuement les trois derniers.

Le premier des trois annonce, page 5, que la pratique de la dévotion « est composée de l'oraison vocale et de la mentale ; afin que l'homme emploie le cœur et le corps à louer cette incomparable Reine ». La règle de Muro insiste souvent sur cette complémentarité du "cuore" et de la "lingua". Le second indique, page 14, que la nouvelle oraison « nous représente plus particulièrement et d'une manière plus sensible (au sens de percevoir par les sens) les principaux mystères de Jésus Christ ».

Conscient que la raison ne saurait suffire à comprendre les mystères divins, que leur compréhension est même impossible et que l'envisager seulement est un signe de prétention humaine, qu'on ne peut que tenter, s'exercer à entrer en communication avec eux, on procédait de la façon suivante. Pendant que la langue dit les prières correspondant à un mystère, disons le premier, celui de l'Annonciation ou pour mieux dire de l'Incarnation, dix Ave donc, le cœur s'exerce – cela demande du temps – à se figurer, s'imaginer (au sens où l'entendait sainte Thérèse d'Avila, se

mettre en image) la scène. Il faut la voir en détail avec les yeux. Comment est la chambre ? Quels sont ses meubles ? Où est Marie et que fait-elle ? Il faut entendre les paroles du dialogue Ange-Marie (prénom répandu en Corse) depuis le "Je vous salue" jusqu'au "Voici la servante du Seigneur..." et même la conclusion finale "et le Verbe se fit chair".

Les exercices prévoient, dans le second ouvrage avignonnais, une phrase à rajouter à la fin de chaque Ave. On lit ainsi, page 18, « Par exemple ... pendant les dix premiers Ave Maria de la Prière dans le Jardin des Oliviers, on ajoute, après les paroles *Ventris Tui Jesu* les paroles *Qui pro nobis sanguinem sudavit*. Pendant les 10 Ave suivants, ceux correspondant au mystère de la flagellation, on ajoute, après les paroles *Ventris Tui Jesu* les paroles *Qui pro nobis flagellatus est* ». Les paroles rajoutées des mystères joyeux sont, dans l'ordre, « *Quem Virgo concepisti ; quem visitans Elisabeth portasti ; quem Virgo genuisti ; quem in templo praesentasti ; quem in templo invenisti* ». Celles des mystères douloureux sont « *Qui pro nobis sanguinem sudavit ; qui pro nobis flagellatus est ; qui pro nobis spinis coronatus est ; qui pro nobis crucem bajulavit ; qui pro nobis crucifixus est* ». Celles des mystères joyeux sont « *Qui pro nobis resurrexit ; qui ascendit in caelum ; qui spiritus sanctus misit ; qui te in caelum assumpsit ; qui te in caelum coronavit* ».

- La règle de Muro, bien qu'elle fasse de Dominique le fondateur du Rosaire, page 4, "la festa di San Domenico fondatore del S. rosario", mentionne souvent Alano dalle Rupe. Page 10 le "rinovatore del sanctissimo rosario" est le "dolcissimo sposo della gran madre di dio" ; il et encore le refondateur à la page 16 et le "dolce sposo" de la Vierge ; il est de nouveau son époux à la page 17, "dolcissimo" puis "diletissimo". Domenico est le "servo" de Marie.

- En conclusion on notera une proximité de ton avec le divin, un engagement du corps que l'on ne retrouve plus aujourd'hui, un corps qui souffre et qui entre en extase, les extases mystiques se révélant sous la forme d'extases physiques. Les attitudes de l'époque baroque, leurs manifestations artistiques font que « nous sommes en présence d'un art religieux éminemment incarné, au point d'en être souvent corrompu »¹⁸. Cette appréciation, qui n'engage que son auteur, Français et non Italien, résume la déchirure que va subir l'île dans la première partie du XIX^e siècle, et même un peu plus tard, en quittant son aire culturelle naturelle

italienne pour être versée dans la française. Ce traumatisme, aujourd'hui sans doute digéré, va influencer sur le monde des confréries.

II - LES CONFRÉRIES AU XIX^e SIÈCLE

La Corse est devenue française depuis 1769. Son assimilation, notamment dans le domaine religieux, est lente. Elle subit, encore que de manière édulcorée, l'anticléricalisme révolutionnaire. Les moines chassés de leurs couvents séculaires vendus à des laïcs spéculateurs, le nombre de prêtres et de clercs diminué, la suppression des associations religieuses, tous ces bouleversements, sans doute justifiés, choquent profondément l'âme corse d'alors. S'ensuivra une sorte de désenchantement malgré un attachement aux valeurs d'un passé qui perdure. On continue, au milieu du XIX^e, les pratiques d'associations confraternelles en se demandant si tout cela vaut encore la peine. Nous avons pu longuement consulter les textes de la confrérie de Speloncato autour de 1850 ainsi que ceux de la confrérie du même nom d'Algajola.

1 - Sainte Croix de Speloncato

a - Dates : le texte, qui est la suite de celui réglementant la confrérie au XVIII^e, mentionne des dates balayant les années 1850/60. Il rappelle toutefois les dates de 1632, au moment de l'érection de la confrérie, et de 1749, date de l'érection de la collégiale de l'Assomption réunissant les paroisses de Sainte-Catherine et de Saint-Michel, mais aussi de la démolition de l'oratoire de la confrérie.

b - Décadence de la confrérie : le texte commence par rappeler les événements préjudiciables à la vie chrétienne. « *Considerando che per caso d'avvenimenti politici non vi è più la Collegiata (suppression des associations religieuses) neppure il convento de'... Padri capuccini dove si celebravano le funzioni funebri e si dava la sepoltura (?) ai confratelli e consorelle di detta compagnia...* ». Le contexte, le monde dans lequel évoluait et doit continuer à évoluer la confrérie est changé, les repères sont perdus.

L'article 13 indique qu'en 1858 « *nel mese di agosto (c'est à cette date qu'étaient élus à l'origine certains responsables, que les confrères versaient un "bacino di grano")*, il Priore della Confraternità di Sant'Antonio Abate unitamente al Sotto Priore, consi-

glieri, Massaro della Confraternità uniti al Signor Curato, inteso prima il parere de Confratelli più zelanti, considerando che gli abusi introdottisi coll'anni... nella nomina de' Priori, il non esatto rendimento de' conti alla fine delle loro gestioni, non che la trascuranza e la negligenza de' confratelli a pagare le loro tasse ed a frequentare gli uffizij hanno cagionato la quasi rovina della Confraternità la di cui cascia è rimasta vuota e senz'un centimo... ». Les responsables ont tenté de prendre quelques mesures salutaires.

c - Mesures de sauvegarde

Afin que le prieur n'ait pas la tentation de confondre la caisse de la confrérie avec la sienne propre, on stipule que « *all'avvenire non potrà essere eletto Priore alcuno confratello se non è proprietario...* ». Il conviendra en outre et comme aux origines qu'il soit « *timorato di Dio e zelante nella Confraternità* ».

Il sera désormais élu pour un an, et non pour trois mois car les candidats doivent se raréfier, par les membres du conseil de la confrérie, et non par la totalité, et, c'est nouveau, le curé pro tempore « *che nella sua qualità di Superiore della Confraternità deve sempre essere presente all'elezione del Priore, Sottopriore e consiglieri della congregazione* ».

Le prieur rendra les comptes à la fin de son mandat, mais, pour plus de précautions, l'argent de la confrérie sera conservé dans un coffre à trois clefs. Le massaro (trésorier) conservera la caisse avec une clef, les deux autres seront aux mains « *del Priore e del Procuratore* ». On revient à des précautions que recommandait saint Alexandre Sauli dans son diocèse d'Aleria fin XVI^e !

L'obligation de paiement de la cotisation est rappelée. Fallait-il que ce soit nécessaire ? Le prieur « *Ignazio Giocanti casserà tutti quelli che s'ostinassero a non pagare...* ».

Lors des obsèques, la Confrérie accompagnait des défunts qui n'en faisaient pas partie moyennant un paiement. Désormais il faudra payer d'avance : « *La Confraternità non accompagnerà all'avvenire li cadaveri che non facessero parte se non sono anticipamente versati in mano del Priore franchi 20 ed il Priore contraveniente sia costretto di pagare del suo proprio...* ».

On rappelle quelques évidences : « *Per impedire i rumori e scandali nell'Oratorio sarà proibito ad'ogni confratello di parlare ; se avrà osservazioni a fare le farà*

al Priore rispettosamente e questo, col suo Consiglio, deciderà... » de la suite à donner.

La cotisation annuelle est fixée à 1 F. et les héritiers du mort percevront 20 F., vingt fois plus, comme autrefois.

2 - Confrérie de la Sainte Croix d'Algajola

a - Dates

La confrérie d'Algajola fut érigée en 1739. Le texte que nous avons sous les yeux, celui de son remaniement après les déboires de la religion catholique en Corse, est du 1^{er} janvier 1858. Elle est dédiée, concurremment à la Sainte Croix, à saint Jean évangéliste, *"titolare di questa confraternità"*.

b - Décadence de la confrérie

Sa prise de conscience intervient dès l'introduction, avant même le 1^{er} chapitre, même si on l'attribue aux vicissitudes du temps. « *La Venerabile Confraternità di Santa Croce, considerando che gli antichi suoi Capitoli del 1739, più non corrispondono alle cose attuali di questo secolo, atteso i cambiamenti introdotti dal tempo nei costumi, e per conseguenza caduti in desuetudine, ha risoluto di determinare...* ». On lit un peu plus bas qu'il faut que « *si restabilisca la disciplina alterata dalle cause predette* ».

c - Mesures prises pour relever la confrérie

- L'élection des Prieur, *"Sotto Priore, Consultore, Secretario"* est désormais réalisée à bulletins secrets *"e non altrimenti"*. Le dernier devra être apte à assumer sa charge – sans doute, mais cela n'est pas précisé, doit-il savoir lire et écrire correctement. Dans le cas contraire, « *sarà nominata tutt'altra persona alla scelta del Priore e di sui confidenza* ». C'est là un curieux progrès mais qui est sans doute dû au fait que ce scrutin secret permet de départager des candidats en plaçant des noms non pré-écrits dans l'urne. Ainsi « *il candidato che riunirà il maggior numero di voti sarà eletto Priore ; colui che riceverà il maggior numero di voti dopo il Priore sarà Sotto Priore ; quello... dopo il secondo sarà Consultore ; il quarto... Secretario* ».

On nomme un Governatore dell'Uffizio « *il quale dovrà saper ben leggere e scrivere correttamente e nel tempo stesso conoscere le rubriche necessarie e opportune per recitare il Divino Uffizio* ».

Le Sacristano est choisi par le Prieur parmi les novices. Il devra se montrer zélé, actif et plein

d'obéissance envers le Prieur et les autres officiels. Il a le même rôle que dans la confrérie de Speloncato au XVIII^e.

- On élit un Trésorier, *"Carrica distinta ed'importante"*, à bulletins secrets entre deux candidats désignés par le curé et le prieur, parmi les *"confratelli i più possedenti, stabili e contabili"*. On retrouve une préoccupation nouvelle identique à celle déjà manifestée à Speloncato pour le prieur au XIX^e, pour le trésorier au XVIII^e, mais avec plus de force.

Il détiendra la caisse dans laquelle est placé l'argent de la compagnie avec une clef. La seconde sera entre les mains du prieur. Tout don, cotisation, amende encaissée, dette contractée se rapportant à un confrère doit faire l'objet d'un reçu. Toutes ces opérations devront être enregistrées sur un *"Registro Giornale"* dont les feuillets seront numérotés et paraphés par le prieur. Le trésorier doit arrêter les comptes chaque mois et les rendre chaque année ou à tout autre moment sur injonction du prieur. Ils sont examinés par « *i due Priori, Ufficiali vecchj e nuovi e... Tre più anziani confratelli* ».

- Ici aussi l'obéissance est primordiale : « *Tutti i Confratelli e Consorelle dovranno prestare al detto Priore l'ubbidienza intiera col massimo rispetto* », faute de quoi il seront graduellement punis et enfin exclus.

- L'admission des personnes des deux sexes est payante. De 15 à 20 ans on paie 1 F ; de 20 à 30 ans 2 F ; de 30 à 40 ans 3 F ; de 40 à 50 ans 6 F ; 15 F après 50 ans ; Les malades ne sont pas admis car ils mettraient l'équilibre financier de la compagnie en péril, la famille du défunt recevant 15 F à sa mort. On déduit encore de ces tarifs que l'espérance de vie ne devait guère dépasser la cinquantaine !

Le cadavre est *"levato della sua casa"* par la compagnie au complet et en habit, transporté dans la paroissiale, et aura l'honneur d'une messe chantée payée par la confrérie. De plus les consœurs se réuniront dans la paroissiale, devant l'autel du Rosaire, pour réciter *"un terzo di questo"* (le Rosaire), c'est-à-dire 5 Pater et 50 Ave, *"in suffragio del... defonto"*. Le défunt a droit à la cire, *"i quattro ceroni"*, mais moyennant désormais un certificat d'indigence alors qu'auparavant tous y avaient droit.

3 - Le destin des confréries autour de 1900

Il nous est bien connu grâce à deux ensembles de documents, l'inventaire de 1905 et l'enquête de 1905. Le premier, conservé aux archives départementales de Corse du sud, fut réalisé par les percepteurs, la plupart du temps, à la demande du Gouvernement suite à la Loi de Séparation des Eglises et de l'Etat de 1905. Le second, répondant ou anticipant la même Loi, a été réalisé par les curés à la demande de l'évêché d'Ajaccio où il est conservé.

a - L'inventaire de 1905

S'il ne fournit pas de renseignements sur les confréries directement, l'inventaire rend parfaitement compte du climat anticlérical qui régnait au début du siècle.

Le percepteur Orabona, en poste à Muro, inventorie un autel de l'Assomption et de saint Vincent surmonté d'un tableau "représentant les dits saints" sans autre précision. La formule lui est chère puisqu'il la répète pour l'autel de saint Louis de Gonzague, à Muro toujours, pour l'autel du Purgatoire à Olmi Capella. A Aregno, dans l'église Saint-Antoine Abbé, il voit une "espèce d'autel avec une niche renfermant un christ couché".

Le percepteur de Morosaglia est plus que laconique dans sa description de Saints-Pierre-et-Paul. Il voit cinq tableaux, note les dimensions de l'église (25 m de long, 8 de large, 7 de haut).

b - L'enquête de 1905

Les curés donnent beaucoup plus de renseignements que ceux qu'ils ont bien voulu fournir aux percepteurs : dates d'édification des murs et des décors, nom des propriétaires de juspatronats, état des confréries...

Le curé de Calenzana dit que l'on effectue la procession du Rosaire autour de l'église Saint-Blaise chaque dimanche. Celui de Saint-Augustin de Montemaggiore affirme qu'il y a la confrérie de saint Jean-Baptiste, avec son oratoire particulier et deux congrégations de femmes, une de l'Assomption et l'autre du Rosaire. A Cateri le curé mentionne la confrérie de la Sainte Croix avec son oratoire privé. Tout cela semble manquer singulièrement d'enthousiasme.

D'autres curés ne sont pas seulement désabusés mais amers. Celui de Saint-Simon de Ville di

Paraso, s'il fournit un précieux historique de l'église, se montre dur avec ses paroissiens. Il mentionne deux confréries, sans en donner le titre, et affirme qu'« une pareille inscription n'est faire que dans le but d'avoir droit à la mort à une prime qui les aide à subvenir aux frais d'enterrement » (c'était l'une des fonctions, mais pas l'unique, des anciennes confréries). La cotisation annuelle est de 1 F, la prime désormais de 30 F. L'espérance de vie augmente.

Saint-Thomas de Belgodere a une confrérie de Saint-Etienne (1 F pour 24 F) et une seconde du Rosaire mais qui est dirigée par des femmes : « Les hommes ne prennent pas part aux réunions ! ». Il constate que « Depuis quelques années leur rôle (des confréries) se réduit à une simple société de secours mutuel ayant pour chef le curé ». Il ne désespère pas pourtant « de remettre bientôt cette congrégation dans sa voie primitive ».

A Saint-Sauveur de Costa, « la confrérie est censément une caisse mutuelle comptant 80 membres des deux sexes ». Même son de cloche avec le curé de Pioggiola : « Les confréries ont presque dégénéré en sociétés de secours mutuel ». A Ortiporio « il y a un fantôme de confrérie » comptant 20 membres. Le curé d'Olmi Capella résume la situation : « la confrérie est plutôt une société de secours mutuel ».

Le "plutôt" sera bientôt de trop semble-t-il à la lecture des statuts de l'« Association de secours mutuels d'Olmi Capella » établis en 1907¹⁹.

c - Association de secours mutuels d'Olmi Capella

Ses statuts, qui sont imprimés en 1907 par l'Imprimerie, Librairie, Papèterie FERRAN Jeune à Marseille, précisent que la commune est en Corse. L'association est confondue, dans le sens où les membres de la seconde font de droit partie de la première, à l'article 14, avec la Confrérie de Saint-Antoine qui existait depuis longtemps comme l'indique l'inventaire de 1760 réalisé par le curé post-tridentin répondant aux exigences de sa hiérarchie : « *spettante a Sant'Antonio Confraternità eretta nell'Olmi e Capella di Giussani, parrocchia di Santo Nicolao... è stata edificata sono anni due in circa* » (soit 1758 pour le bâtiment). La nouvelle association est approuvée le 20/11/1906 par le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, René Viviani, vu la loi du 1^{er} avril 1898.

L'article premier indique que son but principal (le seul ?) est l'enterrement de ses membres et celui des malheureux abandonnés.

La commission provisoire, qui s'élargira, est composée de deux négociants – F. Canioni, Président, Pieri Jules, membre –, de deux propriétaires – Filippini Dominique Marie, Trésorier, Fratacci Pierre Mathieu, membre –, d'un maçon – Distanti, secrétaire –, d'un cordonnier – Raffaldi Antoine, membre – et d'un boucher – Poletti Antoine, membre.

« Pour faire partie de l'association il suffit d'être âgé de 20 ans, homme ou femme et d'être de bonne vie et mœurs ».

« La cotisation annuelle est de fr 0,90 par personne » et « Chaque associé aura droit (à sa mort) : A un cercueil suivant l'usage du pays. A une messe chantée, s'il est catholique ; à un service religieux ou civil suivant ses dernières volontés. Au paiement de la levée du corps. A une valeur de 10 F en cierges... Les camarades sont tenus de l'accompagner jusqu'au champ de repos et d'assister aux cérémonies célébrées à son intention ».

« La pratique des cérémonies religieuses du culte catholique est facultative pour tous les membres de l'association... ».

Le curé de l'enquête de 1905 avait bien raison ; ce n'est sans doute plus une confrérie mais une association, d'ailleurs réglée par la Loi de 1901, profane. L'ancienne assistance est encore là mais le volet de renforcement de la pratique religieuse est absent : culte catholique facultatif ! Camarades et non plus confrères ! Champ de repos et non plus cimetière !

CONCLUSION

Les dernières années du XX^e siècle ont été marquées en Corse par le renouveau des confréries. Les étudier aujourd'hui nous semble un travail

d'ethnologue plutôt que celui d'un historien de l'art. Néanmoins nous avons voulu tenter d'esquisser leur histoire pour indiquer, s'il en était besoin, aux confrères d'aujourd'hui, les possibilités d'un ancrage de leurs associations dans un passé récent (XVII^e/XIX^e).

De tous temps les confréries ont été à la fois souhaitées et étroitement contrôlées par une Eglise méfiante. Nécessaires à l'enseignement, au vécu et à la propagation de la Foi, ainsi qu'aux secours dont ont besoin les âmes (orations, suffrages) et les corps (monts frumentaires), ne risquaient-elles pas, composées de laïcs, de s'éloigner de l'orthodoxie voire de verser dans l'hérésie ?

Aujourd'hui où de nombreux confrères ont la tentation de prendre quelque distance avec l'Eglise, vécue comme pesante institution, pour "vivre l'évangile" dans sa prétendue pureté, nous aimerions rappeler quelques vérités qui pourraient bien s'avérer incontournables. Les chrétiens d'aujourd'hui, pas plus que ceux d'hier, n'ont accès à l'évangile pur. Qui peut prétendre le lire dans le texte, dans sa "version originale" ou originelle ? Qui pense se trouver assez savant dans les langues anciennes pour cela ? Auraient-ils oublié que l'évangile qu'ils lisent ne possède aucune pureté originelle mais est le fruit de traductions successives, d'une langue dans une suivante, dans le temps de l'Histoire, avec des problèmes toujours plus difficiles à résoudre ? Traduttore, traditore ! Auraient-ils oublié que celui qu'ils lisent est une traduction officielle de l'Eglise ?

Il est vrai que les rédacteurs des statuts de la Sainte Croix d'Algajola disaient, en 1858, que les statuts de 1739 « *atteso i cambiamenti introdotti dal tempo nei costumi* » étaient « *cadutti in desuetudine* » et qu'il convenait « *di determinare i doveri dei Confratelli per mezzo di nuovi statuti... più addatti allo stato attuale delle cose* ».

NOTES

1 - F. J. Casta (*Les confréries de Corse à l'époque moderne du concile de Trente à la révolution française*, 1987), affirme que Bastia a compté jusqu'à 14 confréries, Ajaccio 7, Calvi 3. Nous avons rencontré les documents attestant que Muro, outre celle du Rosaire, possédait une confrérie du scapulaire. Nous sommes persuadé qu'il y avait là, comme en toute paroisse d'importance moyenne, une confrérie du

Saint Sacrement et de la Sainte Croix. Cela donne 3 ou 4 confréries.

De même Speloncato abritait les confréries de la Sainte Croix, du Rosaire et la Congrégation de saint Philippe Neri. La confrérie du Saint Sacrement devait être assurément présente.

Dans le diocèse de Grenoble (1665-1757), étudié par Ber-

nard Dompnier in *Les confréries, l'Eglise et la cité*, EHESS Marseille, 1985, sous la direction de M.H. Froechlé-Chopard, « on arrive à 89 % du total des paroisses (d'importance semblable à celle de Corse) disposant de deux confréries ».

Dans le même ouvrage, Françoise Hernandez étudie le diocèse de Saint-Paul-Trois-Châteaux, dans le sud-est de la France (37 paroisses pour 25 000 âmes). Sur 27 paroisses étudiées elle compte 119 confréries, soit 4,4 par paroisse.

Il en est de même en Provence orientale. « De petits villages ont 2 ou 3 confréries... Le Broc (800 âmes) a 17 confréries (1 pour 47 hab.) ; Cagnes (1 200 âmes) en a 14 (1 pour 85 hab.) ; Saint-Vallier (600 âmes) en a encore 10 » M.H. Froechlé-Chopard, *La religion populaire en Provence orientale au XVIII^e siècle*, éd. Beauchesne, Paris, 1980.

2 - Casaccia : le terme désigne le bâtiment de la confrérie dans toute la Méditerranée. On l'appelle "casette" en Provence, "casaccia" à Monaco, dans l'arrière-pays niçois ou en Italie. Stefano Centurione, frère de G.B. Centurione évêque de Savona fin XVI^e, ancien évêque de Mariana ed'Accia en 1571-1584, dit d'Albisola Marina qu'il y a là de nombreuses "casaccie".

3 - Les confréries du Rosaire et de la Sainte Croix sont très nombreuses dans le sud-est français.

En 1633-35 le Rosaire n'a pas beaucoup de concurrence dans les villages de la Tarentaise avec 69 % des confréries citées (M.H. Froechlé-Chopard, op. cité), 37 % dans le diocèse de Grenoble (B. Dompnier, ibid.). Roger Devos (ibid.) dit que, dans le diocèse de Genève à la fin du XVI^e siècle, il y a 367 confréries du Rosaire pour 434 paroisses.

4 - Archives départementales de la Corse du sud, 2G6.

5 - La discipline est un manche en bois terminé de lanières plus ou moins agressives avec lequel on se flagelle le dos nu en souvenir de la flagellation que le Christ "a bien voulu subir" pour le rachat des pécheurs.

« Le discipline siano fatte di cordette tutte di unistessa fattura » *Luri, chemin d'une histoire*, M.L. Cervoni, A. Monti, A. Pieretti, Alain Piazzola, éd. Ajaccio, 1996.

6 - Ibidem.

7 - La cappa est utilisée dans toute la Méditerranée catholique. M.H. Froechlé-Chopard (*Religion populaire en Provence*, op. cité) mentionne que « Pour sa réception le novice (chez les pénitents de la Sainte Croix) doit apporter à la chapelle son habit (sa **capo**...) », pp. 210, 211, 472. On lit dans *Pénitents des Alpes Maritimes*, éd. Serre, 1981, sous la plume de Luc Thévenon, que l'habit s'appelle en pays niçois la **cappa** et à Menton **u camisiù**.

8 - Le nombre de 5 Pater et 5 Ave se retrouve partout. En Tarentaise « Les pratiques de dévotion se limitent à la

récitation de 5 Pater et Ave... » (M.H. Froechlé-Chopard (*Les confréries, l'Eglise*, op. cité, pp. 31, 135, 242).

9 - Chatelier Louis, *L'Europe de dévôts*, éd. Flammarion, Nouvelle Bibliothèque scientifique, 1987, pp. 30 et 227.

10 - Exercices spirituels. Ils ont été mis au point au milieu du XVI^e siècle par le fondateur de Jésuites, Ignace de Loyola, qui s'était inspiré et avait développé la *devotio moderna* mise au point à partir du XVI^e. Le fondement de ces exercices réside dans la perception sensuelle, par les sens et non par la raison des mystères divins. Ces exercices nécessitent un apprentissage, une longue pratique pour être profitables. La hiérarchie catholique des XVII^e et XVIII^e impose à ses prêtres et laïcs de les pratiquer avec régularité. Le synode de 1680, sous la direction de l'évêque de Mariana ed'Accia, Carlo Fabrizio Giustiniani, dit que les Jésuites à Bastia doivent « dare li esercitii spirituali a chiunque li volesse fare... si come haverebbe ogn'un ecclesiastico, almeno una volta l'anno... ». On lit un peu plus loin « che tutti quelli vorranno pigliare il sacro sacerdotio li debbano fare ».

11 - En ce qui concerne les "primes d'assurance" voir Delumeau Jean, *Rassurer et protéger, le sentiment de sécurité dans l'Occident d'autrefois*, éd. Fayard, 1989. P. 569 : « Nous dépensons beaucoup plus en retenues pour la retraite et en assurances diverses que nos prédécesseurs n'ont donné à l'Eglise romaine pour rassourcir le temps de purgatoire de leurs parents et d'eux-mêmes ».

12 - Lampada : lampe, cierge qui, toujours allumé, honore le Saint Sacrement. Son utilisation coûtait si cher à cause du prix plus qu'élevé de la cire, que des confréries avaient pour seul but de subvenir à ce besoin financier. C'étaient les confréries lumineuses.

13 - M.H. Froechlé-Chopard, *Les confréries, l'Eglise*, op. cité, p. 21.

14 - Ibidem, p. 48.

15 - Ibidem, p. 121.

16 - MARIA, *Etudes sur la sainte Vierge*, sous la direction d'Hubert du Manoir S.J., éd. Beauchesne, Paris, 1952, p. 776.

17 - Casanova S.B. (abbé), *Histoire de l'Eglise de Corse*, Ajaccio, 1931.

18 - Roques Paul, Signification du baroque, in *La maison de Dieu*, revue de pastorale liturgique, éd. du cerf, 2^{ème} trimestre 1951.

19 - Ce document nous a fort aimablement été remis par l'instituteur d'Olmi Capella, Santu Massiani, que nous remercions chaleureusement.



Aires de mariage et professions à Manso et à Galeria. 1876-1950.

Sédentarisation des Niolins dans le Falasorma (1)

Jean-Luc ALBERTI *

1. Le Niolo

Les données extraites des Registres de l'Etat-Civil, ici celui des Mariages, doivent toujours être mises à l'épreuve du terrain (et vice versa) si on ne veut pas dresser un tableau trop éloigné de la complexité du réel et marqué, en l'occurrence, du dessein idéologique, politique et administratif du Code Napoléon qui inscrit les individus dans un cadre familial et communal étroitement déterminé.

Pour nous en tenir à l'aspect non personnel, remarquons que, dans les actes, seul le nom de la commune apparaît (lieu de naissance, de domicile et/ou de résidence, de décès) alors que, fait significatif, dans les premiers actes qui nous intéressent (années 1860-1870), on trouve, encore assez souvent, la mention « né(e) dans le Niolo », ou encore le nom du hameau ou du village (Cuccia, Canne par exemple) et non celui du chef-lieu de commune. Le secrétaire de mairie a tout simplement transcrit ce que lui notifiaient les intéressés exprimant ainsi leur lieu d'appartenance vécu et non une notation administrative externe.

En fait, comme l'a très bien analysé Georges RAVIS-GIORDANI (in Bergers corses, Les communautés villageoises du Niolo, Edisud, 1983), le cadre référentiel de vie de ces communautés pouvait être polymorphe et renvoyer à une réalité plus ou moins diffuse ou restreinte, la pieve, la paroisse, ou le village, (disons pour faire vite, aujourd'hui: le canton, la commune, le hameau). Et, chacun de ces trois cercles, tout en restant lié aux autres et souvent emboîté dans ceux-ci, s'en distinguait par leurs finalités sociales, économiques et symboliques propres. Si le Niolo est la référence qui unit toutes ces communautés et les distingue des gens de Balagne, du Cortenais ou du Cruzzini, comme la Santa est la fête, la foire et le symbole qui les rassemble, tous, ceux des villages comme ceux sédentarisés à la piaghja, ou émigrés sur le continent¹, la commune et plus encore le village, le hameau est et reste ce qui les particularise et leur procure leur identité.

C'est ainsi que certains villages en raison de leur éloignement, de leur mode de vie ou de leur histoire font preuve d'une plus grande individualité face aux autres villages et chefs-lieux de commune. Par exemple Calasima ou Zitamboli et Albertacce, Sidossi et Calacuccia, Poggio ou L'Acquale et Lozzi. Mais d'autres, que l'on assimilerait à première vue à des quartiers, ne manquent pas de revendiquer leur identité, par exemple, Alata et E Petrelle, qui forment Casamaccioli, ou Costa, Cuccia et Cavalaracce de la commune de Corscia, elle aussi sans village à son nom. Pour les cinq communes, cela fait vingt-cinq villages ou hameaux distincts, véritables berceaux de ces communautés villageoises qui se développent sur le modèle de la famille élargie et des alliances rapprochées. Le taux d'endogamie villageoise y est particulièrement élevé comme l'indique le faible nombre des patronymes utilisés (à titre d'exemple, G. RAVIS-GIORDANI en signalait seulement deux sur les listes électorales de

¹ Ce texte fait partie d'un article plus important "Unité et diversité d'une région à travers l'étude de ses aires matrimoniales. La Balagne (XIX^{ème}-XX^{ème} siècles)", que je n'ai pu donner à temps pour cette livraison (ayant sans doute été atteint par "l'occhio" informatique !), et dans lequel, m'appuyant sur le dépouillement de 11 communes, Algajola, Pigna, Cateri, Lavatoggio, Corbara, Lumio, Calvi, L'Île-Rousse, Manso et Galeria, je dégage à la fois les tendances générales et les particularités de ces communes dans le cadre balanin. En voici le sommaire: 1) Introduction. Courbes de population des 11 communes; 2) Aires de mariage par décennie de chaque commune; 3) Echanges matrimoniaux entre communes; 4) Différenciation hommes/femmes dans le champ matrimonial; 5) "Italiens, Continentaux, Etrangers"; 6) Mariages et professions à Calvi et à L'Île-Rousse; 7) Aires de mariage et professions à Manso et à Galeria. Sédentarisation des Niolins dans le Falasorma (le présent article); 8) Conclusions. A lire dans le prochain « Strade ».

Calasima en 1939)

Ce cadre de vie référentiel pievan doublé de ce particularisme infra-communal si vivace à la montagne existe-t-il encore à la piaghja? Le Falasorma, avec ses deux communes, Manso et Galeria, et leurs hameaux reproduit-il le Niolo, le Niolo dans sa globalité, comme le Niolo dans ses particularismes avec ses 5 communes et ses 25 hameaux, sans parler des Niolins sédentarisés dans d'autres régions et ceux de la diaspora (2), le Falasorma est-il à l'image du Niolo ou s'en différencie-t-il? Se référer globalement aux noms des communes d'origine -les références couchées dans les actes- ou de façon plus trompeuse encore à celui de cette pieve, ne risque-t-on pas de voiler en partie de l'histoire particulière de cette micro-région née de la sédentarisation des bergers transhumants?

Il n'est pas un Corse qui ne connaisse -ou ne prétende connaître - le Niolo, cette région « idéalement » située au cœur de l'île entre l'« En-Deça » et l'« Au-Delà des Monts », « véritable citadelle de la race corse » (Deniker, 1889, cité par G. RAVIS-GIORDANI) avec ses bergers, fiers, solidaires et indépendants, qui perpétuent le pastoralisme ancestral, vestige encore vivant de cette société agro-pastorale d'autrefois. Contrairement à d'autres régions (cf dans ce même article la situation de la Balagne) la population du Niolo (voir tableau ci-dessous) a continué à se développer jusqu'à la veille de la deuxième guerre mondiale et à perdurer jusqu'aux années 70, avant de s'effondrer depuis comme toutes les autres régions montagneuses de l'île (le Giunssani, la Caccia, le Cruzzini, limitrophes ou encore l'Alta Rocca et le Haut Taravo plus lointains, toutes terres pastorales similaires et souvent rivales du Niolo).

Année	1757	1770	1818	1831	1846	1911	1926	1936	1946	1954	1975	1975	1982	1999
Population	2572	2809	2918	3330	3911	4967	4541	5157	4424	4437	4432	3993	1371	

Tableau 1: Population du Niolo (1757-1999)

Dessiner précisément la carte des lieux de transhumance et de sédentarisation des bergers niolins n'est pas chose facile car celle-ci a varié dans le temps en fonction des possibilités de pacage (terres plus ou moins propices, renouvellement ou non des baux emphytéotiques, rivalités avec les bergers sédentaires et surtout entre les propriétaires et les cultivateurs, concurrence entre les familles, les hameaux, les villages, et les régions, conditions de vie offertes etc). (G. RAVIS-GIORDANI en a établi une fort détaillée pour 1974/75 (page 275 de sa thèse) en pointant les aires de transhumance d'hiver des bergers niolins, mais malheureusement n'a pas indiqué leur village d'origine, ce qui nous intéresse particulièrement ici). Si le patronyme, en ces terres de très forte endogamie, se révèle être au départ un bon marqueur, celui-ci peut être trompeur car partagé par plusieurs villages, ou encore illisible suite à des mariages et à des sédentarisation hors communautés. (N'oublions jamais que celles-ci sont constituées par des individus et des familles aux histoires particulières.)

Depuis les régions de pacage d'hiver les plus proches, le Falasorma, le Sia et la Balagne, surtout, mais aussi les Agriates, l'Ostriconi et les Deux-Sevi (Sevinentro et Sevinfuori, ou encore le Cap Corse, la Cinarca, la Plaine orientale et le Fiumorbo, plus lointains, jusqu'à Figari même, c'est une (1) L'Amicale des Niolins de Paris est, de nos jours encore, une des associations corse les plus actives de Paris et du continent.

grande partie de la Corse que les Niolins ont fréquentée dans leurs pérégrinations annuelles. C'est dans ces villages qu'ils se sont sédentarisés au cours des temps et peu à peu, intégrés à la population locale bien que souvent encore ils continuent à se marier entre originaires d'un même village.

A titre d'exemples et comme amorce pour un travail plus approfondi, citons pour quelques communes et villages les noms de lieux recueillis lors de notre enquête. (Ceux-ci sont associés, la plupart du temps, aux noms des familles de bergers ou le contraire, ceux-là à ceux-ci). Concernant Galeria et de Manso, les deux communes qu'ils ont fondées, nous les détaillerons, plus loin, en descendant au niveau des hameaux.

Albertacce:	Galeria, la Balagne, les Deux-Sevi: Piana, Vico
Calasima:	la Balagne: Corbara, Lumio, Cateri, le Regino; le Cap, Macinaggio.
Pietra Zitamboli	Galeria.
Lozzi:	Galeria, Manso, la Balagne: Calenzana, Zilia, Lunghignano, Girolata, Calvi; Otta.
Poggio di Lozzi	la Balagne: Algajola, Lavatoggio, Ville di Paraso; la Conca: Rappale, Murato; le Cap: Santa Severa, Luri; les Deux Sevi: Cristinacce, Cargese; la Cinarca; Porto Vecchio, Figari.
L'Acquale	Manso.
Calacuccia	le Sevinentro, Girolata, le Cap, la Plaine Orientale
Corscia	Manso; la Balagne: le Regino, Muro; le Cap.
Casamaccioli	Galeria; la Balagne: Algajola, Calvi, Montemaggiore; la Casinca; la Plaine Orientale: Linguizetta; le Fiumorbo.

2. Le Falasorma

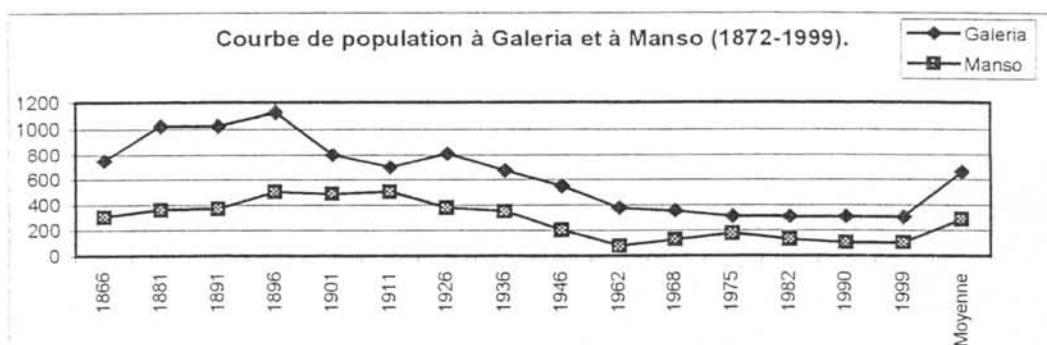
Historique.

Cette vaste région littorale allant du Golfe de Calvi au Golfe de Porto, adossée au Massif du Cinto et à ses massifs à plus de 2500 mètres, qui est aujourd'hui quasi-déserte, (moins de 2 habitants au km²), à l'exception de Galeria (302 habitants), Manso (287 habitants) et de quelques hameaux était, jusqu'aux XV^{ème}-XVI^{ème} siècles, cultivée et peuplée et constitutive des pieve de Lioli, Armito, Chiomi, Sia, Luzzipeo, et d'une partie de celle d'Olmia. A partir de cette époque troublée suite aux conflits

	1866	1886	1896	1911	1926	1936	1946	1962	1975	1990	1999	Moyen
Galeria	910	1089	1127	698	807	670	543	373	311	305	302	657
Manso	258	298	499	498	375	346	201	79	175	106	106	287

Tableau 2: Population de Galeria et de Manso (1866-1999)

mettant aux prises les Cinarcesi à l'Office de Saint Georges et aux incursions barbaresques, nous assistons à un phénomène de désertification, avec repli des populations vers les zones limitrophes plus sûres de Calenzana et de Moncale au nord, d'Ota et d'Evisa au sud, les bergers niolins continuant à



investir la région d'octobre à mai lors de la transhumance d'hiver.

Graphique 1 : Courbe de population à Galeria et à Manso.

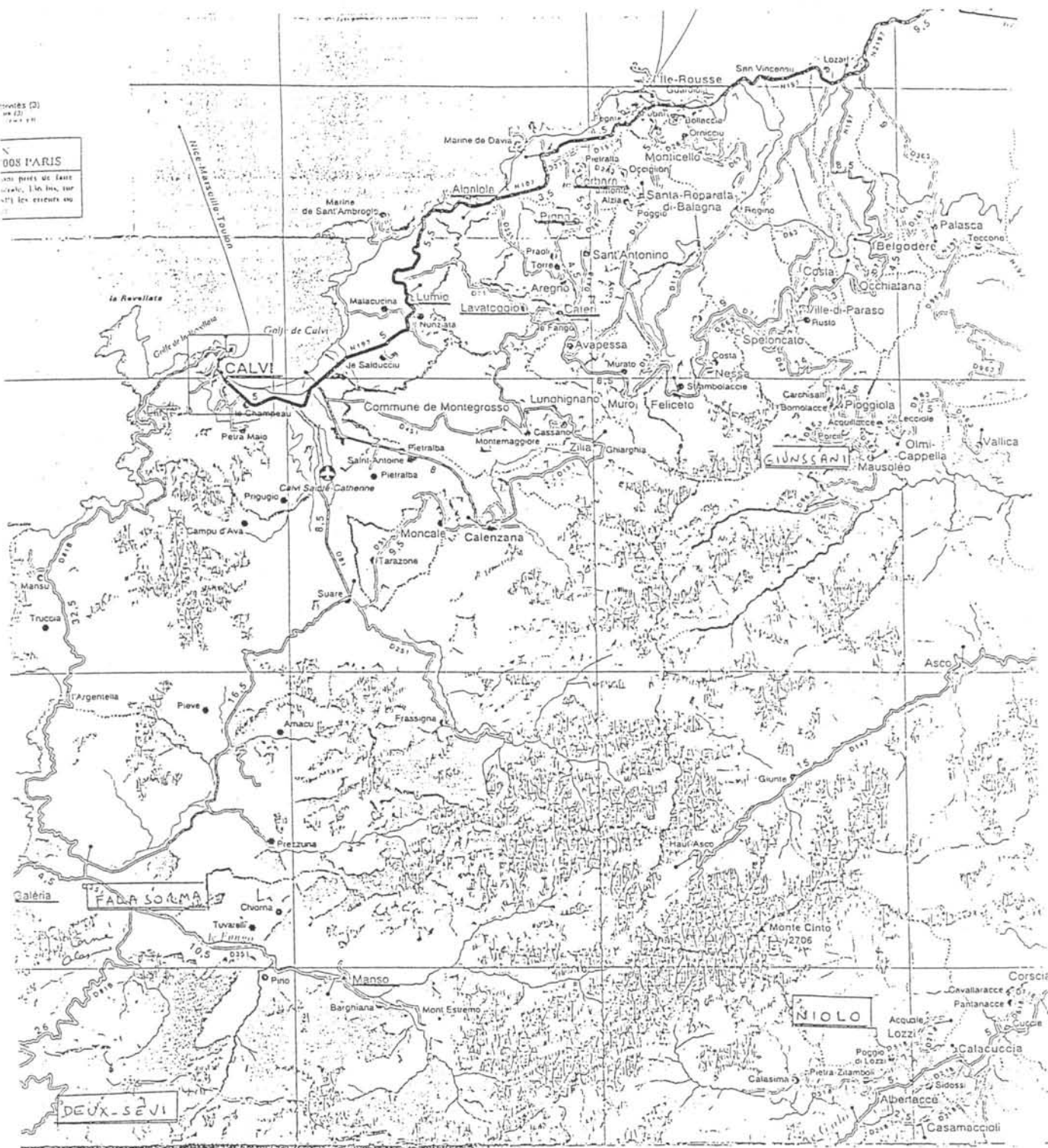
Avec l'arrivée de la France, le Plan Terrier (1770-1796) ne règle pas définitivement l'imbraglio

juridique concernant ces terres dans un quasi abandon, ces pacages sans titre de propriété revendiqués par les différentes communautés concernées. Ce n'est qu'en 1834 que l'Etat met fin à ces différends : 40% des terres sont attribuées à l'Etat (les forêts domaniales), 5% en indivis aux communes de Calenzana et de Moncale, 20% aux communes d'Ota et d'Evisa et 35% en indivis aux 5 « communes mères » du Niolo, Albertacce, Calacuccia, Casamaccioli, Corscia et Lozzi. En 1876, Galéria et Manso sont définitivement détachées administrativement de Calenzana et érigées en communes, mais, fait unique, ne bénéficient pas de territoire propre

Les Registres d'Etat Civil (dont celui des Mariages) de Galéria et de Manso s'ouvrent donc en 1976 et nous les avons compulsés jusqu'en 1950 (pour Manso) et 1962 (pour Galéria), dates à partir desquelles les données sont brouillées suite aux « mariages d'été » dont nous avons déjà parlé.

Comme pour les autres communes de Balagne, cette date marque bien la fin d'une période dans ses aspects économiques et culturels et l'entrée du Falasorma dans le monde d'aujourd'hui. Calvi, de nouveau dynamique et prospère, grouillante et bruyante l'été, tourné vers le tourisme, avec ses hôtels, ses campings, son collège et ses supermarchés, n'est qu'à une demi-heure de Galéria et de Manso par la nouvelle route de la Bocca de Marsolino, alors que Monte Estremo est à plus de 130 kilomètres de Corscia, certes en empruntant, aujourd'hui, la rapide Balanina, mais aussi la tortueuse et « touristique » Scala... Seuls quelques rares bergers et surtout les nouveaux randonneurs, cosmopolites et enthousiastes gravissent encore les sentiers escarpés d'autrefois pour gagner les villages et les hameaux du Niolo et le célèbre GR 20 qui le traverse

Tout comme le Giunssani, lequel en perdant ses bergers et son fragile et difficile équilibre agro-pastoral traditionnel, est devenu l'immense zone verte et déserte que l'on appelle Haute Balagne, le Filasorma est-il en train de perdre son particularisme en perdant ses racines niolines et se transformer en une annexe de la touristique Balagne littorale? Dans ce cas, Manso risque d'être sacrifié comme les villages des coteaux balanins devenus des « parcs ethnographiques » pour les tours-opérateurs les plus avant-gardistes, et Galéria de subir la pression des bétonneurs et des banquiers prêts à exploiter la beauté majestueuse de ses sites littoraux. Ces enjeux, colossaux et irrémédiables, demandent rigueur, honnêteté et réflexion, le sens du collectif, une connaissance fine du présent et du passé. Fasse que les tableaux, graphiques et commentaires ici présentés, en éclairant l'évolution et la transformation du Falasorma au cours de ces 150 dernières années, participent à une meilleure connaissance de ce passé si indispensable, en ces temps troublés, à la construction de demain.



Nota - les communes étudiées sont soulignées d'un double trait, les régions encadrées -

3. Manso

3.1 Aires matrimoniales à Manso (1876-1950)

Le tableau 3 présente les lieux de naissance et de résidence et les professions des hommes au mariage et par décennie.

	1876 1882	1883 1892	1893 1902	1903 1912	1913 1922	1923 1932	1933 1942	1943 1950	Total détaillé	T	%+	% + %
1a: Manso/Manso	B	KL2Q	5QS ?	5Q	ABK4Q	2A5Q	AC3QS	B4Q2R	4A3BC2KL28Q2R2S?	44	42%	
Manso/ 83				G				W	G W			
Manso/AFN					A	A			2A			
Manso/Bastia							A	A	2A			
Manso/Allemagne								A	A			
1b: Manso/ +									5A G	6	6%	
1 : 1a + 1b									9A3BC2KL28Q2R2S?	50		48%
Corscia/Corscia						Q			Q			
Corscia/Toulon								A	A			
Corscia/Manso	B J	?	Q	2Q	f Q ?		Q		B f J 5Q 2?			
Lozzi/Manso		L Q	2Q	B		O Q			B L O 4Q			
2a: Corscia-Lozzi									A 2B f J L O 10Q 2?	19		
Albertacce/Albert.				Q					Q			
Italie/Casamaccioli					©							
Galeria/Galeria						I			I			
Galeria/Marseille								A	A			
Galeria/06					G				G			
2b: R.Niolo-Galeria									A G I Q	4		
2: 2a + 2b										23	22%	70%
Osani/Osani							Q		Q			
Serriera/Manso					A				A			
AFN/Ota								A	A			
Marignana/Marign.				S	S	H			H 2S			
Marignana/Manso					A				A			
Evisa/Evisa							B H		B H			
Orto/Marseille				E					E			
Pioggiola/Manso					K				K			

	1876 1882	1883 1892	1893 1902	1903 1912	1913 1922	1923 1932	1933 1942	1943 1950	Total détaillé	T	%	% + %
3a: Montagne									3A B E 2H K 2Q 2S	12	12%	82%
Calenzana/Calenza								W	W			
Montemaio/Toulon							Y		Y			
83/Calvi								W	W			
V. diParaso/Toulon							R		R			
L'île-Rousse/L'I-R							W		W			
Sa Reparata/Sa Re							O		O			
3b: Balagne									O R 3W Y	6	6%	88%
3: 3a + 3b												
Morosaglia/Moros.				Q					Q			
Bastia/Bastia								X	X			
Casalabriva/Casala		M							M			
P. Vecchio/Manso						O			O			
4. Reste Corse									M O Q X	4	4%	91%
Marseille/Marseille								N	N			
Marseille/AFN								F	F			
AFN/S Marie Sicc							I		I			
AFN/AFN								F	F			
5: Reste France									2F I N W	5		
6.: Italie			f ?		C		M T		C f M T ?	5		
Total	3	8	13	13	17	14	18	18	104			

Tableau 3: Aires de mariages et professions à Manso (1876-1950)

Code des professions:

A: Armée	F: Fonctionnai	I: Instituteur	M: Menuisier	Q: cultivateur	W: chauffeur
B: Berger	f: forgeron	J: Journalier	N: Navigateur	R: Retraité	Y: « roYale »
C: Cordonnier	G: Gendarme	K: Cantonnier	O: Eaux & F.	S: Scieur/long	X: sans prof.
E: Employé	H: cHarretier	L: Laboureur	P: Pêcheur	T: T./ pierres	? : non précisé

Le Tableau 3, ci-dessus, croise aires matrimoniales et professions à Manso par tranche décennale de 1876 à 1950 et le Tableau 4 offre une synthèse des professions par aire sur toute cette période. Quelles informations apportent-ils?

H \ F	1a	1b	2a	2b	3a	3b	4	5	6	Total
1a = Manso/Manso	32	5	5				2			44
1b = ---/M ; M/---...	16	5	1				1			23
2a = Corscia-Lozzi	2									2
2b = Reste Niolo +Galeria	3		1						1	4
3a = Montagne	7	3					1	1		12
3b = Balagne	6									6
4 = Reste Corse	2	1								3
5 = Reste France	4						1			5
6 = Italie	4	1								5
Total	76	15	7				5	1		104

Tableau 4: Aires de mariage à Manso. Différenciation hommes/femmes.

1) L'origine nioline perdure jusqu'à la deuxième guerre mondiale: 10 hommes sont nés à Corscia, 7 à Lozzi et se sont installés à Manso, sans doute dans des hameaux différents. On compte parmi eux 2 bergers, 1 forgeron, 1 journalier, 1 laboureur, 9 cultivateurs, 1 forestier.

2) Hormis Corscia et Lozzi, les trois autres communes du Niolo sont « absentes »: aucun mariage avec Calacuccia ni avec Casamaccioli, un seul avec Albertacce (un cultivateur s'unissant à une « ménagère » née à Lozzi).

3) Ce dernier mariage qui voit l'union de deux villages du haut est rare (j'ai relevé aussi un mariage entre un forgeron de Manso originaire de Corscia avec une femme de Lozzi). D'une manière générale, on peut dire que les taux très élevés d'endogamie de village constatés par G. RAVIS-GIORDANI dans les villages du haut jusqu'au début du XXème siècle se retrouvent en bas, à la différence qu'en bas il y a une commune issue de deux communes du haut. Ainsi faudrait-il parler plutôt d'une union entre Lozzi et Manso issu de Lozzi, ou entre Corscia et Manso issu de Corscia.

Mais s'en tenir à cette correction serait encore trompeur. En effet, si les actes de mariage ne « connaissent » que 5 communes pour le Niolo, c'est en fait à 25 hameaux ou villages auxquels on a affaire. Et ce sont ces hameaux et les familles qui les composent qui transhument puis se sédentarisent à la plage.

3.2. Aires matrimoniales et différenciation hommes/femmes.

Le tableau 5 informe sur les aires matrimoniales et l'importance respective des hommes et des femmes nés dans ces aires. Les colonnes concernent les femmes et les lignes les hommes. Les aires matrimoniales doivent se lire ainsi.

Aire 1a: hommes ou femmes nés et domicilié à Manso.

Aire 1b: soit hommes ou femmes nés à Manso mais qui n'y résident pas,
soit hommes ou femmes qui résident à Manso mais qui sont nés à Corscia ou à Lozzi.

Seules les aires 1a et 1b précisent le lieu de naissance et le lieu de domicile.

Aire 2a: hommes ou femmes nés à Corscia ou à Lozzi (et qui ne résident pas à Manso).

Aire 2b: hommes ou femmes nés dans un autre village du Niolo ou à Galeria (et qui ne résident pas à Manso).

Aire 3a: Montagne: les Deux-Sevi: Osani, Serriera, Marignana, Evisa, Orto, Cristinacce; le Giunssani: Mausoleo, Pioggiola; Morosaglia.

Aire 3b: Balagne: Calenzana, Montemaggiore, Calvi, Ville di Paraso, L'Île-Rousse, Santa Reparata.

Nous désignerons, par extension, comme « niolins », tous ceux et toutes celles qui relèvent d'une de

ces quatre aires. Que nous révèle ce tableau qui recense les 104 mariages prononcés à Manso entre 1876 et 1950?

H \ F	1a	1b	2a	2b	3a	3b	4	5	6	Total
1a = Manso/Manso	32	5	5				2			44
1b = ---/M ; M/---..	16	5	1				1			23
2a = Corscia-Lozzi	2									2
2b = Reste Niolo +Galeria	3		1							4
3a = Montagne	7	3					1	1		12
3b = Balagne	6									6
4 = Reste Corse	2	1								3
5= Reste France	4						1			5
6 = Italie	4	1								5
Total	76	15	7				5	1		104

Tableau 5: Aires de mariage à Manso. Différenciation hommes/femmes.

Comment lire le tableau? Par exemple:

- 1^{ère} colonne, 2^{ème} ligne: 32 unions entre des femmes nées et domiciliées à Manso et des hommes nés et domiciliés à Manso.
- 1^{ème} colonne, 7^{ème} ligne: 6 mariages entre des hommes nés en Balagne et des femmes nées et domiciliées à Manso.

Les femmes.

- 98 femmes sur 104 (presque 95%) sont « niolines » dont 73% nées et domiciliées à Manceau et 14% qui habitent Manso mais sont nées à Corscia ou à Lozzi.

- Seules 6 femmes (un peu plus de 5%) ne sont pas « niolines »: 3 sont institutrices dont 2 sont nées à Bastia et à Tolla et résident à Manso (mariages célébrés en 1884), la troisième née et résidant à Corte (mariage en 1935). Soulignons, au passage, l'importance, dans les villages, de ces femmes, jeunes et instruites, sorties de l'Ecole Normale d'Ajaccio, venant d'une autre région, souvent les seules femmes ayant une profession.

- 2 des 3 femmes, non niolines, résident à Manso mais sont nées à Evisa et à Cristinacce dans le Sevinentro et la sixième née et demeurant dans le Tarn (mariage en 1908).

Aucune ne vient de Balagne ou d'Italie. Une seule n'est pas corse.

Les hommes.

- L'origine des époux est plus diversifiée et toutes les aires sont mises à contribution. 31 d'entre eux (30%) ne sont pas « niolins » contre 73 qui le sont (70%) dont 6 - 2 gendarmes et 4 sous-officiers - en poste ailleurs.

- 12 hommes viennent de la « montagne » voisine et 6,seulement, de Balagne.

Les continents italien et français, à égalité, apportent chacun 5 mariages.

3.3.Hameaux de Manso et « hameaux-pères du Niolo (à défaut communes-mères).

Cette présentation, fruit d'un travail de terrain, n'est qu'une première ébauche à compléter et à vérifier. (Toute contribution, adjonction, précision ou critique sera la bienvenue.) Précisons toutefois qu'un hameau du bas pouvait abriter des familles d'hameaux différents du haut, voire même de communes différentes, notamment dans les hameaux les plus importants. Le nombre assez élevé de hameaux (une dizaine) s'explique par leur origine: de bergeries en campements de moins en moins sommaires jusqu'aux villas récentes ces habitations, avec un petit jardin potager, et proche d'un enclos pour les bêtes, plus ou moins dispersées le long de chemins, ont peu à peu constitué des

hameaux, les plus importants (notés avec des *selon l'importance la population actuelle) avec une école, un café et une épicerie selon les époques.

Hameau de la piaghja	Village de la muntagna	Hameau de la piaghja	Village de la muntagna
Barghjiana (Bardiana)**	Corscia	Candella	Corscia,
Chiumi *	L'Acquale	Leva	Poggio
Manso**	Costa, Lozzi, + Rutali	Montestremo**	Costa, Cavallarace
Nuvolezza	Poggio	Prezzuna	Lozzi
Tuarelli *	Lozzi village		

Tableau 6 : Hameaux de Manso et villages du Niolo.

3.4. Les patronymes à Manso.

Les patronymes constituent un élément intéressant pour entrer dans cette problématique de l'homogénéité/diversité de ces communautés villageoises qui se sont sédentarisées en différents lieux d'une même région. A des fins de comparaison, nous avons consigné dans le tableau 5 quelques données concernant les patronymes présents dans les actes de mariage à Manso et à Galeria

	Manso	Galeria
Nombre de mariages	104	274
Nombre de patronymes	44	80
Moyenne	42%	29%
5 patronymes avec plus de 11 occurrences	59%	
10 patronymes avec plus de 7 occurrences		66%
les 10 premiers patronymes	70%	66%

Tableau 7: Moyenne des Patronymes au mariage à Manso et à Galeria.

- 1) Le nombre des patronymes apparaît assez important par rapport à la situation qui prévaut dans les communes du Niolo.
- 2) Leur nombre est relativement plus important à Manso qu'à Galeria, 42% contre 29%, mais les patronymes fréquents représentent un pourcentage moindre.

Examinons ces patronymes plus précisément. Le tableau suivant donne leur nombre, le pourcentage qu'ils représentent parmi tous les patronymes présents dans les actes de mariage, ainsi que les villages dont ils sont issus. Nous avons arbitrairement fixé les seuils en fonction de l'occurrence rencontrée.

Manso				Galeria			
Patronymes	N.	%	Villages	Patronymes	N.	%	Villages
Acquaviva	42	20%	Lozzi	Spinosi	98	18%	Pietra Zit.
Santucci	31	15%	Cavallaracce, Costa	Lucciani	78	14%	Albertacce
Maestracci	16	7%	Cavallaracce Costa	Alfonsi	58	11%	Calasima Pietra Zit.
Costa	14	7%	Costa	Albertini	42	8%	Albertacce

Simeoni	11	5%	Lozzi	Acquaviva	35	5%	Lozzi
Manso				Galeria			
Patronymes	N.	%	Villages	Patronymes	N.	%	Villages
Bicchieray	9	4%	Corscia, Manso	Corteggiani	31	6%	Pietra Zit.
Giamarchi	8	4%	Corscia	Antolini	23	4%	Pietra Zit.
Agostini	8	4%	Italie Manso	Rossi	20	4%	Pietra Zit.
Albertini	6	2%	Cavallatacce	Cesari	17	3%	Pietra Zit.
Versini	4	2%	Marignana Evisa	Susini	7	1%	Calasima

Tableau 8: Les 10 premiers patronymes à Manso et à Galeria.

Qu'observons-nous ?

- 1) Les 4 premiers patronymes représentent environ la moitié de tous les patronymes présents dans les actes de mariage (49% et 51% respectivement).
- 2) Des précisions nous manquent pour connaître le partage exact entre Cavallaracce et Costa et le nom des villages que recèle le nom de Corscia.
- 3) 2 noms de famille portés par des luzzinchi et leurs descendants représentent 25% de tous les noms. Remarquons que les Acquaviva (20% des noms à Manso) sont aussi présents à Galeria (plus de 6%).
- 4) Les 8 patronymes portés par des gens de la commune de Corscia et leurs descendants représentent 45% de tous les noms, soit autour de 20% pour Costa (3 noms), 15% pour Cavallaracce (3 noms), et 8% (2 noms) à préciser pour Corscia.
- 5) A Manso, 2 patronymes ne sont pas niolinchis; les Agostini, scieurs de long, d'origine italienne, venus travailler dans les immenses forêts domaniales et les Versini, charretiers, qui viennent du Sevinentro voisin.

3.5. Les professions à Manso.

	A	B	C	F	f	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T	W	Y	X	?	T
1a: M/M	8	3	2						1	1	1					29		2						47
1b: +M/M+	4	1				1					1			1		9						1	2	20
1: 1a + 1b	12	4	2			1			1	1	2			1		38		2				1	2	67
2a: C + L	1	1			1											1								4
2b: r. N + G	1					1		1								1								4
2: 2a + 2b	2	1			1	1										2								7
M+G+Niole	14	5	2		1	2			1	1	2			1		40		2				1	2	
3a Montagne	1	1					2	1		1					1	3		2						12
3b: Balagne														1			1			3	1			6
3: 3a + 3b	1	1					2	1		1				1	1	3	1	2		3	1			18
4::R. Corse								1		1				1										3
Total Corse	15	6	2		1	2	2	3	1	2	2	1		3	1	43	1	4		3	1	1	2	95
5:R. France				2									1							1				4
6: Italie			1		1							1							2					5
Total	15	6	3	2	2	2	2	23	1	2	2	2	1	3	1	43	1	4	2	4	1	1	2	104

Tableau 9: Professions des hommes au mariage et aires de mariage à Manso (1876-1950)

Nota: Le nombre de mariages avoisinant 100, nous prendrons ce chiffre comme pourcentage.

Ce tableau fait la synthèse des professions des hommes à leur mariage telles que le secrétaire de mairie les a notées dans les actes. Elles renvoient à l'appellation officielle en usage à l'époque et ne rendent pas toujours compte de façon exacte de la réalité. En l'occurrence, en ces temps de grande

autarcie, et concernant, pour la plupart, des bergers sédentarisés, « cultivateur » doit se comprendre comme petit propriétaire vivant de ses terres, champs et jardin, avec certainement quelques bêtes, chèvres, brebis, pour le lait voire le fromage, quelques poules, un âne ou un mulet, pour les déplacements et le transport, parfois un ou deux bœufs pour les labours. Mais tel quel le tableau brosse un tableau assez précis de la vie économique à Manso.

Nous n'avons pas consigné la profession des femmes car, à part les trois institutrices déjà signalées - les seules salariées - elles sont enregistrées comme ménagères, filatrices ou, dans les dernières années, avec la mention « sans profession ». En fait, elles participent activement, en plus de leurs tâches ménagères, à tous les travaux de culture, d'élevage et de cueillette tout au long de l'année, tout comme les hommes.

Nous remarquons l'absence du terme de propriétaires, désignant généralement de grands propriétaires, des « sgios ». Inversement, à l'autre bout de l'échelle sociale, un seul est journalier est consigné dans les actes. Nous avons bien affaire à une société de tous petits propriétaires s'aidant mutuellement dans leurs travaux à l'occasion et si besoin est.

Les bergers, seulement au nombre de 6, viennent bien sûr du Niolo, mais 1 aussi d'Evisa. Leur importance décroît avec le temps.

Notons la présence de quelques artisans: cordonniers, forgerons, menuisiers. L'absence des maçons laisse supposer que ceux-ci venaient d'ailleurs, à la demande, comme c'était souvent le cas pour les petits villages - les maçons de Calvi, de Calenzana ou de Lumio dans leur tour de la région érigeaient les maisons, les gens du coin s'occupant des travaux de moindre importance (entretiens et réparations des maisons, constructions des bergeries et paillés). Les tailleurs de pierre, tous d'origine italienne récente, pouvaient aussi donner un coup de main, mais essentiellement ils fournissaient des matériaux.

Manso ne s'ouvre que tardivement aux régions voisines, la « montagne », d'abord, au tournant du siècle, avec des métiers de la forêt, des charretiers, des militaires, mais peu s'y installeront; puis la Balagne de l'autre côté de la Bocca de Marsolino, à partir des années trente, avec notamment des chauffeurs, mais seul un ouvrier des Eaux et Forêts prendra souche.

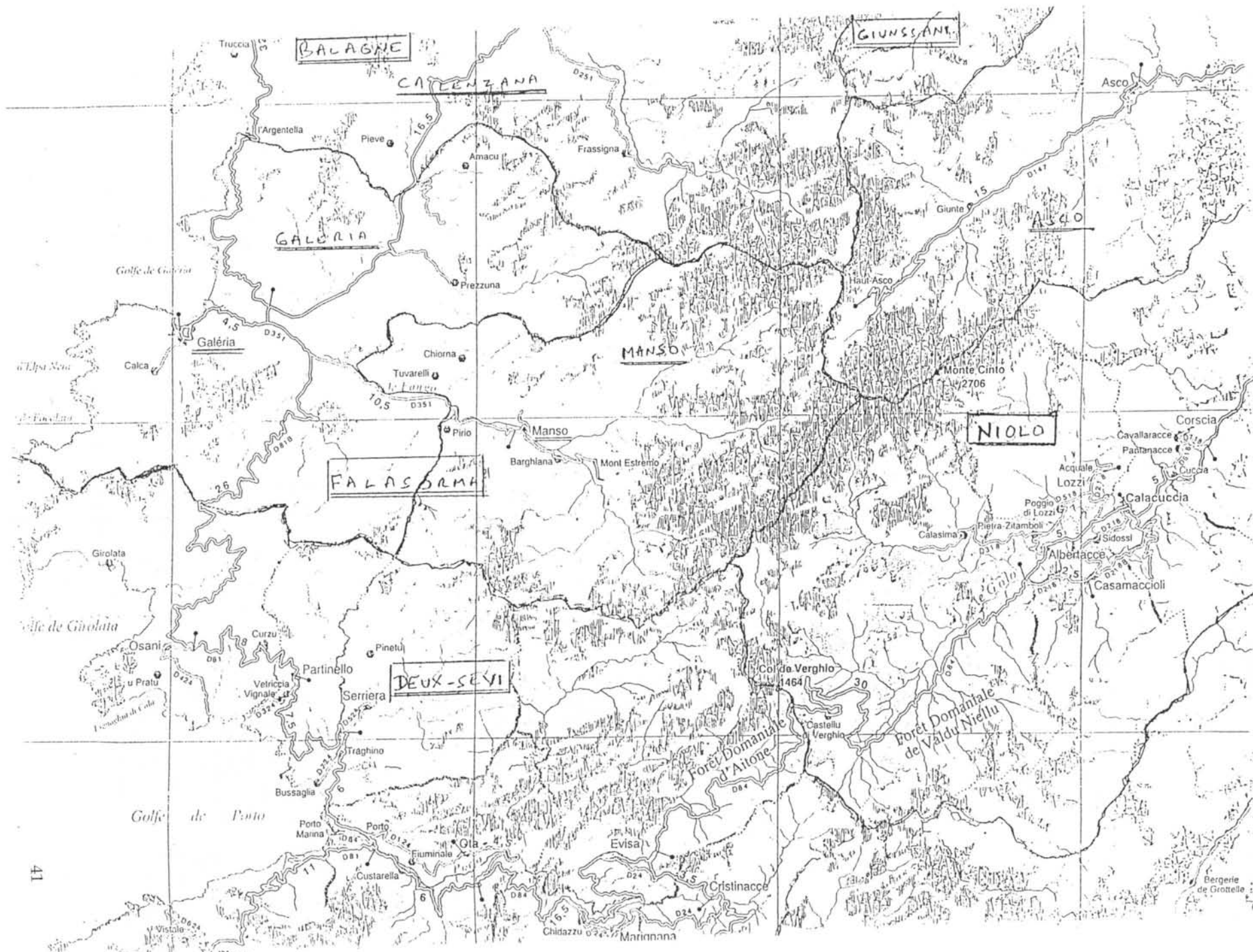
Notons enfin l'importance des militaires, sous-officiers dans la coloniale, après la première guerre mondiale.

D'un point de vue chronologique, le type de profession et l'origine géographique des époux nous permettent d'esquisser ce qu'a dû être l'évolution de Manso au cours de ces 150 dernières années.

1). Sédentarisation des bergers niolins qui deviennent cultivateurs. La population passe de 258 habitants à 498 habitants, son apogée, en 1911.

2). A partir de l'après-première guerre mondiale, Manso s'ouvre à son arrière pays montagnard, puis à partir des années 30 à la Balagne voisine. Son économie se maintient, sa population décroît régulièrement jusqu'à la veille de la deuxième guerre mondiale, et est encore de 346 habitants en 1936.

3). Alors la crise économique l'atteint de plein fouet, et nombreux sont ses jeunes qui partent sur le Continent ou s'engagent dans l'armée. La population chute vertigineusement pour n'atteindre plus que 79 habitants en 1962. Depuis, celle-ci stagne, vieillit, et, à l'écart des flux touristiques Manso n'attire que quelques natifs du village venus goûter à leur retraite dans la tranquillité au pied du Cinto.



Strade

4. Galeria.

4.1. Hameaux d'arrivée et hameaux de départ.

En étudiant les patronymes de Manso et ceux de Galeria plus haut, nous avons vu que les familles les plus représentées aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles parmi les hommes et les femmes s'unissant à Galeria étaient originaires des deux communes d'Albertacce (Albertacce village, Pietra Zittamboli et Calasima) et Lozzi (Lozzi village et L'Acquale). Contrairement à Manso, le chef-lieu de commune, Galeria, abrite la plus grande partie de la population, mais une douzaine de hameaux et de bergeries, à la graphie pas très bien définie, étaient aussi habitées et certains le demeurent encore aujourd'hui. Cette liste n'est qu'un premier jet qui de demandera confirmation notamment en ce qui concerne les hameaux d'origine. Les * marquent leur importance relative.

Piaghja	Muntagna	Piaghja	Muntagna
Amaco	Lozzi;	Leva	Albertacce
Argentella*	Albertacce	Luca
Calca*	Pietra Zitemboli	Marsolino	Calenzana, Lozzi
Canne*	Lozzi, Calasima	Mustelle*	Lozzi, Calenzana
Chirchisani	Lozzi;	Petraniella*	Pietra Zitemboli
Fango*	Lozzi,.....;	Porta Vecchia*	Albertacce;
Ferraghjola;	Prezzuna*	L'Acquale
Fugliaccia	Lozzi;	Rascamone*	Calasima
Galeria, village***	Albertacce		

Tableau 10: Hameaux de la piaghja et hameaux de la muntagna

A part les hameaux du Marsolino, limitrophe du territoire calenzanais, où apparaît une certaine cohabitation, chaque hameau du bas est en relation avec un hameau du haut, mais non l'inverse, puisque un même village de la muntagna s'est « reproduit » dans plusieurs hameaux de la piaghja. Les liens et les rapports entre ces derniers étaient-ils, sont-ils encore, plus proches qu'avec les hameaux d'une autre origine? Une question à fouiller.

4.2. Les professions à Galeria (1867-1862)

Le tableau 11 synthétise les professions par aire matrimoniale au cours de ces 100 ans et le tableau 12 les situe en plus dans la durée.

	A	B	b	C	c	D	d	E	F	f	G	I	J	K	L	M	m	O	P	p	Q	S	U	V	W	X	To	
1a	7	1		1		1	1					1		2	2				2		86					1	105	
1b	9					2			2		4										1						18	
1	16	1		1		3	1		2		4	1		2	2				2		87					1	123	
2A	2	2		1	1	1					2	1		4	20	1		1		1	19						56	
2L	3																			1	10						14	
2C																					2						2	
2M	2										1			1							3						7	
2P	1											1									1						3	
2	8	2		1	1	1					3	1	1	5	20	1		1		2	35						82	
3a			1							1		1								2	5						10	
3b	1		1	1	1	2			1		2		1	1		1	1		1	1	5			2	1	1	24	
3	1		2	1	1	2			1	1	2		1	1		1	1		1	1	10			2	1	1	34	
4						1	1	1	1	2	2	2								1	1	1	1				14	
5	3					1			1		8					1				1	1		1				17	
6												1		1							1						3	
7	1																										1	
T	30	3	4	3	2	7	3	1	5	3	17	4	4	2	8	22	3	1	1	3	5	115	1	2	2	1	2	274
%	11%										6				8%						42%							

Tableau 11: Professions et aires de mariage à Galeria (1876-1962).

Aires				Professions								
1a	Galeria/Galeria		Montagne	A	Armee	E	Employé	K	cantonnier	Q	cultivateur	
1b	Galeria / +	3a	Balagne	B	Berger	F	Fonctionn	L	Laboureur	S	Scieur long	
2A	Albertacce	3b	Reste Corse	b	boulangier	f	forgeron	M	Menuisier	U	oUvrier	
2L	Lozzi	4	Reste France	C	Cordonnie	G	Gendarme	m	meunier	V	aVocat	
2C	Calacuccia	5	Italie	ç	maçon	H	cHarretier	O	Eaux & F	W	chauffeur	
2M	Manso	6	Etranger	D	Douanes	I	Instituteur	P	Pêcheur	X	S Profes.	
2P	Palasca	7	Total	d	marchand	J	Journalier	p	postes			
		T										

	1867 1872	1873 1882	1883 1892	1893 1902	1903 1912	1913 1922	1923 1932	1933 1942	T1	1943 1952	1953 1962	T3 1867-1962	T3 %
1a Galeria/Galeria 1a (suite) Galeria/Bastia Galeria/Paca Galeria/Continent Galeria/Colonies 1b : Galeria/ + 1 : 1a + 1b		D 2L	B C d 12Q	20Q	18Q	2A K 14Q X A	3A 11Q D	2A I 2p2Q	40%	8Q	K Q	7ABCDdI2 K2L2p85QX	38
Albertacce/Alberta Albertacce/Galeria Alber./Gal (suite) Alberta./Continent Albertacce/Colonie	BHK5L	L Bç14LQ	Q KOM9Q	CKp3Q	Q K Q	Q	Q	A Q				AL2Q 2BCçH4K	
Calacuccia/Calacu Calacuccia/Galeria								Q					
Lozzi/Lozzi Lozzi/Galeria Lozzi/Manso Lozzi/Calenzana						A Q Q	3Q			A Q	A p		
Manso/Manso Manso/Galeria Manso/Paca							K Q			Q Q A	A G		
Palasca/Galeria Palasca/Corseia Palasca/Continent							I Q						
2 : Niolo+ Manso + Palasca (suite) R.Niolo+Galeria Cristinacce/Cristin Evisa/Manso Evisa/Partinello Evisa/Galeria Osani/Osani Osani/Galeria Partinello/Partinell Piana/Propriano Piana/Galeria 3a : Montagne Calenzana/Calenza Calenzana/Calvi Calenzana/Galeria Moncale/Moncale Moncale/Serriera Moncale/Galeria SaReparata/SaRep Calvi/Calvi Calvi/Colonies Calvi/Galeria L' Ile- Rousse/Galeria	BHK5L	B ç 2G 15LQ	D K O M 11Q	CKp3Q	K 2Q	A 3Q	A 4Q	2A K 7Q	31%	2A 4Q	2A G p	8A2BCçD3G H5KLM035 Q	29
			Q		Q			Q	76%				74
			P				p	Q			b		
			P Q	Q	I Q	Q	p	f f Q	4%		b	B fl2p5Q	4
	v		K	H		X		b		2Q	Q		
				W				A		Q			
	D				ç M								
			D H J										
3b : Balagne (suite)	D v	K p	D2HJW	ç M	X	CmPQv	A b	8%	F 3Q	Q		AbCç2DF2H IKNmPp 5Q2cWN	9

3 : 3a = 3b	12 ^{es}											
	1867-1872	1873-1882	1883-1892	1893-1902	1903-1912	1913-1922	1923-1932	1933-1942	T1	1943-1952	1953-1962	Total des professions
Ajaccio/Ajaccio		I										
Ajaccio/Galeria		E								Q		
Isolaccio/Galeria		n										
Lopigna/Galeria											U	
Lugo di												
Nazza/Ghisoni					G							
Moita/Galeria												
Morosaglia/Galeria				P			F					
Ortiporio/Colonies								D				
Rogliano/Galeria												
S Gavino	G											
Amp/Galeria							I					
Stazzone/Galeria												
Venzolasca/Galeria				f								
Zonza/Galeria				S								
4 : Reste Corse	G	E In	f	f p S	G		F I	D	5%	Q	U	DEF2f2G2In pQSSU
Paca/Paca							p					
Paca/Calvi						d				A		
Paca/Galeria				U						Q		
Continent/Contine								G			F	
Continent/Paca					M			A				
Continent/Calvi						G						
Continent/Palasca						G						
Continent/Galeria					G	G	2G					
Colonies/Galeria				G			A					
5 : Reste France									6%			
6 : Itahe/Galeria									1%	Q		HJQ
7 : Etranger/Calvi									0%	A		A
Total	9	28	38	38	30	33	32	28	236	39	20	

Tableau 12 : Aires de mariage et profession par décennie à Galeria (1867-1962)

Que nous révèlent ces deux tableaux?

Comme pour Manso on remarque la ruralité de Galeria avec quelques 50% de laboureurs et de cultivateurs. Les bergers ne sont que 3, tous domiciliés à Galeria., l'un y est né aussi, les deux autres sont nés à Albertacce, les mariages sont célébrés avant 1880. Est-ce à dire que les bergers ne fréquentent plus le Falasorma? Que nenni! Cela indique que les bergers ne sont sédentarisés pour l'essentiel et sont devenus « cultivateurs », certains avec encore quelques bêtes; que quelques uns sont devenus bergers sédentaires coexistant avec les bergers des hameaux d'Albertacce et de Lozzi qui continuent la transhumance. Ces derniers n'ont pas changé leurs habitudes et se marient en été dans le Niolo.

Ce sont ces mêmes habitudes qui perdurent qui m'ont fait placer Palasca avec les communes du Niolo, car comment expliquer autrement 3 unions, qui ont eu lieu dans les années 20 et 30, entre ce village et Galeria? Certainement pas par la proximité géographique mais par cette proximité culturelle et familiale qui unit, de nos jours encore les Niolins. En l'occurrence, deux Alfonsi nés et domiciliés à Palasca et un Santucci né à Palasca mais domicilié à Corscia qui s'unissent à une Lucciani, une Rossi et une Franchi, nées et domiciliées à Galeria, un couple ayant chacun pour belle-mère une Lucciani. Nous voilà en pays de connaissance.

Si les artisans et les fonctionnaires représentent entre 5 et 6% les gens en uniforme, sous-officiers, gendarmes et douaniers sont plus de 20%. Sur les 17 gendarmes, 3 sont Niolins.

Le tableau 10 apporte un certain dynamisme à cette présentation. C'est ainsi que les 56 mariages avec Albertacce, soit plus de 20% de tous les mariages vont en diminution depuis l'ouverture de la mairie, et ne sont plus que 5 à partir du début du siècle. Inversement les 14 mariages avec Lozzi (8%) ne

commencent qu'en 1915. Quelle explication avancer? Une sédentarisation plus tardive dans le Marsolino alors que Galeria était surtout le domaine d'Albertacce? Un point à éclaircir. Si les relations avec la les Deux-Sevi, la région de Calenzana, voisines, et le reste de la Corse s'étalent dans le temps (à la différence avec Manso, plus renfermé), celles-ci ne commencent vraiment qu'avec le siècle avec l'ouverture de la gendarmerie.

5. Conclusions.

1) Il ressort de cette étude sur Manso et Galeria que chacune de ces deux communes a continué à entretenir des liens très étroits avec leurs communes d'origine ou plus exactement les hameaux de celles-ci avec les villages de celles-là.

2) Si les Luzzinchi, les Acqualesi et les Pughjulinchi forment le substrat des hameaux de Manso, ces derniers semblent avoir délaissé Galeria. De même, si les habitants de Corscia, de Costa et de Cavallarace ont fondé des hameaux sur le territoire de Manso, ils sont absents, ou presque, à Galeria (7 mariages tardifs, à partir des années 40, dans le sens Galeria Manso, et 3, tout aussi tardifs, dans le sens Manso Galeria). Comment rendre compte de cette sorte d'ostracisme? Encore une fois, sans doute, par l'héritage de la situation qui prévalait à la montagne; mais ce n'est qu'une hypothèse.

3) Toujours dans le même ordre d'idée, nous remarquons l'absence de mariages entre Manso ou Galeria avec Casamaccioli, et deux seuls entre Galeria et Calacuccia (aucun avec Manso). Il est vrai que les bergers de Calacuccia et ceux de Casamaccioli descendaient plus au sud, dans le Sia et les Deux-Sevi, plus rocailleux, où ils avaient des bergeries plus rudimentaires et ne bénéficiaient pas de terres arables propices à l'agriculture et à une possible sédentarisation.

4) Ainsi, il apparaît que les 5 communes niolines, à qui le partage de 1834 a reconnu des droits dans le Falasorma et attribué 35% des terres en indivis, ne soient pas paritairment à l'origine de la sédentarisation dans le Falasorma des communautés villageoises auxquelles on s'est intéressées. Cela n'empêche pas les Niolins de se sentir niolins et de se retrouver, tous, le 8 septembre à Casamaccioli vénérer Santa Maria della Stella, la Santa di Falasorma devenue la Santa di Niolu, de tout le Niolo.

5) Galeria et Manso - ces deux communes créées il y a 125 ans seulement dans une micro-région alors isolée, liée ombiliquement au Niolo, d'abord en tant que piaghja naturelle pour quelques bergers, puis comme possible lieu de sédentarisation pour des populations plus importantes venues de ces mêmes communautés - connaissent aujourd'hui une situation particulière dans une Corse confrontée à des changements structurels importants. L'économie pastorale et même agro-pastorale d'hier ne fait plus vivre que quelques gens, sur les coteaux, et encore moins à la montagne. Le Niolo, base arrière familiale, sociale et vivrière traditionnelle du Falasorma, et toujours pas relié par route à ce dernier, est en plein déclin. A côté, la Balagne, qui s'est rapprochée avec l'ouverture de la route du Marsolino, connaît, pour sa partie littorale et surtout Calvi, une transformation et un développement considérables suite au boom touristique de ces trois dernières décennies. Combien de temps encore Galeria et Manso garderont-elles leurs spécificités? Si le Falasorma n'est plus, heureusement, «la Balagne déserte» - expression doublement erronée parfois utilisée dans le passé - combien de temps encore pourra-t-il garder et son originalité et la maîtrise de son développement? Question fondamentale qui se pose d'ailleurs à bien d'autres régions traditionnelles de l'île.

* Centre d'Etudes Corses, Institut d'Ethnologie méditerranéenne et comparative, Université de Provence.

Pour des raisons techniques, cet article est publié dans sa forme originelle.

RECUEIL DE MÉMOIRES ET TRAVAUX

PUBLIÉ PAR

LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU DROIT
ET DES
INSTITUTIONS DES ANCIENS PAYS
DE DROIT ÉCRIT

FASCICULE IX

MÉLANGES
ROGER AUBENAS

FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES DE MONTPELLIER

1974

INTERMÉDIAIRES ET AFFAIRISTES DANS UNE SEIGNEURIE FONCIÈRE CORSE (BALAGNE) AUX DERNIERS SIÈCLES DU MOYEN ÂGE

par
Jacques VIDAL

La publication, déjà ancienne, des chartes de l'abbaye ligure de San Venerio par les soins de G. Falco¹ et de G. Pistarino², et les travaux que celui-ci a depuis effectués d'après ces sources³, ont apporté une contribution précieuse à la connaissance de l'ancien droit corse sur lequel R. Aubenas se préoccupait justement d'attirer l'attention des chercheurs⁴.

L'abbaye de San Venerio, située sur la petite île de Tino dans le golfe de La Spezia, près de Portovenere, avait en effet d'importantes possessions foncières en Corse, notamment en Balagne. L'implantation de San Venerio y remontait à la fin du XI^e siècle ; par la suite d'autres donations l'avaient consolidée autour de deux noyaux, l'un constitué par les églises San Nicolao et Sant'Ambrogio de Spano, sur le territoire de l'actuelle commune de Lumio, l'autre par les églises San Gavino de Mala, Sans Marcello de Chiesana et San Tomà de Liocho, sur le territoire de Belgodère⁵. C'est à ces églises ou chapelles rurales, dépendant de l'abbaye, que les biens-fonds étaient administrativement rattachés.

Cette administration n'est pas sans poser aux moines de sérieux problèmes, étant données la précarité des communications entre la

¹ G. FALCO, *Le carte del monastero di San Venerio del Tino*, vol. I (1050-1200), vol. II (1200-1300). *Bibl. Soc. Stor. Subalpina*, XCI, Turin, 1920-1934.

² G. PISTARINO, *Le carte del monastero di San Venerio del Tino relative alla Corsica (1080-1500)*. *Regia deputaz. subalpina di storia patria*, CLXX, Turin, 1944.

³ Notamment l'important mémoire consacré à la *Corsica medievale* : *le terre di San Venerio*, in *Miscellanea di Storia Ligure in onore di Giorgio Falco*, Milan, 1962, p. 19-104.

⁴ R. AUBENAS, *Pour l'étude de l'ancien droit corse*, *Ann. Fac. Droit Aix-en-Provence*, n° 50, 1958. On se doit d'évoquer la contribution des sociétés savantes de l'île, dont on trouve une remarquable expression dans les *Bulletins et Nouveaux Bulletins de la Société des Sciences historiques et naturelles de la Corse*, et dans les revues *Etudes Corses* et *Corse Historique*.

⁵ Sur ces églises, dont il ne subsiste plus aujourd'hui que des vestiges, cf. G. MORACCHINI-MAZEL, *Les églises romanes de Corse*, vol. II, Paris, 1967, p. 433-434.

Terre Ferme et la Corse et l'instabilité politique, source continue de troubles dans l'île. L'abbé de San Venerio et ses procureurs s'efforcent d'agir au mieux de leurs intérêts, notamment au cours des tournées qu'ils effectuent, qui leur permettent de confirmer ou de renouveler certaines concessions de terres, de mettre fin à d'autres, d'exiger les redevances, de percevoir les arriérés, en bref d'exercer, en même temps que l'administration, la juridiction foncière, et par là d'affirmer le pouvoir seigneurial de San Venerio sur ses possessions d'outre-mer⁶. Toutefois des tournées d'inspection plus ou moins espacées, aléatoires, trop brèves sont insuffisantes pour assurer la gestion, voire le maintien du patrimoine foncier de l'abbaye. L'autorité seigneuriale a donc recours à des intermédiaires installés en permanence sur les lieux, des hommes sur la mentalité, sur le comportement desquels les chartes de San Venerio fournissent de précieux renseignements. L'examen de ce comportement dans les deux derniers siècles du Moyen Âge — alors que les conceptions traditionnelles, en Corse comme ailleurs, sont aux prises avec de nouvelles tendances — fera l'objet de notre propos⁷.

Le problème est essentiellement d'aménager les rapports entre le seigneur et les communautés rurales concernées. Ces communautés, très proches de celles qu'on observe à la même époque dans les campagnes de l'Occident européen, sont rattachées chacune à une des églises ou chapelles dépendant de San Venerio⁸. Sans doute la terminologie à cet égard n'est pas toujours des plus précises — par exemple il est question des « vicini » d'une chapelle⁹, ou encore de « totius populi terre Yspani » (Spano)¹⁰ — mais assez fréquemment le rattachement est bien marqué : « cappellani »¹¹, « capelasi »¹², « populo et comunita et parochiani »¹³, ou encore cet acte de 1389 qui distingue expressément « certis hominibus terre Yspani » des « multis aliis forensibus qui non sunt capellani dictarum ecclesiarum »¹⁴.

Communautés évidemment modestes quant à l'effectif, menant une existence autarcique, repliées sur elles-mêmes, renforcées par conséquent par un réseau de liens de parenté extrêmement serré ; ce qui n'exclut pas tout litige entre paysans, mais précisément, à l'occasion d'un de ces conflits, voici deux témoins sur trois qui se proclament

⁶ Sur tous ces points, cf. l'article essentiel de G. PISTARINO dans les *Miscellanea G. Falco*.

⁷ Nous nous référons en principe à la publication de G. Pistarino : *Le carte del monastero di San Venerio del Tino relative alla Corsica*. Nous nous bornerons à indiquer en note le numéro, éventuellement la date, de la chartre examinée.

⁸ « C'est un fait que c'est autour de l'église paroissiale que s'est organisée toute vie communautaire en Corse », note P. LAMOTTE, *Etudes Corses*, n° 9, 1956, p. 39.

⁹ N° 45 (24 mai 1400).

¹⁰ N° 43 (1^{er} janvier 1389).

¹¹ N° 45.

¹² N° 185 (15 juin 1494).

¹³ N° 189 (8 sept. 1496).

¹⁴ N° 43.

parents — « *ma non sa in quanto gradu* » — avec l'un et l'autre des adversaires. Peu importe d'ailleurs le degré exact de parenté : « *tutti, dice, sono de uno casale* »¹⁵.

La religion ne fournit pas seulement le cadre et le lieu de réunion¹⁶, elle contribue à exalter les sentiments communautaires. Et d'abord afin d'assurer le service du culte : sans doute l'investiture des bénéfices appartient-elle à l'abbé de San Venerio ; mais les communications entre la Corse et la Terre Ferme sont fréquemment perturbées, interrompues parfois pendant une longue période. Et l'on voit le 24 mai 1400 « *essendo congregati insieme le capellani de la iesia de Santo Nicolao de Spano dentro la iesia de Santo Nicolao, ...per una lingua e voce... ano dato le sue veci a lo savio e discreto homo meser prete Iohanni Provinciale* ». C'est donc à l'unanimité qu'ils ont choisi ce prêtre pour desservir les églises San Nicolao et Sant'Ambrogio, et « *dare cura a l'anime e dare li sacramenti ecclesiastici a lo populo* »¹⁷.

Aux considérations d'ordre religieux s'ajoutent les préoccupations matérielles. Précisons d'abord qu'aucune obligation servile ne pèse sur les membres des communautés envisagées : pas la moindre allusion notamment à une quelconque corvée. Il reste qu'un grand nombre, sans doute la majorité des paroissiens, tient des « terres de l'église ». Les concessions sont faites « *in olivelatione* »¹⁸, « *in olivello sive in feudo* »¹⁹ ou encore « *titulo locationis seu livellario nomine* »²⁰ ; parfois « *in perpetuum* »²¹, plus souvent pour neuf ans²², plus souvent encore sans indication de durée²³ ; enfin toutes obligent le preneur à un versement en nature²⁴. Il y a là matière à négociations avec le sei-

¹⁵ N° 114 (31 janvier 1467).

¹⁶ « Presente la più parte de lo populo di Hocchiatana, essende congregati in iexia (n° 158, 19 juin 1468) ; « Attum in la eclexia de Hoci, fra la mesa, presente grande et maior parte de lo populo et comunitai de lo ditto loco » (n° 189, a. 1496).

¹⁷ Cet acte (n° 45, 24 mai 1400) précise que le service religieux doit être assuré pour Pâques et autres fêtes principales, tous les dimanches et même certains jours de la semaine si le besoin s'en fait sentir. Dans l'acte n° 89 (4 sept. 1452) le prêtre s'engage à officier au moins trois fois par mois, et aussi pour la fête des saints patrons de l'église concédée.

¹⁸ N° 54, 55, 56, 57, 58, etc...

¹⁹ N° 85 ; « *olivelavit et titulo olivelationis dedit et concessit in feudum... pro feudo et olivelatione* » (n° 53) ; n° 59, 70, où il est question d'une concession perpétuelle « *in olivelatione* » contre versement annuel d'une certaine quantité de grains « *pro feo patronale* » ; n° 84 : « *in feo personale, de hereditibus, in perpetuum* ».

²⁰ N° 86 (18 janvier 1442).

²¹ N° 52 (19 août 1441) ; n° 84...

²² N° 70, 75, 78, 86 ; une concession de 18 ans (n° 68).

²³ N° 53 et sq.

²⁴ Essentiellement du grain (quelques chartes précisent : de l'orge) et du vin (ou, beaucoup plus rarement, du moût). Sur une trentaine d'actes examinés, tous du milieu du xv^e siècle, un seul stipule le paiement du bail en espèces : 2 livres 10 sous « *de moneta corsica* ». Encore cet acte concerne-t-il des terrains situés, non pas en Balagne, mais « *in villa Arse de Bocticella* », au Cap Corse (n° 86, 18 janvier 1442).

gneur. Il y a également une discipline agraire à observer, non seulement dans l'alternance des cultures et des jachères — affaire collective assurément dans un pays où l'élevage tient une grande place²⁵ — mais peut-être aussi dans la relève des tenanciers sur le sol : les tenures en effet changent de mains assez fréquemment²⁶, ce qui pourrait correspondre à une redistribution périodique des parcelles, comme il était pratiqué sur les communaux²⁷. On peut penser que les rapports entre le seigneur foncier et les concessionnaires étaient en partie réglés par cette discipline agraire, à laquelle certains actes se réfèrent expressément — comme celui du 4 septembre 1452 qui rappelle l'obligation de « *laborare... suis loco et temporibus debitis et consuetis secundum morem et consuetudinem loci illius Balagne* »²⁸. Mais la coutume sans doute n'apportait pas une solution à tous les problèmes qui pouvaient se poser. Si l'on ajoute enfin qu'il y avait, à côté des tenures, des fonds appartenant en propre à des paysans²⁹, et que ceux-ci naturellement devaient acquitter la dîme³⁰, on se rend bien compte de l'intérêt que présentait pour ces communautés l'aménagement des rapports avec le pouvoir seigneurial.

C'est ici qu'interviennent les Anciens : « *li antichi* ». Un rôle important dans la vie de ces sociétés leur est traditionnellement dévolu. Leur avis est primordial dès lors qu'il s'agit de localiser une parcelle de terre, d'en préciser la superficie, les limites, les appartenances, ou d'en régler l'attribution entre les ayants droit. Les inventaires des biens fonciers appartenant au monastère de San Venerio sont ainsi établis en grande partie d'après les indications fournies par les Anciens, sous forme de témoignages jurés. Citons par exemple le procès-verbal du 25 août 1316 — s'agissant de Spano, où l'abbé de San Venerio « *suam jecit inquisitionem per testes publicos tam antiquos quam alios dicti*

²⁵ Cf. sur ce point A. CASANOVA, *Corse historique*, 1967, n° 26, p. 44 sq.

²⁶ Concession à Iohannes Petrus de terres « récupérées » par celui-ci, précédemment tenues par d'autres paysans (n° 52) ; au même Iohannes un champs « *che solia tenere Marco* » et un « *orticello... quello che solia tenere Schacco* » (n° 58) ; à Columbano Petroni un champs et une vigne « *que teniano Farcolacesi* » et un enclos que « *havia havuto de lo figliolo de Lombarduculo* » (n° 67) ; à Franciscus une terre « *ad annum mutendum cum filiis Andriuculi* » (n° 69) ; aux héritiers de Raffaccioli une terre précédemment tenue par Iustuculus, lequel l'avait obtenue « *pro cambio* » d'un certain Lucionus qui, de son côté, avait reçu un enclos (n° 73) ; etc... La pratique des redistributions de terres était si vivace que l'on échangeait, en général avec la complicité des agents seigneuriaux, des tenures contre des fonds particuliers. Les intérêts seigneuriaux en souffraient généralement, d'où l'interdiction faite aux procureurs et syndics de l'abbaye de se prêter à de telles opérations (n° 183).

²⁷ Sur cette question, cf. P. LAMOTTE, *Etudes Corses*, 1956, n° 9, pp. 54-55 ; P. EMMANUELI, *Recherches sur la Terra di Comune*, Thèse droit Aix-en-Provence, 1958, pp. 100 seq.

²⁸ N° 89 (4 sept. 1452).

²⁹ Expressément distingué de la terre tenue « *pro ecclesia* », le fonds particulier est quelquefois qualifié « *terra propria* » de X ou Y (n° 73, 114...).

³⁰ Il est question de la dîme du blé, du vin, du lin et des bestiaux (n° 197, 9 juillet 1497).

loci »³¹ — montrant bien que les Anciens étaient nettement distingués des autres membres de la communauté locale. Ou encore les inventaires de 1400, toujours pour Spano³², ou de 1441 pour Monticello, qui ne font état d'autres témoignages que d'Anciens : « *Antiquorum qui antiquaverunt* »³³.

Il faut en effet considérer qu'une partie notable des terres était inculte : soit en permanence, soit temporairement, en jachère. De nombreux actes de concession précisent d'ailleurs que la redevance annuelle en froment ou en orge ne sera payée que « *quando seminabitur dictam terram* »³⁴. Ailleurs il est question d'une terre qui a été travaillée pendant deux ans³⁵. De toute façon les parcelles nettement délimitées et caractérisées, soit par le genre de culture (vigne), soit par l'établissement d'une clôture, haie ou murette — *chiosstro*, *chioso*, *chiosello* — n'étaient pas les plus nombreuses. Il y a sans doute des points de repère³⁶, mais c'est en général par référence aux propriétaires ou tenanciers voisins qu'est effectuée la localisation³⁷. D'où les difficultés de l'opération — sauf dans les terrains particulièrement fertiles, où les cultures n'étaient pas interrompues. Il fallait toute l'autorité des Anciens, renforcée par leur expérience, leur connaissance des lieux, des hommes et des usages, pour parvenir à une solution.

La procédure d'établissement des inventaires, ci-dessus évoquée, montre que cette autorité des Anciens relativement à la répartition du sol est admise par le pouvoir seigneurial. Certes celui-ci ne néglige pas la garantie résultant de l'intervention d'un notaire, mais il est parfaitement conscient de ce que cette garantie risquait de rester purement théorique sans le concours des Anciens. Dans le même ordre d'idées, lorsque l'investiture d'une église ou d'une chapelle a été accordée à un desservant, ce sont les Anciens qui renseignent le nouveau titulaire sur la consistance du temporel : « *Si venneno l'antichi de Spano, Santucio, Volucione et altri antichi, e iuraro de mostrare a la iesa lo suo et ad ogni altra persona lo suo* », et « *infra de le altre cosi mostraro a me prete Iohanni... uno pezo de terra de la iesa a lo piano a la Costaracia* »³⁸.

³¹ N° 46.

³² N° 46 (sept. 1400).

³³ « *Nomina antiquorum qui antiquaverunt* : Franciscus Salvatuculi, Gurgumanus Nerpioli et Picinuculus, omnes habitantes a lo Monticello » (n° 69, 27 août 1441). La communauté de Monticello était rattachée à l'église San Gavino de Mala.

³⁴ N° 52 (19 août 1441) ; « *pro quolibet anno seminatio* » (n° 54, 14 août 1441) ; « *pro quolibet anno seminando* » (n° 55, 16 août 1441) ; « *pro quolibet anno laboratio* » (n° 56, id.) ; etc...

³⁵ Cf. *infra*, note 44.

³⁶ Par exemple ce « *petium terre a l'Orzinca cui confinait inferius cum via publica et superius cum ripa Vignallaccio* » (n° 75, 24 août 1441).

³⁷ « *Unum campum a lo Bastardaccio, et surgit de terra filiorum Andriuculi et ascendit a terra Sancti Quilici, ab uno latere cum terra filii Guglielmacci, ab alio latere cum terra Bonelli* » (n° 69, 27 août 1441).

³⁸ N° 46 (sept. 1400).

Pour peu qu'une contestation s'élève, l'intervention des Anciens se prolonge jusqu'à l'arbitrage. Et l'on peut présumer qu'une grande partie des litiges, de quelque nature qu'ils soient, survenus parmi les membres de ces communautés était réglée de cette manière. L'écho de l'un d'entre eux nous est parvenu exceptionnellement parce que touchant au patrimoine foncier de San Venerio : « *Eo avea debiato la terra... per mea* », déclare Francescho, « *e 'Iovannucello dicia ch' era sua* ». Les deux adversaires se tournent donc vers Volucione, qui était « *iurato antico* », et le prie « *che ne dicessi la veritate de cui era* ». Et Volucione d'accorder les deux rivaux en faisant observer que ladite terre « *non è de l'uno né de l'altro, me est de la iesia de Santo Nicolao de Spano* »³⁹.

Cette fonction de conciliation, et en même temps de conservation, de sauvegarde des droits, des intérêts en jeu — seigneuriaux et payans — qu'on voit les Anciens exercer jusqu'au milieu du xv^e siècle, n'apparaît plus par la suite dans les actes relatifs aux possessions corses de San Venerio. A vrai dire il n'est plus question d'« *Antiqui* » dans les textes. On ne saurait conclure à leur disparition : du moins est-il vraisemblable que leur autorité est en baisse, leur influence en déclin, leur rôle compromis. Plusieurs éléments sans doute contribuent à cette évolution : l'usage plus répandu de l'acte écrit, lié au développement d'un notariat indigène ; l'implantation progressive par les Génois d'un réseau d'institutions judiciaires⁴⁰ ; l'affirmation de l'individualisme... De nouvelles tendances se dessinent, que des hommes sauront exploiter, en misant sur l'éloignement du pouvoir seigneurial et sur le désir d'émancipation des tenanciers. Ces hommes ne devront pas leur prestige à l'âge, à une longue pratique de la société locale, à l'honnêteté et à la sagesse de leurs avis — comme c'était le cas traditionnellement pour les Anciens — mais à l'étendue de leurs possessions foncières, à leur puissance économique par conséquent, ainsi qu'à la force sociale et politique qu'ils représentent par le nombre de leurs parents et de leurs clients et l'appui des autorités génoises.

Ces hommes nouveaux sont issus de la paysannerie locale, de Belgodère et alentour, mais leur activité, tout en restant étroitement liée au milieu rural ambiant, débord progressivement le cadre de l'exploitation agricole.

Cette activité est orientée d'abord vers la spéculation foncière. Ces hommes se présentent comme des intermédiaires intéressés (fermiers, régisseurs) entre le pouvoir seigneurial et les tenanciers. Tel ce Iohannes

³⁹ N° 46.

⁴⁰ C'est ainsi que le procureur de San Venerio s'adresse au podestat de Calvi, lieutenant du Gouverneur, lequel rend une ordonnance sur cette requête le 21 février 1458 obligeant les tenanciers de l'église San Gavino à abandonner les terres qu'ils exploitent, « *o veramente acordavi* » avec le procureur. En cas de contestation le litige sera porté devant ledit lieutenant (n° 91-93). Ainsi le seigneur s'appuie sur les autorités publiques, alors qu'un demi-siècle auparavant il mettait fin aux anciennes concessions en exerçant lui-même la justice foncière (n° 45).

Petrus, fils de feu Laurent, de Belgodère, qui nous est présenté en 1441 agissant « *tanquam procurator et procuratorio nomine* » pour le prêtre Vivens, également de Belgodère, recteur de l'église San Gavino de Mala. Iohannes Petrus vient, en cette qualité, de « récupérer » une terre de l'église et c'est à lui, et à ses héritiers et successeurs « *in perpetuum* » que cette terre (relativement importante : 10 « *stagiatas* ») est concédée par le représentant de l'abbé de San Venerio, en présence de témoins qui nous sont présentés (ce qui est exceptionnel dans notre série d'actes) comme « *nobilibus dominis* »⁴¹. Le même Iohannes Petrus obtient, toujours en ce mois d'août 1441, la concession de plusieurs autres fonds, et non médiocres puisqu'ainsi caractérisés : « *lo chioso... como circundato est a muro ; et una lenza de vigna... et un'altra lenza de vigna in lo chioso de San Gavino. Item uno campo et lo chioso et la vignola et l'orticello, prout circundatum est de mura. Et la vigna* »⁴². Comment exploiter toutes ces terres, dont certaines (vignes et jardins) exigent des soins assidus ? l'association est très pratiquée, non seulement entre frères⁴³ mais aussi entre membres de familles diverses⁴⁴. C'est ainsi que la terre de 10 stagiées, dont il est question ci-dessus, était tenue jusqu'en 1441 par les Montixianaci « *et socii* »⁴⁵. Notre homme aura donc recours à l'association avec un certain Capiniellus pour une vigne⁴⁶, avec Fridinuccius pour une autre parcelle⁴⁷... Mais qu'est-ce au juste que cette association ? les textes se bornent à mentionner que la terre est tenue par Iohannes Petrus avec X ou Y. Comme il est matériellement impossible que le personnage participe lui-même directement à l'exploitation de toutes les parcelles, c'est que ses associés sont ni plus ni moins des sous-traitants.

Le meilleur des associés, c'est encore son propre frère. Iohannes Petrus en a un, sensiblement plus jeune que lui, et dont il doit s'occuper en l'absence du père décédé. Il s'en occupe en effet, le faisant entrer — avec l'appui de San Venerio ou du clergé local (?) — dans les

⁴¹ N° 52 (19 août 1441).

⁴² N° 58 (16 août 1441).

⁴³ Par exemple, très nombreuses concessions « *in olivelatione* » faites en 1441 à X et à son frère, ou aux fils de Y, ou encore aux héritiers de Z (n° 61, 64, 71, 72, 73, 74, 75, etc.).

⁴⁴ Bianco, de Calvi, déclare tenir « *uno pezo de terra* » sur la « *presa* » de Puretto, à Spano, « *e lavoravo dui anni, uno anno co' Santucio e l'altro anno con Capodacciaio* » (n° 46, a. 1400) ; « *unam lentiam vinee* » concédée à Ambroxino de Martino et filio Renuculi de Belgoderio, ce dernier étant qualifié par ailleurs de « *socius* » (n° 53) ; concession d'un champs à Moruello Baiaci « *et participiis* » (n° 54). Ces exemples pourraient être multipliés : n° 58, 60, 68, 70, 75, 78, 81, etc... La nécessité de ces associations afin d'assurer l'exploitation agricole est parfaitement mise en lumière par A. Casanova (*Corse Hist.*, 1967, n° 26, pp. 49 sq.) qui observe que les conditions techniques et sociales d'une salarisation massive des ruraux ne sont pas encore réunies en Corse à la fin du Moyen Âge.

⁴⁵ « *... A Montixianaciis et Plebanaciis de Palascha ac etiam a Cagnone et Bonacorso de Belgoderio* » (n° 52, 19 août 1441).

⁴⁶ N° 72.

⁴⁷ N° 75.

ordres. En 1450 en tout cas ce frère cadet, Abramo, âgé d'environ vingt ans, est sous-diacre, et c'est à lui que l'abbé de San Venerio fait collation de la cure de San Gavino, avec les églises San Marcello, San Tomà et San Quilico de Rostino. Dans l'acte, passé à Gênes le 10 avril, Iohannes Petrus, en son nom et au nom d'Abramo, promet à l'abbé de lui livrer annuellement — « *pro ficto, censu et canone dictarum ecclesiarum* » — 15 émines de grain, de lui fournir un cheval lorsque lui-même, ou son procureur, séjournera en Corse et, pendant tout le séjour, de l'accueillir dans sa maison⁴⁸.

Iohannes Petrus et son frère ont désormais la haute main sur le domaine foncier rattaché aux églises en question ; ils pourront par de judicieuses concessions s'assurer la reconnaissance, le concours des tenanciers ; ils percevront les redevances, cens, libelles dont les terres sont grevées, et la dime sur les produits du terroir. A quoi s'ajoutent les multiples possibilités d'action sociale liées, chez le cadet, au prestige du rectorat. Ainsi c'est une véritable puissance que cette famille a bâtie dans ce coin de Balagne vers le milieu du xv^e siècle, une puissance devant laquelle le pouvoir seigneurial très rapidement devra s'effacer.

Mais tournons-nous pour l'instant vers un autre de ces hommes, Jacobo Casanova, d'Occi, qui jouera lui-aussi dans cette deuxième moitié du xv^e siècle le rôle d'intermédiaire entre San Venerio et les tenanciers de Spano⁴⁹. C'est en 1467 que le nom de ce personnage figure pour la première fois dans nos actes, à l'occasion d'opérations usuraires : parmi les emprunteurs un certain Johanpetro⁵⁰, d'Occi, à qui Casanova a remis de l'orge, compté à raison d'un gros le bacin, et du grain, à raison de 5 « cinquine » le bacin. A titre de garantie Johanpetro engage une pièce de terre — un « *chioso* » — mais, certainement méfiant, au moment de conclure un acte qui tient du mortgage et de la vente à réméré il réclame la présence d'un notaire. Affredo, notaire de Lavatorio, instrumente, puis demande qu'on le règle : « *Chi mi paga a me notario lo ceppo de la carta* » ? Et Casanova avec une assurance qui dénote une certaine pratique des affaires : « *Iohanpetro chiamò stamane prove chi eo li devesse rendere questo chioso, se mi dava lo meo, et paghilo ello lo ceppo* »⁵¹ !

⁴⁸ N° 88 (1450). L'acte n° 95 fournit quelques éclaircissements sur la collation, faite à un sous-diacre, de bénéfices parmi lesquels une église paroissiale (San Gavino) : Abramo prétendait bénéficier d'une dispense — « *de qua tamen certa notitia haberi non potest* » — autorisant la collation sous condition « *quod in dicto anno ad diaconatus et presbyteratus ordines se promoveri facere posset* ».

⁴⁹ Jacobo (ou Japico, ou Jacomasso), fils de feu Casanova, d'Occi, paroissien et chapelain des églises San Nicolao et Sant'Ambrogio de Spano (n° 183).

⁵⁰ Ce personnage n'a aucun rapport avec le frère aîné d'Abramo.

⁵¹ C'est le notaire qui, à propos de cet acte, parle de « vente ». Casanova utilise le terme « *pignus* » : « *Lo chioso è pegno* » et, ajoute-t-il, « *quando Johanpetro mi dia li mei denari in Sancto Quilico proximo, eo li deio rende lo suo chioso* » (n° 114).

Une pratique des affaires chez Casanova, mais aussi une mentalité affairiste : c'est ainsi qu'il refusera de rendre le « *chioso* » à Johanpetro⁵². Par ailleurs il vend à crédit — « *a termine* » — à Michele, d'Occi, pour 20 sous un « *staio* » d'orge, et ensuite il exige le remboursement sur la base d'un gros le bacin. Nighellacio, du même lieu, a contracté le même emprunt vis-à-vis de Casanova : il a dû rembourser le double en blé. Cardone de Ghilardino en ce qui le concerne a dû recourir à notre usurier pour l'achat d'un bouc : il emprunte 6 gros et un mezin d'orge, qui lui est compté à raison d'un gros le bacin⁵³...

C'est donc à Jacobo Casanova que sont confiés les intérêts matériels de San Venerio à Spano : « *Fa la nostra recorta* » en tant que procureur général de frère Jean Adorno, lui-même chargé d'affaires du monastère en Corse. Il peut ainsi réclamer et percevoir « *ogni et singula quantitati de decime, primitie, taraticchi, olivelli, incenso et ogni altra cosa chi fussino pertinente et aspictante essere obligate et tenue a le ditte iexie et cappella de Spano... et cosi possa difendere et offendere contra ogni et singula persona... etc.* »⁵⁴... Ne doutons pas que l'homme ait été bien choisi !

Certes ces intermédiaires n'ont pas tous la même envergure, ou les mêmes possibilités d'action. De Jacobo Casanova par exemple un correspondant du couvent de San Venerio en Corse assure qu'il n'est pas homme de poids dans le pays. La raison : « *li parenti di Jacobo non anno parentia nè patricha* »⁵⁵. Homme nouveau effectivement, qui ne peut s'appuyer sur une vaste parentèle ou un large parti ; tout au plus sur quelque associé⁵⁶. Et c'est peut-être ce qui amène l'affairiste à collaborer aussi étroitement avec le pouvoir seigneurial ou, plus exactement la cupidité. Aucun document d'ailleurs ne nous montre Casanova dans la position d'un fermier général, lié par un bail fixant une fois pour toutes ses droits et ses obligations vis-à-vis de l'autre partie. On a plutôt l'impression qu'il doit rendre compte intégralement de son activité, celle-ci étant rémunérée par un pourcentage — peut-être 10 % — sur les rentrées⁵⁷.

Quoiqu'il en soit les deux compères par leurs agissements braqueront la communauté de Spano contre l'autorité seigneuriale : les paysans

⁵² Pour récupérer sa terre à l'échéance (jour de fête de Sto Quilico) Johanpetro s'était accordé avec un certain Fabiano de Saraino, lequel aurait assumé tout ou partie du remboursement. Mais cette combinaison ne fut pas du goût du créancier gagiste : « *Jacobo non lo (chioso) volze rende* » (n° 114).

⁵³ N° 114 (31 janvier 1467).

⁵⁴ N° 183 (22 nov. 1493). Cf. également n° 184 (1493-1494) et 180, où notre personnage s'intitule « *governadore et maiore* » des églises en question.

⁵⁵ N° 185 (15 juin 1494).

⁵⁶ Ainsi Jam Paulo de Oniolo, présenté en 1493-1494 comme « *sociaro* » de Jacobo (n° 184).

⁵⁷ On peut interpréter dans ce sens l'indication figurant sur une pièce comptable : « *...De quelli ducati sesata uno Iacomasso de Casanova ne de' avere ducati VI. sive sei, per orso, grano* » (n° 184)...

ont la conviction « *di pagalla contra a resione* », et leur complicité avec un certain Ristarucello dans le détournement des produits revenant au moine n'est pas douteuse : « *L'omini di questa capella hordivono co Ristarucello che levassi la ropa a frate Iovanni, chè elli dicen che frate Iovanni vendia le coie più care che non valiano la medita* »⁵⁸. Dans un autre rapport adressé au monastère quelques années plus tard (1494) même son de cloche : « *io trovai le vostre cosce de Spano molto malle* » ; les hommes sont « *mali disposti e diszenio che frate Iohanni ha meso tanta fortuna intro la capela de Spaso che, se non fosse temia de la Segnoria, ve saria mora dli homi* »⁵⁹. Seule par conséquent la crainte des autorités génoises empêchait une rébellion.

Au premier rang des intermédiaires que le pouvoir seigneurial traditionnellement redoute, figurent les desservants des églises. La concession qui leur est faite — « *titulo locationis et livellario iure* »⁶⁰ — est viagère⁶¹, et l'abbé de San Venerio de tout temps a eu des difficultés, non seulement pour obtenir d'eux la redevance annuelle convenue — le « *libello* » ou « *incenso* » ou « *afficto* » — mais encore pour les empêcher de dilapider le patrimoine foncier dont ils avaient la garde et l'administration ; d'où l'interdiction qui leur est faite de concéder des tenures perpétuelles aux paysans, de procéder à des échanges de terres, ou encore de traiter avec des étrangers à la communauté locale. Interdiction fréquemment renouvelée, et non moins fréquemment enfreinte ainsi qu'il résulte de multiples témoignages⁶². Du moins pendant longtemps la vigilance des Anciens, le rôle régulateur qu'ils jouaient dans cette société contribuaient-ils à l'échec de tentatives d'usurpation préjudiciables en fin de compte à l'intérêt général autant qu'au seigneur. L'éclipse subie par les Anciens à la fin du Moyen Âge profite aux recteurs et desservants des églises, qui comptent, dans une proportion certainement élevée, parmi ces hommes nouveaux dont nous avons observé la montée. Bon gré mal gré l'autorité seigneuriale doit s'en accommoder. On transige — comme par exemple avec Vivens,

⁵⁸ N° 178 (4 mars 1491).

⁵⁹ N° 185 (15 juin 1494).

⁶⁰ Cf. l'acte n° 89 (4 sept. 1452) relatant la concession des églises San Nicolao et Sant'Ambrogio de Spano au prêtre Johannes, fils de feu Sadomine : l'abbé de San Venerio « *locavit et titulo locationis et livellario iure concessit... ad habendum, tenendum, gaudendum, possidendum et usufructuandum... titulo et iure locationis et livellario sive investiture, toto tempore vite ipsius presbiteri* ». Celui-ci s'engage à « *dare, solvere et consignare singulo anno pro pensione et nomine pensionis et livelli dictarum ecclesiarum... minas quattuor grani* ».

⁶¹ Aux XIV^e et XV^e siècles les abbés de San Venerio ont vainement essayé d'extirper la « coutume » du rectorat viager, jugée par eux très préjudiciable aux intérêts du monastère (n° 47, 50). Ces tentatives se soldent par un échec : le prêtre Vivens administrait San Gavino « *dum vixerit* » (n° 87, a. 1448), et de même le prêtre Jean, dont il est question dans la note ci-dessus n° 60.

⁶² N° 43 (1^{er} janvier 1389) ; n° 48 (20 juin 1412) ; n° 50 (vers 1417), où l'abbé de San Venerio constate que les « *possessiones et iura monasterii et capellarum... in magna parte alienata existant et ad manus laycorum propter maliciam rectorum... amicis suis annuentium sint deventi* ».

de Belgodère, auquel, « *suis culpīs et demeritis exigentibus* », on prétendait enlever le rectorat de l'église San Gavino⁶³ ; ou avec ce Johannes⁶⁴, opposé à San Venerio en 1467 « *super quibusdam annuis redditibus, pensionibus, pecuniarum summis, breviario, bonis et rebus aliis ad dictam monasterium legitime spectantibus* »⁶⁵, mais qui le 24 juillet 1483 reçoit le rectorat des églises San Nicolao et Sant'Ambrogio de Spano en même temps qu'une admonestation d'avoir à répudier, dans les quarante-cinq jours, « *omnes et singulas concubinas* » qu'il pourrait avoir en Corse et spécialement dans le lieu susdit⁶⁶.

Avec le prêtre Abramo, promu recteur de San Gavino dans les circonstances précédemment décrites, c'est une crise d'une ampleur, d'une durée jamais atteintes auparavant. Abramo, ayant cessé de verser à San Venerio la redevance due, est frappé le 3 juillet 1458 d'une mesure de privation de son bénéfice⁶⁷ ; et il sera par la suite condamné à plusieurs reprises par un tribunal ecclésiastique⁶⁸. Mais il ne s'incline pas. Il sait d'ailleurs exploiter les ressources de la procédure, à tel point que l'affaire est encore en instance en 1500⁶⁹. Mais son meilleur appui est encore la force communautaire : Abramo, rompant avec le pouvoir seigneurial qui par son intermédiaire opérait la ponction annuelle sur les revenus fonciers, a pu se montrer moins rigoureux, moins exigeant dans la perception des cens ou libelles, voire de la dime⁷⁰, user d'accommodements avec les paysans : un fort parti en tout cas le soutient ; on peut aller jusqu'à admettre que la communauté de San Gavino, dont un observateur contemporain constate que les membres « *si so' ribellati a sui signore* »⁷¹, fait bloc autour de son recteur. D'où la vanité des tentatives faites par San Venerio : « *unde forza est, la*

⁶³ N° 95. La transaction entre le chargé d'affaires de San Venerio et Vivens est conclue le 26 février 1448 à Calvi « *in turri communis ubi ius redditur* » (n° 87).

⁶⁴ Johannes, fils de feu Sidomine da Sant'Antonino, de Spano.

⁶⁵ N° 111 et 155.

⁶⁶ N° 170-171.

⁶⁷ Abramo « *malle versatum fuisse in dictis beneficiis et poctissime dilapidando bona dictarum ecclesiarum, non celebrando missas et alia divina officia seu non permittendo in dictis ecclesiis et beneficiis divina et missas celebrari* » (n° 94).

⁶⁸ Nombreuses pièces de procédure : n° 103 et sq., notamment sentence de Leonardo de Furnariis (1462), excommunication d'Abramo, etc...

⁶⁹ N° 213.

⁷⁰ C'est ainsi qu'Abramo s'engageait en 1454 à ne pas réclamer, durant toute sa vie, les dîmes et prémices à un certain Francesco à ses fils ; cet engagement étant d'ailleurs fortifié par Johanpetro, frère aîné d'Abramo, dans un billet écrit de sa propre main (n° 204). Il n'est pas sans intérêt de noter qu'un prêtre, Leonardo, figurait parmi les fils de Francesco. Il fallait donc compter avec cette famille et, si possible, la ménager.

⁷¹ Lettre du prêtre Johannes, recteur de San Nicolao de Spano à frère Antonio de Orsio : l'auteur y note que la peste, après avoir causé une importante mortalité en Corse, a disparu de l'île, sauf à Belgodère. Il voit là la volonté de Dieu et le châtement infligé aux rebelles (n° 172, 25 octobre 1485).

raxione non v'a locho», observe le notaire Petro de Antonecto refoulé de Belgodère le 18 février 1468 alors qu'il instrumentait contre Abramo⁷². Le 19 juin suivant c'est une citation devant l'évêque d'Accia, juge apostolique chargé de la cause, qui ne peut être publiée qu'en l'église Santo Bartholomeo d'Occhiatana, à une distance d'un mille environ du domicile d'Abramo; encore se trouve-t-il dans l'assistance «*alcuni congiunti*» du recteur pour menacer le procureur de San Venerio et, malgré la récompense promise à qui signifierait la citation à l'intéressé, «*non ha trovato homo nixiuno chi vi habia vogluto andare*»⁷³.

Il est certain que la situation politique en Corse facilite l'entreprise d'Abramo. Les rivalités entre factions qui ne cessent de troubler l'île, les intrigues nouées par les seigneurs et par les caporaux, les soulèvements constamment fomentés contre l'autorité génoise : autant de motifs qui poussent les représentants de la Seigneurie à se concilier les personnages disposant de quelque autorité dans la population. Les membres du clergé local — non seulement le haut clergé, mais aussi les recteurs et desservants des églises — comptent parmi les éléments influents; a fortiori un recteur de la trempe d'Abramo. Déjà en 1461, récusant la compétence du tribunal ecclésiastique chargé de son litige avec San Venerio, Abramo proclamait avoir pour juge «*magnificum dominum gubernatorem Corsice ad quem offert se paratum ire et defendere coram eo causam suam et non aliunde*»⁷⁴. Et quelques années plus tard (1468), dans une lettre au gouverneur Giorgio Pasello, le recteur de San Gavino témoigne de son habileté : il n'a pas pu, assure-t-il, venir à la «*viduta*» récemment tenue par le haut-commis-saire, malgré la ferme intention qu'il en avait, car il est constamment «*tracassé par un maudit frère*» — il s'agit du procureur de San Venerio — qui ne cesse de le poursuivre en justice. Il sollicite donc l'appui du gouverneur⁷⁵. Quelles que soient les protestations d'allégeance la tentative de pression est nette : le notable corse subordonne sa fidélité vis-à-vis des autorités génoises à la protection que celles-ci voudront bien lui accorder⁷⁶.

⁷² Le notaire, venu de Calvi, a été menacé par un groupe d'hommes armés à la tête desquels se trouvait Abramo : «*Vati cum Deo* — lui a enjoint le recteur — altramenti tu ci avarai la mala iornata. Le notaire a dû battre en retraite, non sans qu'on lui ait violemment arraché les copies de l'acte de citation qu'il portait (n° 148).

⁷³ N° 157.

⁷⁴ N° 104 (11 décembre 1461).

⁷⁵ N° 151 (12 mars 1468).

⁷⁶ La «*veduta*» permet au gouverneur de réunir autour de lui les principaux personnages de l'île : seigneurs, ecclésiastiques, caporaux et autres notables, de s'assurer ainsi de leurs sentiments, de leur fidélité. Giovanni della Grossa, dans sa chronique, relate deux «*vedute*» tenues par le gouverneur Giorgio Pasello, l'une à Biguglia, l'autre à Venzolasca : à celle-ci, écrit-il, «*tous les corses se rendirent pour prêter serment de fidélité, à l'exception de Giocante de Leca, et de Pietro, fils de Rinuccio de la Casabianca, son gendre ; comme*

Une dernière observation enfin doit être faite, toujours à propos des prêtres affairistes : c'est que les possibilités de manœuvre que leur San Nicolao, le prêtre Biancone. Les deux premiers ne nous sont pas systématiquement dirigées contre le pouvoir seigneurial — du moins tant que celui-ci s'exerce dans la tradition libérale de San Venerio^{78 bis}. Et c'est ce qui explique le conflit opposant Jacobo Casanova, qui régit le domaine de Spano pour le compte de Jean Adorno, au recteur de San Nicolao, le prêtre Biancone. Les deux premiers ne nous sont pas inconnus; Biancone est aussi redoutable. Un témoignage contemporain (1494) nous le présente comme un prêtre «*superbio*», et très influent : à la tête d'un fort parti, bien connu des seigneurs et des membres des communautés locales⁷⁷, lié avec les Génois, notamment avec leur lieutenant en Balagne, Franco de Oliva, qui lui prête constamment son appui⁷⁸. Au demeurant un homme sans scrupules, qui dès sa jeunesse, mêlé aux conflits soulevés par les Cinarchesi, a fait ses preuves. Il ne s'en cache pas : «*Io foi male homo quando era iovano e fegi gran mali li signori Ginerchexi*»⁷⁹. Les années n'ont apparemment pas changé le personnage : il est de ceux, observe le témoin cité, «*qui prennent plaisir à faire le mal*»⁸⁰. Or cet inquiétant personnage, à la tête d'un bénéfice dépendant de San Venerio, ne se départit pas d'une ligne de conduite conforme à la tradition réglant les rapports entre le monastère et ses commis servant les églises corses. Biancone, comme ses prédécesseurs l'avaient fait, garde et administre le temporel qui lui est confié, concédant les tenures, percevant les redevances, veillant à l'acheminement et à l'embarquement de la part des produits revenant aux moines...⁸¹ Tout au plus peut-on lui reprocher quelques échanges

ils songeaient à se révolter, ils ne se présentèrent pas» (*Hist. de la Corse*, trad. Abbé Letteron, t. I, Bastia 1888, pp. 334-335). Ces propos du chroniqueur montrent bien dans quel sens les Génois pouvaient interpréter l'absence d'Abramo à la réunion.

^{78 bis} Tradition ou, si l'on préfère, situation qui n'est pas propre à San Venerio : A. Casanova a ainsi noté — à propos d'autres seigneuries foncières aux XIV^e-XV^e siècles (de la Chartreuse de la Gorgone, des Gentile) — que «*les tenures sont de faible rapport*», que le domaine foncier «*n'est plus... une source de revenus substantiels pour les seigneurs*» (*Etudes Corses*, 1959, n° 23, pp. 54-55).

⁷⁷ «*Quello prete à una gran particha, è monto conosuto da li signori e da questi nostri capelasi.*»

⁷⁸ «*Senpre fo la sua defencia cu' la Segnoria.*» Cf. notamment *infra* note 91.

⁷⁹ Biancone a certainement participé à la dure répression qui suivit le soulèvement des Cinarchesi (1458-1459). De là sans doute ses relations amicales avec les Génois.

⁸⁰ «*Ello è de loquo che quando elli fageno malle tando godeno elli*» (n° 185, 15 juin 1494).

⁸¹ Lettre de Biancone à l'abbé de San Venerio, 4 mars 1491 (n° 178). Cf. également pièce comptable n° 184. D'autre part c'est grâce à Biancone que la procédure judiciaire engagée à la suite du détournement des grains de San Venerio aboutit à la condamnation de deux parents du coupable, pourtant «*persipali homi*» de Balagne.

de terres désavantageux pour San Venerio⁸² : cela ne tire guère à conséquence⁸³. Nous sommes loin des agissements d'Abramo !

Finalement les choses ne se gâtent entre Biancone et San Venerio qu'à compter du moment où frère Jean Adorno, avec l'aide de Casanova, entreprend d'exploiter les domaines corses de l'abbaye d'une façon plus active et surtout plus directe que par le passé. Les recteurs perpétuels sont évidemment au premier rang des intermédiaires menacés. Mais c'est jouer avec le feu — Biancone ne le cache pas à l'abbé de San Venerio : « *Pensate per lo tempo chi è a vinire, che, da poi che voi volete tenere in voi li vostri benefiti c'avete in Corssica per voi, fate che li vostri frati possano traficcare per Balagna et per Corsica, che non ci sia homo che haia resione di falli male* ». Et d'évoquer le détournement de la part de Jean Adorno, qui est bien la preuve qu'on ne peut accorder aucune foi aux paysans⁸⁴. Mais ce ne sont pas les intérêts de la communauté rurale qu'entend défendre le recteur. Toute sa lettre est une exhortation au maintien des rapports traditionnels entre San Venerio et les intermédiaires corses de l'abbaye... à commencer par lui-même : « *Cercate voi etd eo cun voi di minalla per bono camino per lu tempo che è a venire* ». Usez de prudence, de souplesse, même avec Abramo⁸⁵, recommande-t-il à son correspondant. Gardez-vous de tout brusquer⁸⁶, de vous aliéner des collaborateurs éprouvés et... susceptibles, car « *Corssica sta dui anni in pace et dece anni in guara. Et pertanto lo vostro modo hè di pensare lo tempo che hè a venire* »⁸⁷. Quelques années plus tard un autre correspondant du monastère tient aux moines les mêmes propos : ne cherchez pas la la fortune en Corse, mais seulement à jouir en paix de vos bénéfices⁸⁸ — « *chè Corgicha è molto loquo salvaticho* »⁸⁹.

⁸² Echanges de terres de San Nicolao contre un fonds particulier qui « non valle niente » ; contre « un peso de vigna che non valle lo tersso » (n° 184)... Comment expliquer que Biancone se soit prêté à ces opérations ? peut-être par désir de favoriser un client ? à moins que le recteur n'ait touché en sous-main quelques mesures de grain ???

⁸³ D'autant que l'abbé de San Venerio pouvait toujours par la suite revenir sur ces opérations... à condition d'en être informé. Et c'est là qu'apparaît l'utilité des Anciens.

⁸⁴ « *Pensate voi etd eo che, como funo fallaci a frate Iovanni, anco ci nne podemo poco fida' noi.* »

⁸⁵ Abramo est vieux, observe Biancone : « *ha passato lo suo mello tempo... pero cercate di vive ben con ello et di dalli bone parole.* » Car il pourrait encore vous nuire : par exemple en donnant l'église San Gavino, contre trois cents livres, à un « capillazzo » corse, lequel se ferait confirmer à Rome avant que vous n'en soyez informé... et « *saria poi maio' faticha a cavallonne.* »

⁸⁶ « *Mirate bene che la frecta non vi faccia danno.* »

⁸⁷ Biancone concluait en faisant observer à son correspondant qu'il était « homo provato », connaissant parfaitement « le cose di Corssica como passano », et qu'il donnait son avis « per ogni bono respecto a le cose di lu nostro paese » (Lettre à Benoît, abbé de San Venerio, 4 mars 1491, n° 178).

⁸⁸ « *Per voi non fage di pigla' la fortuna in Corsica, e cerchate di gode' in page li vostri benefiti.* »

⁸⁹ Lettre de Badasano de Corbara à frère Nicolas de San Venerio, 15 juin 1494 (n° 185).

On sait que les affairistes Adorno et Casanova ne tiendront pas compte de ces avertissements : d'où leurs conflits avec les recteurs⁹⁰, ces autres affairistes, et notamment avec Biancone⁹¹. Mais ceux-ci jouissaient dans les communautés paysannes, compte tenu de l'éclipse des Anciens, d'un prestige, d'une autorité incomparables. Leur patronage, en même temps que leur fonction sacerdotale, s'exerçait sur tous. Ils en tiraient profit certes — confirmant l'observation faite qu'« en Corse un prêtre commence presque toujours la fortune d'une famille »⁹² — mais n'étaient-ils pas les seuls susceptibles d'assurer la permanence du pouvoir seigneurial dans ses possessions de Balagne, dans cette Corse médiévale si souvent coupée de la Terre Ferme et ravagée par les troubles ?

⁹⁰ Conflit avec le prêtre Marioto de lo Calvolacio (n° 184), avec le prêtre Thomaxio de Niolo (n° 189-190, 196-197, 201)...

⁹¹ Procès Biancone-Casanova devant le lieutenant de Balagne (n° 179, 23 octobre 1492). Résignation par Biancone de son bénéfice, sous réserve de certains profits en nature (n° 182, 5 juin 1493). Difficultés tenant à l'exécution de la convention passée avec Adorno au sujet de cette résignation (n° 184). Finalement Biancone excédé aurait usé de violence contre Adorno, si le lieutenant de Balagne, Franco de Oliva, ne l'en avait dissuadé : « *ed elo (Biancone) era tanto so amicho che no lo volse deservire* » (n° 185).

⁹² Colonna de CESARI-ROCCA et Louis VILLAT, *Histoire de Corse*, Paris, 1938, p. 55.

LA BALAGNE ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET SOCIALE MAUX ET REMÈDES

par le Chef de Bataillon D. LECA, Commandant d'Armes des Places de CALVI et ILE-ROUSSE

Au camarade Raoul Benigni, Secrétaire Régional du Parti Communiste Corse,
à l'exemple duquel nous devons ce travail.
D. L.

Pour aider à la rédaction
des Cahiers de la Renaissance Française

INTRODUCTION

Lorsqu'on parcourt la Balagne par une journée ensoleillée de cette fin 1945, où l'amandier est en fleurs et l'olivier chargé du produit le plus utile par ces temps de restriction, on imagine difficilement une contrée plus riche, plus agréable et plus prospère.

Et cependant comme ailleurs, plus qu'ailleurs peut-être, les masses laborieuses, ouvriers de toutes catégories, bergers, métayers, petits propriétaires, artisans, pêcheurs, dockers, petits commerçants, fonctionnaires, retraités, y mènent une vie paisible, privés non seulement du nécessaire, mais très souvent de l'indispensable.

A quoi doit-on attribuer une telle misère dans l'une des régions les plus fertiles de la Corse ?

Comment sortir du marasme qui accable une contrée où le bien-être et l'aisance devraient pénétrer dans tous les foyers, où la prospérité devrait être générale ? Telles sont les questions auxquelles nous nous efforcerons de répondre dans l'exposé qui va suivre.

Un peu de géographie

La Balagne est un joyau encastré entre : la mer au Nord-Ouest, la rivière de l'Ostriconi au Nord-est, la chaîne de montagnes de Monte-grosso et de Monte Alo au Sud-Est, et la rivière de la Figarella au Sud-Ouest.

Elle englobe les cinq cantons de Calvi, Calenzana, Muro, Ile-Rousse et Belgodere (1). La population de ces cinq cantons est de 19 750 habitants.

En dehors de Calvi, Algajola et Ile-Rousse, situées sur la côte, tous les villages de la Balagne ont été construits avec le souci de s'abriter et de se défendre contre les incursions des pirates qui sillonnaient autrefois la Méditerranée.

C'est pourquoi tous ces villages sont accrochés à flanc de coteau, et presque tous dissimulés au vu de la côte. Sur les pentes du premier plan, nous avons la Basse-Balagne. Elle comprend les communes de Moncale, Calenzana, Zilia, Cassano, Lunghigniano, Montemaggiore, Lumio, Aregno, San-Antonino, Pigna, Corbara, Santa-Reparata, Occiglioni et Monticello.

Au deuxième plan, dominée par la ligne de crête du mont Talo, se trouve la Haute-Balagne.

Placée à peu près au même niveau, à trois cents mètres d'altitude, on rencontre en partant de Calvi, passant par Lumio pour atteindre Novella, toutes les communes de la Haute-Balagne : Lavatoggio, Catteri, Avapessa, Muro, Feliceto, Nessa, Speloncato, Ville-di-Paraso, Costa, Occhiatana, et Belgodere.

Seuls les villages de Montemaggiore, de Lumio, de San-Antonino, de Santa-Reparata et de Monticello sont visibles de la côte.

De Montemaggiore, on découvre toute l'immense plaine de Lumio à Bonifato, qu'arrosent les deux rivières de Fiume-Seccu et de la Figarella.

De San-Antonino, on voit alors presque toute la Balagne et l'on peut contempler, en particulier, les riches plaines d'Aregno, de Lumio et même une grande partie de celle de Regino.

Cependant, si l'on désire explorer toute la vallée du Regino, de beaucoup la plus riche, sinon la plus vaste, il faut s'en aller à Avapessa, à Feliceto ou à Speloncato. Ce tour d'horizon permet de comprendre les raisons pour lesquelles la haute Balagne est peut-être plus riche que sa partie basse.

Les vallées s'infiltraient en fer à cheval derrière les premières crêtes et c'est sur ces plaines et ces coteaux que l'on aperçoit les meilleurs sites de la région.

Toute la contrée est recouverte d'une immense forêt d'oliviers, parsemée d'amandiers, de quelques vergers dans son ensemble et de plusieurs vignobles près de Calvi.

(1) Les cantons de Lama et D'Olime et Capella font partie de l'arrondissement de Calvi, mais non de la Balagne.

La ville et le port d'Ile-Rousse placés au centre de la région sont certainement appelés dans un bref avenir à un grand développement.

La vieille citadelle de Calvi, située à quelques kilomètres au sud de la Figarella, sert de borne entre la riche Balagne et la région désertique de Galeria.

Cette dernière partie de la Corse ne peut espérer se développer que si les mines d'Argentella et d'Osani, sommairement explorées et sondées, se révèlent assez riches pour être exploitées. Le fait s'est déjà produit pour les mines d'amiante de Luri actuellement en pleine activité.

Par contre, la Balagne qui occupe une position privilégiée par rapport aux autres contrées, possède en même temps les plus beaux sites agricoles de la Corse.

Située à cinq heures de bateau de Nice, elle peut et doit être pour cette grande ville, tributaire des autres régions pour son ravitaillement, le jardin d'approvisionnement en produits dérivant de l'agriculture.

Notre camarade Barel, député-maire de Nice, l'a si bien compris qu'en cette période de difficultés pour les populations qu'il administre, il n'a pas hésité à lancer un appel à la Corse et les Corse répondent avec un enthousiasme fraternel qui renforcera nos relations et resserrera nos liens d'amitié.

Ressources de la Balagne

Les ressources actuelles de la Balagne sont : l'huile, l'élevage et la pêche ; un peu de vin et de charbon, quelques légumes et très peu de céréales.

Ses ressources futures seront sans doute immenses. Déjà le Prince de Monaco, estivant en Balagne avant la guerre, se plaisait à répéter : « Je ferai de la Balagne mon jardin. Un bateau partira le soir de Monaco et sera de retour le lendemain matin, chargé des produits nécessaires à la principauté ».

Ce que le seigneur de Monaco n'a pas réalisé pour l'intérêt de quelques-uns, le peuple de Corse, en accord avec le peuple de France, le réalisera dans l'intérêt général et pour le plus grand bien de tous.

Misères des travailleurs et abandon de l'agriculture

Examinons en attendant, la situation des masses laborieuses et par répercussion celle de l'agriculture dans ce merveilleux pays. Ce qui frappe en premier lieu, dès la prise de contact avec la région, mérite d'être noté :

Tout d'abord, et ce n'est pas le moindre inconvénient, les villages sont trop éloignés de leurs centres de production. La distance moyenne entre les habitations et les champs de culture est de six à sept kilomètres.

Par ailleurs, il n'y a pas de routes carrossables permettant de circuler dans ces plaines, alors qu'il en faudrait dans tous les sens.

La voie ferrée elle-même, ne touche que Calvi, Algajola et Ile-Rousse. Les vingt-cinq autres communes en sont toutes éloignées de plusieurs kilomètres.

Une telle constatation est inconcevable. Voici son explication : lors de la mise en construction de la voie ferrée de la Balagne, on se trouve en présence de deux tracés, le "bleu" et le "rouge".

Le tracé "bleu" desservait la presque totalité des communes mais il ne touchait pas Ile-Rousse.

Il n'était pas question de l'en exclure mais il fallait construire un embranchement.

Les P. qui régnaient dans le château d'Ile-Rousse virent dans ce projet une atteinte à leur prestige ; comme ils étaient tout puissants, ils s'y opposèrent et le tracé "bleu" fut abandonné au profit du tracé "rouge" (ligne actuelle).

Ainsi l'orgueil d'un seul homme l'emporta sur l'intérêt des populations de toute une région, aujourd'hui obligés de faire plusieurs kilomètres pour atteindre une gare de chemin de fer.

Pour se rendre à leurs champs et ramener leurs produits, les cultivateurs se servaient d'animaux de bât ; mais avec la mobilisation et surtout depuis l'occupation italienne, chevaux et mulets ont totalement disparu.

Il ne s'agit pas ici d'un simple détail, mais d'un problème très grave pour qui connaît les difficultés du producteur travaillant loin de son domicile et ne disposant d'aucun moyen de transport.

Il faudrait bien que les Pouvoirs Publics finissent par se rendre compte que le paysan dont on loue la patience, l'abnégation, le patriotisme et l'endurance au travail, a dépassé en Balagne, la limite des souffrances permises et supportables.

Il faudra bien qu'on réclame à l'Italie les animaux qu'elle a retirés de force.

Il faudra bien, dès que possible, que l'armée restitue ce qui restera de nos chevaux et mulets. Au lieu de cela, elle récupère ceux qu'elle avait prêtés, ce qui est évidemment contraire aux intérêts de l'agriculture balagnine. Des solutions radicales s'imposent.

Criminelle inaction des seigneurs de la terre

Alors que sur la France continentale, en Afrique du Nord et dans tous les pays civilisés, la Science et le Progrès ont été mis à profit pour développer la culture et l'élevage, les possédants de la Balagne vivent encore comme leurs aïeux de la période féodale. Il n'y a pas le moindre indice d'organisation moderne de la production.

Aucune irrigation en dehors du petit canal de Calvi, sur un parcours de six kilomètres. Et encore, ce canal a-t-il été creusé parce qu'il traverse la propriété de M. L., dont la superficie pour la vigne seulement est de trente-sept hectares. Naturellement le contrat réserve à cet ancien ministre une prise d'eau personnelle d'un

débit de 6 litres seconde en hiver et de 15 litres seconde en été.

Peut-on s'étonner dans ces conditions si les habitants de la ville de Calvi manquent d'eau pendant toute la période d'été ?

Or, il y a plusieurs rivières qui pourraient, malgré le déboisement, arroser convenablement toutes les plaines de la Balagne.

Nous avons la Figarella au sud, qui captée et aménagée par des barrages et des irrigations, suffirait à l'arrosage de Faratella.

Le Fiume-Secco dont les deux affluents, la Chiatarella et la Teggia, semblent avoir été créés exprès : la première, pour arroser la plaine de Calenzana et de Moncale, la seconde, les quatre communes de Zilia, Casano, Lunghignano et Montemaggiore. Deux barrages et dix kilomètres de canal donneraient à la contrée une extraordinaire plus-value.

Les mêmes remarques sont à faire pour la vallée d'Aregno. Et quant à la vallée du Regino, on a peine à croire que le problème n'ait pas encore été soulevé.

A tout instant et en toute chose nous aurons à déplorer la totale carence des propriétaires dans leur rôle de dirigeants et à enregistrer la nécessité de leur substituer les organisations ouvrières et paysannes, à qui incombera désormais la charge de rénover la France abandonnée et trahie par les vieilles et fausses élites.

Le cheptel

Malgré cette incurie, le cheptel atteint encore en ce moment les chiffres suivants :

Bovins	huit mille têtes
Ovins	vingt-quatre mille têtes
Caprins	douze mille têtes

Ce bétail vit de vaine pâture et naturellement son rendement est médiocre.

Cependant la Balagne exportait encore en 1939, CINQ CENT MILLE KILOGRAMMES de fromage aux caves Roquefort.

Cette production se répartissait ainsi :

Société des Caves Roquefort : 300.000 kilogrammes

Société Maria-Grimal : 100.000 kilogrammes

Caves réunies et petits industriels : 100.000 kilogrammes

Nous n'avons pas pu obtenir de statistiques précises en ce qui concerne les caves spécialisées dans la fabrication et la conservation du fromage dit "Corse" également destiné à l'exportation. Nous savons néanmoins qu'elles constituent la principale industrie, notamment dans la région de Calenzana.

Huiles

La production de la Balagne en huile atteindrait CINQ MILLIONS de litres pour UN MILLION de pieds d'oliviers.

Outre les fabriques appartenant à Messieurs F. de Regino, S. de Santa-Reparata, A. d'Aregno et R. de Lumio dont le pressage dépasse DEUX MILLE décalitres par jour et par fabrique, on compte de CINQ à QUINZE moulins et pressoirs dans chaque commune de Balagne, à l'exception de Calvi où il n'y a pas d'oliviers. Quant aux huiles d'enfer, elles étaient pendant toute la guerre monopolisées par Monsieur A. fabriquant de savon à Regino.

Aucune statistique digne d'être retenue n'est établie pour le vin, car ce produit avait pour ainsi dire complètement disparu du marché normal. Pendant l'occupation italienne, il était vendu jusqu'à 150 Francs le litre. Ainsi, des fortunes colossales ont été réalisées par la plupart des grands propriétaires de la Balagne, pendant que les populations étaient réduites au dénuement le plus complet.

Terres en friche

On s'explique facilement pourquoi les hobereaux de la terre négligent complètement la culture maraîchère et les céréales. On comprend pourquoi des milliers et des milliers d'hectares de terre, autrefois cultivés, sont aujourd'hui en friche.

De nombreux propriétaires possédant de trente à trois cents hectares de terre en font cultiver deux ou trois hectares pour leur usage personnel et laissent tout le reste de leurs vastes domaines en friche.

Ils se contentent de les louer en pâturage aux bergers et en retirent toujours assez d'argent et de produits, pour vivre largement eux et leurs familles.

Peu importe si les populations croupissent dans la misère, si les travailleurs n'ont ni pommes de terre, ni haricots, ni choux, ni carottes, « Ils seront plus souples, plus humbles et plus obéissants ».

Le retour à la terre et l'artisanat

En 1934, Monsieur P. R., grand propriétaire, et maire de Lumio, mais avocat à Nice, menait campagne en faveur du retour à la terre et à l'artisanat.

N'aurait-il pas mieux fait de montrer l'exemple en équipant et en exploitant ses domaines lui-même ?

Eh ! bien non, nous le vîmes en Ajaccio en compagnie de L. de B. et du Lieutenant Colonel R. derrière lesquels se profilaient le Duc de P.-di-B., cagouillard, le Colonel F., directeur des usines Renault et l'armateur bien connu des Corses, J. F.

Si leur coup avait réussi, le but était connu : il s'agissait d'apporter à la Corse les "réalisations" opérées en Sardaigne par l'abject régime fasciste.

A cette occasion, Monsieur R. s'écriait plein de miséricorde : « Corses mes frères, je vous en conjure, accrochez-vous à la terre, revenez à l'artisanat. rappelez-vous que vos pères formaient une sorte d'aristocratie dans l'artisanat ».

Nous n'eûmes pas beaucoup de peine à démontrer à Monsieur P. R. que suivant les justes prévisions de Karl Marx, les trusts de l'Industrie avaient jeté les artisans de toutes les catégories dans celle des travailleurs sans terre et sans moyens d'existence.

Bien que placé au meilleur poste d'observation, puisque tout nous venait de Nice (parquets, portes et fenêtres, outillage de toute sorte, chaussures et autres objets fabriqués), Monsieur R. n'avait pas vu que le menuisier n'avait pas une planche à raboter, le cordonnier une paire de chaussures à fabriquer, le forgeron une hache à forger par semaine.

Monsieur P. R. n'avait pas vu non plus les tonnes de colis individuels exportés par les Galeries Lafayette, le Bon Marché, la Samaritaine, qui ont ruiné les petits commerces tout comme les trusts de l'industrie ont supplanté l'artisanat et rejeté le personnel qui en vivait dans la catégorie des travailleurs sans propriété ni autres moyens d'existence en dehors de leurs bras.

Marché noir, trahison et salaires de famine

Tous les grands possesseurs de domaines, qu'ils ne cultivent pas, ont "très bien vu" les Italiens pendant l'occupation et presque tous en ont profité pour faire du commerce et s'enrichir scandaleusement en vendant leurs produits à l'ennemi, trahissant ainsi leur patrie et affamant leurs compatriotes.

Ils ont vendu l'huile jusqu'à 400 Francs le litre, et le vin 150 Francs ainsi que nous l'avons déjà dit.

Et les pâturages sont encore loués à des prix fabuleux. Pendant ce temps, les malheureux ouvriers agricoles travaillent de l'aube au crépuscule pour moins de 100 francs par jour, les femmes et les enfants des prisonniers et des mobilisés, pour 80 et 50 francs.

Pour ceux qui voudraient le contester, en voici la preuve irréfutable :

Les grands propriétaires s'étaient plaints du manque de main-d'œuvre pour la récolte des olives. L'autorité civile, toujours attentive aux doléances des possédants, a demandé et obtenu des tirailleurs indigènes.

Le Général Gouverneur de la Corse leur a envoyé 60 hommes à répartir et a fixé les salaires à 120 Francs par jour. Les propriétaires ont refusé de payer le prix imposé. Revenant sur sa décision, le Général a ramené les salaires à 100 Francs par jour. Les gros propriétaires ont encore refusé et le Général a dû rappeler ses soldats. L'armée, c'est-à-dire les contribuables, ont en été pour leurs frais.

Il y a lieu de noter que la nourriture et le logement étaient à la charge de l'Etat.

Il faut croire que les propriétaires n'ont pas beaucoup de difficultés pour se procurer de la main-d'œuvre à moins d'un 1/2 litre d'huile par journée de travail. Ils sont étonnés de ne pas l'avoir obtenue gratuitement. Est-il besoin d'aller plus loin pour comprendre l'état

lamentable dans lequel se trouvent les ouvriers et les ouvrières agricoles ?

Ainsi, toujours et partout, les grands propriétaires, chefs de clan, fossoyeurs de la Corse. Pour la Renaissance insulaire, le balayage s'impose. Il est commencé. Il continuera.

La misère des métayers

Quant au métayage, j'en parlerai en connaissance de cause, mon père l'ayant pratiqué toute sa vie et moi-même jusqu'à l'âge de 20 ans, je connais bien la question. Orphelin de père et de mère avant l'âge de raison, et dépourvu de propriétés personnelles, mon père a toujours travaillé au service des propriétaires terriens. Après son service militaire, il se maria et entra comme métayer dans une petite ferme d'une dizaine d'hectares. 2/3 des produits de la terre sont versés au propriétaire ; 1/3 est réservé au métayer.

Malgré un travail acharné, la vie est si pénible et le rendement si réduit que mon père, marié trois fois, a élevé 12 enfants. Il a vu disparaître successivement 2 femmes et 4 enfants.

Ainé de la famille, j'ai vécu cette dramatique période que je ne suis pas prêt d'oublier.

Je n'insisterai pas davantage sur les conditions de vie du métayer, qu'il me suffise de dire que si le service militaire était considéré par la plupart des jeunes gens comme un sérieux sacrifice, il fut pour moi un soulagement et une délivrance. Car, en l'état où se trouvent encore les propriétés de 8 à 10 hectares, dépourvues d'irrigation, d'outillage moderne et de coopératives de vente, elles ne permettent de vivre qu'à la condition d'appartenir à ceux qui les travaillent.

L'exode forcé des travailleurs

Il est facile de comprendre les raisons pour lesquelles les travailleurs s'expatrient, mais à la condition d'avoir travaillé soi-même. Le Corse sans propriété, qui ne s'expatrie pas, est condamné entre les mains des hobereaux de la terre, sinon à mourir de faim (le patron entretient toujours sa bête pour la faire trotter), du moins à souffrir toute sa vie comme au temps du servage. Il n'y a pas grand chose de changé en effet à de point de vue dans la Balagne, depuis de nombreuses années.

Aussi, tous les artisans qui avaient passé 4 ou 5 ans en apprentissage, tous les petits commerçants ruinés, tous les travailleurs de la terre qui ne leur appartenait pas, ont finalement compris que la vie n'était pas tenable. Ils sont partis, les uns dans l'armée, les autres dans la police, les chemins de fer, les P.T.T., les Douanes, pour gagner leur vie plus honorablement et donner un peu d'instruction à leurs enfants. Qui peut les blâmer ?

Qui détient la propriété détient le pouvoir

Maintenant que nous avons constaté l'opulence et l'égoïsme des "sgio" qui possèdent tout et ne font rien ; maintenant que nous avons un aperçu suffisant de la désastreuse position des masses qui peinent dans la misère ; prenons contact avec la terre elle-même ; pénétrons dans ces vastes domaines sans limites, sans clôture et sans culture ; livrés au pacage d'un bout de l'année à l'autre. Peut-être comprendrons-nous mieux les raisons profondes de leur ingratitude apparente pour les possédants, réelle pour les travailleurs.

Et puisque nous repartons de Calvi, arrêtons-nous un instant à la porte de la ville, devant la "porteuse d'eau" symbole du lourd fardeau qui pèse sur la Corse laborieuse depuis toujours.

Renseignons-nous, il faut savoir pour comprendre et expliquer les faits.

Voici l'homme le mieux éclairé de Calvi, il n'est pas des nôtres, mais il est intelligent et nous comprend fort bien. A peine avons-nous dit bonjour que déjà il nous déclare :

« Les sites que vous apercevez à droite et à gauche de la route et derrière l'usine électrique (environ 200 hectares) appartiennent à la Société "Corsotel". Ils sont pour la plupart destinés à la construction et à l'élevage.

« Plus loin, sur les routes de Bastia et d'Ajaccio, vous rencontrerez les propriétés du Docteur M. Un parfait honnête homme. Son gendre le Docteur O., maire de Calvi sous le régime de Vichy, est le fils du Docteur O., ancien maire de Novella. Ce dernier est propriétaire de 570 hectares de terrain, il a quatre enfants : deux médecins et deux juges d'instruction.

« On peut encore citer à Calvi les beaux-frères B. et F., l'un receveur d'enregistrement et l'autre avocat. Il y a également Monsieur M., avoué, dont le fils receveur d'enregistrement à Calvi est le gendre de Monsieur S., le plus gros propriétaire de Santa-Reparata dont il été longtemps le maire. »

Et Monsieur A. L. ?

« Il ne compte pas. Il n'a qu'une centaine d'hectares de terrain ».

On peut cependant le citer comme vigneron.

En allant vers Lumio, vous avez alors deux gros propriétaires, Messieurs R. et C. de L. sont les seuls qui méritent le titre de seigneurs de la terre.

Du reste, vous ne risquez pas de vous tromper, de ces seigneurs là, vous en avez pour toute la Balagne un ou deux par commune.

Ainsi, à Calenzana, vous avez Monsieur M. ancien maire dont le fils est avocat et Monsieur F. dont les deux garçons sont l'un Président de tribunal et l'autre Préfet honoraire.

Nous avons ainsi parcouru toute la Balagne, commune par commune, et constaté effectivement que dans

chacune d'elles, il y a un ou deux gros propriétaires qui ont toujours détenu le pouvoir politique, agrandi le domaine familial par des mariages entre eux, et guidé leurs enfants vers des situations libérales autres que l'agriculture.

Nous voici à Belgodere où nous terminons notre enquête.

C'est le fief des M. Le père possédait à lui seul 15.000 pieds d'oliviers, il a régné comme maire de la commune pendant 60 ans, de 1848 à 1909. Un second a été député. Il avait cinq enfants ; les quatre filles ont été dotées en argent ; le garçon ayant disparu, le château a été légué à l'Institut catholique de France. Il est naturellement inoccupé.

Un des neveux, Monsieur C.-M., est actuellement maire de la commune de Belgodere, bien que le F.N. ait eu à s'en occuper.

S'occuper de culture est une déchéance pour les seigneurs de la terre en Balagne

Il est intéressant de souligner qu'à l'instar des seigneurs Romains les propriétaires de la Balagne manifestent un dédain très marqué pour l'agriculture et l'élevage.

Dans ce pays qui paraît avoir été spécialement créé pour ce que Sully appelait les "deux mamelles de la France", il y a des avocats, des médecins, des professeurs, des pharmaciens, des magistrats, des prêtres et des moines ; tous fort cultivés et presque tous fils de gros propriétaires, mais il n'y a pas un seul ingénieur agronome ni un seul vétérinaire.

Il n'y a pas d'établissement d'enseignement pratique ; pas une machine aratoire moderne : ni défonceuses, ni bateaux mécaniques, ni rouleaux brise-mottes, ni herbes, ni semeuses, ni faucheuses, ni batteuses.

L'agriculture et l'élevage en sont encore au stade primitif, aux méthodes routinières et empiriques de la période féodale.

Rien dans ce merveilleux pays où l'on produit CINQ MILLIONS de litres d'huile en une année, ne laisse révéler le moindre soupçon de progrès.

Nous savons cependant que pour les travaux d'intérêt commun, certaines lois permettaient aux communes des dépenses pour lesquelles elles ne payaient que le 10 % ; 80 % était payé par l'Etat et 10 % par le Département.

S'il en est ainsi, si les seigneurs de la terre qui détenaient le pouvoir local et qui ont toujours eu un des leurs au sein du Gouvernement se désintéressent de l'agriculture et de l'élevage ; s'ils guident leurs enfants vers d'autres branches, c'est qu'ils jugent la profession dégradante.

A moins qu'ils n'estiment, ce qui est encore plausible, que le progrès dans l'agriculture concourt à l'émancipation du peuple, émancipation à laquelle ils sont opposés par toutes les fibres de leur égoïsme de caste et de classe.

Aujourd'hui que les travailleurs sont las de porter le lourd fardeau qu'on leur impose ; aujourd'hui que le peuple a décidé de mettre de l'ordre dans la maison et dans le jardin, les gros propriétaires affolés, se sentant seuls responsables de la situation de fait dans laquelle se trouve le pays, ils ne récriminent plus qu'entre eux et à voix basse. Ils sentent le péril pour leurs domaines incultes.

« Ah ! soupirait l'un d'eux avec lequel nous faisons mine de le plaindre pour avoir des renseignements, nos sentiments de patriotes français mis à part, si la Corse était devenue Italienne, j'aurais voulu la voir dix ans plus tard. Les Italiens ajoutait-il je les connais. Ils sont les plus laborieux, les plus sobres et les plus obéissants ».

Ces pauvres gens en effet, ne pouvant supporter l'abject régime fasciste, se réfugiaient en Corse, travaillaient pour deux méchantes soupes par jour, et faisaient ainsi, à leur corps défendant, une concurrence qui, si elle nuisait aux ouvriers du pays, profitait d'une façon scandaleuse aux gros propriétaires terriens.

Les hobereaux locaux tiennent jalousement à leurs propriétés même incultes. Elles sont leur raison sociale, leur orgueil.

Tout leur prestige en dépend.

S'ils perdent la propriété, ils perdent le pouvoir, car une chèvre, quelques poules, quelques fagots de bois, des olives à ramasser, une parcelle de terrain à cultiver, sont autant de chaînes qui accrochent l'électeur au propriétaire de père en fils, maire, conseiller général et par conséquent personnages tout puissants auprès de des Pouvoirs Publics, des tribunaux et de toutes les administrations départementales.

Comment, tant que de tels errements subsisteront, parler de suffrage universel ? de démocratie ? C'est une véritable dérision. Mais cela a assez duré. Les électeurs viennent de prouver qu'en Corse comme ailleurs il n'est point de Bastilles imprenables. Une domination séculaire, faite davantage de la faiblesse des serfs que de la puissance des possédants, est anéantie. Il faut en profiter pour prendre les mesures nécessaires ;

En premier lieu, il faudra confisquer purement et simplement les propriétés de tous ceux qui, à l'instar des deux cents familles de France, ont collaboré avec l'ennemi, trahi la Patrie et affamé le Peuple.

Il faudra exproprier également tous ceux qui laissent leurs terres incultes.

L'expropriation des affameurs est une mesure de salut public et de justice sociale à plusieurs points de vue :

1°/ On restituera aux travailleurs les terres que leurs pères et eux-mêmes ont fécondées de leur sueur.

2°/ On permettra la mise en valeur des domaines laissés en friche.

3°/ On augmentera la production dont le pays a si grand besoin.

4°/ On procurera du travail aux prisonniers qui vont rentrer et qui pourraient en manquer.

5°/ On diminuera le prix de la vie.

6°/ On tuera le marché noir par l'abondance des produits.

Il n'est pas possible de se dire patriote et de ne pas comprendre ce que le peuple et la nation perdent à laisser de tels domaines, produits de la nature et du travail des générations qui se sont succédé sur la terre, entre les mains de gens qui n'y ont jamais donné un coup de pioche et qui les laissent incultes. Le règne des hobereaux, plaie sociale, élément paralysant de l'économie insulaire, doit prendre fin. L'union de tous les exploités du sol lui donnera le coup de grâce.

Le problème des logements

En Balagne, les taudis sont encore la règle pour les travailleurs. Les rares progrès constatés dont dus aux fonctionnaires et aux retraités qui ont pu réaliser quelques économies et les ont employées à l'aménagement de leurs logements. Mais dans l'ensemble, cette importante question reste à résoudre, et il est probable que l'aménagement des plaines, la transformation des domaines incultes en fermes modèles, en jardins familiaux pour les cultures diverses, entrainera la création de nouveaux villages, mieux situés par rapport aux champs de culture, mieux ordonnés, mieux construits et plus riants.

Santé publique et hygiène

La Balagne ne dispose ni d'un hôpital, ni d'une infirmerie. Il n'y a ni clinique, ni ambulance. La moindre opération urgente est un danger de mort pour nos malades et une ruine pour leur famille ; car il faut aller à Ajaccio, à Corte ou à Bastia. Ainsi, le malade doit être ballotté sur plus de cent kilomètres de mauvaise route, avant de recevoir les soins nécessités par son état. En outre, il est torturé par le souci matériel. Où prendra-t-il l'argent pour payer les frais médicaux et les frais de transport ?

L'hygiène est celle qui se pratiquait il y a mille ans. Il n'y a dans les villages ni égouts, ni eau dans les maisons, ni douches.

Le soleil, le vent et le climat sont les seuls éléments antiseptiques existants.

Il y a cependant des médecins et des pharmaciens à Calvi et à Ile-Rousse. Voilà encore une autre raison de la toute puissance électorale des médecins propriétaires : on a besoin d'eux à tout instant, car le service de santé est encore à la charge du malade. Quels que soient ses moyens d'existence, le patient reçoit des soins en rapport avec l'argent dont il dispose.

Non seulement la Russie, mais l'Angleterre elle-même a résolu le problème de la santé publique. Serons-

nous toujours les derniers à entreprendre des réalisations dans l'ordre des questions économiques et sociales ?

Il faut espérer que les Etats Généraux de la Renaissance Française mettront ce problème en chantier avec la ferme volonté de le solutionner au plus vite.

Le tourisme

Le problème du tourisme qui a fait tant de bruit en Corse reste entier. Les seigneurs de Balagne, en particulier, ont beau chanter ses louanges et proclamer qu'il constitue une des principales ressources du pays, nous ne voyons vraiment pas en quoi ni comment.

Les sites sont merveilleux et les touristes qui les visitent en repartent enchantés, pour y revenir dès qu'ils en ont le loisir ou l'envie ; mais tel qu'il fonctionnait avant la guerre, il ne profitait qu'au P.L.M., à la Compagnie Fraissinet, au trust du Corsotel, qui a du reste acheté les plus beaux sites de la région pour les constructions ; au consortium des Autocars Sud-Est Automobile et P.L.M. et à quelques richards qui n'ont pas besoin de compter. Comme l'a si justement fait ressortir notre camarade Raoul Benigni, Secrétaire de la Région Communiste de la Corse, dans son remarquable rapport présenté à la conférence régionale de Porto-Vecchio en 1939.

Une brochure à rééditer

Et puisque une incidence heureuse nous amène à parler de la brochure de Raoul Benigni, nous croyons devoir souligner l'intérêt qu'il y aurait à rééditer et à diffuser dans toute la Corse, ce document d'une valeur considérable, non seulement par sa documentation fouillée et par l'exemple qu'elle pourrait inspirer aux camarades, mais elle montrerait à tous, amis et adversaires, à quel point le Secrétaire Régional du parti communiste voyait clair dans une situation locale, nationale et internationale, au moment où la plupart des élites nageaient dans l'erreur et le crime qui devaient nous conduire au désastre de 1940 et à l'insultante occupation italienne de 1942-1943.

Le tourisme et les travailleurs

Revenant à la question du tourisme, nous précisons qu'il était considéré par les masses laborieuses de la région comme un véritable fléau.

Pendant la période d'été qui correspondait à la saison touristique, la vie à Calvi, à Ile-Rousse et dans tous les villages de la Balagne augmentait considérablement en raison de l'accaparement des denrées par les grands hôtels qui, par suite de leur riche clientèle, pouvaient acheter à n'importe quel prix.

Les petits transporteurs, les petits hôteliers et tous les

travailleurs en général, y voyaient beaucoup moins d'avantages que d'inconvénients.

Evidemment le tourisme sera une grande ressource pour la Balagne et pour toute la Corse, mais à la condition que disparaissent les trusts affameurs du peuple ; à la condition que les syndicats d'initiative cessent d'être les représentants de ces trusts pour se mettre au service du peuple ; à la condition que la production soit considérablement développée, que des coopératives soient organisées, les prix fixés et respectés ; à la condition que petits commerçants, petits propriétaires, petits transporteurs, petits hôteliers, producteurs et consommateurs de la région, se groupent dans leurs organisations syndicales respectives et par leur action concertée exigent des assemblées municipales et départementales que le Tourisme populaire soit organisé sur des bases nouvelles, plus démocratiques et plus avantageuses pour tous ceux qui travaillent.

Ainsi le tourisme ne sera plus réservé aux seuls millionnaires, il profitera aux voyageurs de toutes les conditions et à l'ensemble de la classe laborieuse de notre région.

LA PÊCHE À CALVI

Voilà une source de bien-être pour toute la population de la Balagne et de profits pour la vaillante corporation des travailleurs qui la pratiquent.

Les pêcheurs de Calvi en particulier, étaient renommés. Dans cette région on ne possède de métier à fond qu'à la condition d'avoir déjà pratiqué la navigation au long cours, "on est alors un homme".

Aussi, la pêche à la langouste était-elle très florissante avant la guerre à Calvi. Le poisson de roche dont on apprécie hautement les qualités se vendait à des prix très abordables (sauf pendant la période de tourisme) dans tous les villages de la Balagne, et s'expédiait vers Ponte-Leccia, le Niolo et Corte.

La langouste s'exportait sur Nice, et les pêcheurs, bien que livrés à eux-mêmes comme tous les travailleurs corses, sans soutien et sans encouragement de la part des Pouvoirs Publics, parvenaient à se défendre et à vivre convenablement.

Il est vrai que très souvent, ne craignant pas de faire double tâche, ils se transformaient en dockers pour charger et décharger les bateaux qui arrivaient dans le port.

La corporation des pêcheurs de Calvi comptait avant la guerre : 3, 4 ou 5 hommes par équipage, suivant l'importance des embarcations. Au total une trentaine d'hommes, presque tous chefs de famille, ce qui représentait le quart environ de la population de la ville, qui vivaient du produit de la pêche.

Sept de ces équipages s'étaient spécialisés dans la pêche à la langouste. Ils disposaient d'un matériel important et coûteux. Le nombre de casiers s'élevait à 120 par équipage.

Ces hommes menaient une vie assez rude mais ils ne travaillaient régulièrement que du mois de mars au mois de septembre.

Rendement

La moyenne du rendement de la pêche à Calvi, pour les six dernières années, a été la suivante :

Année	Poissons	Langoustes	Oursins
1939	12.471 Kgs	9.649 Kgs	
1940	25.568 Kgs	4.201 Kgs	8.600
1941	53.501 Kgs	20.498 Kgs	12.090
1942	19.593 Kgs	24.656 Kgs	8.190
1943	14.581 Kgs	7.063 Kgs	14.140
1944	9.299 Kgs	6.439 Kgs	20.900

Pendant les années 1936, 1937 et 1938, le rendement a été supérieur de 20 % environ au rendement des années 1941 et 1942 qui ont été les plus importantes de la guerre.

Situation actuelle des pêcheurs

Quelle est la situation actuelle des pêcheurs à Calvi ? Elle est simplement désastreuse :

La destruction des cordages et la perte des casiers occasionnée par les vedettes.

L'usure presque totale du matériel restant.

L'occupation des côtes par les flottilles italiennes et alliées.

Le dynamitage des eaux par les troupes italiennes.

Les réquisitions et la mobilisation ont réduit la pêche de 4/5 par rapport à la période d'avant guerre.

Naturellement le train de vie des familles qui en vivent a suivi la même courbe et l'on peut dire aujourd'hui qu'elles sont à bout de souffle.

Inaction des Pouvoirs Publics

Croyez-vous que quelqu'un s'en inquiète ? Parfois oui, mais pour crier contre la pénurie de poisson ou sa cherté que l'on attribue à la paresse et à la rapacité des pêcheurs.

Il est cependant grand temps de voler à leur secours, non seulement parce qu'on le doit comme à toutes les catégories de sinistrés, mais dans l'intérêt même des masses, sans distinction de classe.

Sans doute, la guerre bat son plein et il n'est pas facile de s'occuper activement des pêcheurs ; mais le malheur est que l'on ne s'en est jamais occupé et qu'il est urgent de commencer à faire quelques chose.

Si les Pouvoirs Publics, conscients de la situation, faisaient le moindre effort d'imagination, ils s'apercevraient vite que le cheptel local ayant considérablement diminué, il va falloir trouver une solution au ravitaillement des populations de l'île.

Le poisson pourrait suppléer au manque de viande

Or, nous savons que la corporation des pêcheurs pourrait, en grande partie, remplacer la viande par le poisson, pourvu qu'on lui donne le matériel nécessaire. Ce matériel facilement transportable pourrait être demandé à nos alliés au titre d'un prêt-bail, en faisant ressortir son importance pour le ravitaillement des populations de France ; car, ce qui est vrai pour Calvi et Ile-Rousse l'est également et peut-être dans des proportions encore plus importantes, pour toutes les côtes françaises où l'occupation, la guerre et les impositions allemandes ont sévi plus qu'en Corse.

Lorsqu'on examine le problème de la pêche de près et que l'on essaie d'en établir les données, on est surpris par sa simplicité et l'on est alors en droit de se demander si l'on y a simplement réfléchi.

De quoi s'agit-il en fait ? Les pêcheurs manquent de filets, de brimes ou cordages, de fil, d'hameçons, de peinture, de teinture et d'un lamparo.

Les services qu'ils pourraient rendre aux populations éprouvées par les restrictions sont considérables.

Aussi, sommes-nous convaincus, que la disproportion entre les difficultés rencontrées à se procurer le matériel nécessaire et les inconvénients qui en résultent à demeurer dans la situation actuelle est flagrante.

Cet hiver dans la Balagne, le temps a été particulièrement mauvais et le résultat de la pêche à peu près nul. Détail caractéristique de l'abandon dans lequel sont laissés les pêcheurs : il n'y a pas un seul refuge sur la côte de Balagne alors que pour Calvi seulement il en faudrait un à Porto-Agro, l'autre à Cadréa et le troisième à Argentella.

Est-ce trop demander aux Pouvoirs Publics que de faire installer ces trois abris ? La dépense n'est pas considérable et les pêcheurs de Calvi n'hésiteraient pas à sortir au moindre signe de mauvais temps.

La chasse aux marsouins

Et la chasse aux marsouins dévastateurs de filets ? Il y a à Calvi tout ce qu'il faut pour parer à cette calamité. La Marine Militaire qui surveille les côtes dispose de mitrailleuses à profusion. Il suffirait d'une entente entre la Préfecture et l'Amirauté, peut-être entre le Maire et le Commandant du Front de Mer, pour résoudre ce problème d'intérêt général.

Mais il faudrait pour cela, démolir les cloisons étanches et réaliser la cohésion des efforts par l'union de toutes les bonnes volontés.

La taxe du poisson et la carte de travailleur de force

Malheureusement, ces rudes travailleurs de la mer n'ont jamais intéressé les Pouvoirs Publics, sauf toute-

fois pour leur refuser la carte de travailleurs de force et taxer le poisson à 40 francs alors qu'il est vendu 50 francs le kilo à Ajaccio.

Est-ce que du moins les "Compétences" qui ont soumis de telles propositions à la signature de Monsieur le Préfet pourraient justifier cette différence de prix ?

Et qui peut-on appeler travailleurs de force si les pêcheurs qui passent leurs nuits sur des barques en mer en sont exclus ?

La pêche à la langouste pour 1945

De semblables procédés ont de fâcheuses conséquences dont voici l'un des aspects :

Avant la guerre, sept embarcations partaient au mois de mars pour la pêche à la langouste, avec 120 casiers chacune, ce qui faisait pour Calvi un total de 840 casiers.

Cette année, trois barques seulement pourront profiter de cette pêche avec 60 casiers l'une. Soit 180 casiers au lieu de 840.

Quant aux casiers pour la pêche aux *tannuti* il n'en reste pas un seul.

Tout cela faute de cordages. On sait en effet qu'il faut 2 cordes de trente mètres de long sur 12 mm de grosseur par casier, soit : $120 \times 60 = \dots 7.200$ mètres par équipage.

Dommages de guerre

Il convient de noter que beaucoup de ces cordages ont été dévastés par les vedettes Italiennes et alliées et devraient en toute équité être considérés comme dommages de guerre.

Mais là encore les pêcheurs se heurtent à de graves difficultés. Comment administrer la preuve de l'imputabilité à l'Etat de pertes et dégâts occasionnés en mer, alors qu'il est déjà si difficile de la réaliser sur terre ?

Pourtant une solution s'impose et nous estimons que la preuve de la destruction des cordages et par suite, de la perte des casiers, peut et doit être obtenue. Et notre Parti doit s'y employer de toutes ses forces, car c'est un acte d'élémentaire justice.

Une enquête sur place, par exemple, ne permettrait-elle pas à des spécialistes de déterminer si les sinistres possédaient bien ce matériel et s'il a été perdu en quantité considérable ?

Dans l'affirmative, défalquez, s'il y a lieu, ce qui peut être attribué à l'usure ; mais pour le reste, le remboursement ou le remplacement serait conforme à la simple équité.

Et la retraite des pêcheurs ? N'est-elle pas dérisoire comparée au travail pénible et dangereux fourni pendant tant d'années ?

La corporation des pêcheurs par elle-même digne du plus grand intérêt, intéresse la population toute entière, et les organisations ouvrières et paysannes se doivent

de jeter le cri d'alarme, pour exiger des Pouvoirs Publics que ces justes revendications soient enfin prises en considération.

LES BERGERS

La corporation des bergers en Balagne est une des plus importantes, sans doute la plus intéressante. Elle compte 456 éleveurs qui se répartissent comme suit :

Région de Calvi-Calenzana	174
Région d'Ile-Rousse	120
Région de Belgodère	119
Région de Muro	43
Total	456

Propriétaires et domestiques

Parmi ces éleveurs il faut évidemment distinguer deux sortes de bergers : les propriétaires du troupeau et du pâturage et les autres.

La première catégorie représente l'infime minorité des bergers. Ils disposent généralement d'un personnel domestique et leur rôle se borne à la surveillance.

Les domestiques reçoivent un salaire journalier ou mensuel, mais ne participent aucunement aux bénéfices.

Parmi cette catégorie de bergers, ce sont les domestiques qui nous intéressent en premier lieu. Ceux qui les exploitent entrent dans la catégorie des propriétaires vivant de la sueur des autres et considérés comme tels.

Les vrais bergers

Tous les autres, l'immense majorité des bergers, payent le pâturage et très souvent, le troupeau qu'ils ont devant eux ne leur appartient qu'en partie. Nul n'ignore en effet, que beaucoup de gens investissent leurs capitaux dans du bétail qu'ils cèdent à mi-fruit aux bergers pauvres. Beaucoup de propriétaires pratiquent ce mode de placement aussi rémunérateur que difficile à contrôler.

C'est ainsi qu'a pu s'accréditer la légende répandue dans les villes :

"Les bergers sont tous riches". Hélas ! la réalité de la vie des bergers est bien différente et bien triste à constater.

Il suffit pour comprendre le sort de ces pauvres gens, de pénétrer dans leurs cabanes. On en ressort édifié : une seule pièce, sans fenêtres et sans plancher.

Comme mobilier, un sac par terre ou un grabat. Un chaudron pour la cuisine et l'autre pour le lait ; quelques ustensiles pour fabriquer le fromage et deux ou trois escabeaux constituent tout le matériel à l'intérieur du logis.

Observez-les en période de transhumance, un ou deux ânes emportent tout le mobilier familial.

En montagne c'est la même organisation, mais on y souffre moins grâce à la bonne saison.

Ceux que j'ai vus ces derniers temps dans la Balagne, sont plus malheureux que jamais.

Les effets sont en loques et leurs chaussures sans semelles. Du matin au soir, ils trottent derrière leurs troupeaux qui, ne rencontrant qu'une pâture insuffisante, arpentent des dizaines de kilomètres par jour.

Pas une minute n'est accordée aux bergers, il ne peut être question d'abandonner le troupeau sans crainte de dommages, car les propriétaires ne clôturent même pas les quelques parcelles cultivées pour leur usage personnel. Et puis, il y a les olives cette année !

Non ! le malheureux berger ne connaît pas de trêve ; qu'il pleuve, qu'il vente ou qu'il neige, il est dehors avec ses bêtes, et, stoïque, il les suit jusqu'au soir, menant la même vie que son maigre troupeau, n'ayant comme compagnons que son chien, ses chèvres ou ses moutons.

Vie intérieure du berger

De retour à la bergerie, il faut apporter du bois pour la cuisine et pour se chauffer ; il faut traire les bêtes ; donner un coup d'œil à toute chose. Après ces multiples corvées, le berger pourra s'approcher du feu, faire sécher ses haillons, car il n'en a pas toujours de rechange et pendant cette opération, prendre son frugal repas l'assiette sur les genoux.

Restauré, réchauffé et las à la fois, il n'aura pas de peine à s'endormir jusqu'à ce qu'il soit réveillé par le froid. Alors, il se relève sur son séant, attise machinalement le feu, souffle pour ranimer la flamme et de nouveau, le voici étendu sur son sac, les pieds contre le foyer.

Dès l'aube, il faut traire, fabriquer le fromage ou porter le lait au dépôt de Roquefort. Pendant ce temps les bêtes attendent dans la bergerie.

Cette importante corvée terminée, il met du pain et du fromage dans sa musette et de nouveau il recommence à trotter toute la journée comme la veille.

Le soir venu, il fera ce qu'il a fait chaque jour à la même heure et qu'il refera probablement toute sa vie, car le berger ne change pas de profession.

Que ferait-il ? l'ouvrier agricole ? il faut malgré tout quelques aptitudes qu'il n'a généralement pas. Et puis, est-ce qu'il est assuré d'avoir du travail en permanence ?

Comparaison

Aucune autre corporation de travailleurs ne peut lui être comparée si ce n'est celle du matelot-pêcheur au service d'un patron de barque, et encore ce dernier a-t-il quelquefois le plaisir de coucher dans un lit et de goûter à la vie en société, ce qui est appréciable. Evidemment il faut des bergers si l'on veut avoir du lait, du fromage et de la viande. Malheureusement, il y a

très peu de gens susceptibles de comprendre la somme de reconnaissance qui leur est due.

Grâce à l'abnégation et à l'esprit de sacrifice de ces 456 hommes incomparables par les services qu'ils rendent, les enfants et les grandes personnes ont journellement du lait, du fromage et très souvent de la viande.

Que reçoivent-ils en échange de tant de souffrances et de dévouement ?

Nous posons la question et voici la réponse :

Lancés dans la nature, constamment au maquis, effets et chaussures s'usent trois fois plus vite que chez tout le monde.

Que fait-on pour parer à cette situation ,

Des bons supplémentaires pour les bergers ? ces pelés ! allons donc ! "Ils sont tous riches".

Coincés entre les propriétaires, les collecteurs et le Consortium Roquefort, souvent tracassés par les dévastations de cultures qu'il ne parviennent pas toujours à éviter malgré leurs efforts, ils sont ainsi écorchés et tondus au vrai sens du mot.

Non seulement les bergers ne sont pas riches, mais ils n'ont jamais connu, en Corse tout au moins, ni confort ni aisance.

Ceux qui prétendent le contraire, ne feraient pas mal de vérifier les faits ; car il n'y a rien de plus lâche que d'insulter à la misère de ceux qui souffrent en travaillant.

Les bergers dans la Résistance

Or, si pour les uns, les bergers sont tous riches et pour d'autres, des "intouchables", pour nous qui avons vécu avec eux et qui les connaissons, nous disons : quelle droiture et quelle grandeur d'âme !

Qui, je vous prie, pendant l'occupation italienne, nous ravitaillait de jour et de nuit ?

Qui montait la garde, fusil au poing, lorsque nous parcourions les villages pour y organiser la résistance ?

Je n'ai jamais vu ni notaires, ni juges, ni grands propriétaires. Beaucoup de ceux-là collaboraient, d'autres faisaient soi-disant de la diplomatie.

Les exceptions à la règle ? Nous leur rendons hommage, mais, pour la généralité, nous disons : quelle veulerie et quelle lâcheté !

Sur les bergers on pouvait compter. Il est rare en effet qu'un berger donne sa parole et y manque.

Vain calcul

– « Les bergers sont riches, il est du reste facile de le prouver. »

Et voici notre détracteur un crayon à la main :

– « Une brebis donne un demi-litre de lait par jour, 100 brebis, 100 fois plus pendant la moitié de l'année. Soit 50 litres de lait, pendant 180 jours, à 8 Fr. 50 le litre = 76.500 Francs. Et les agneaux ? et la laine ? »

Le raisonnement est vraiment trop simpliste ; une enquête judicieuse et objective nous permet de constater qu'une partie des brebis sont stériles, d'autres meurent de maladie ou sont mangées par le renard, d'autres encore nourrissent les agneaux à élever.

Devons-nous rappeler que trop souvent une partie du bétail est gérée à mi-fruit ? et les pâturages ?

Tout compte fait, les bergers qui balancent leur budget à zéro à la fin de l'année ne se plaignent pas. Malheureusement beaucoup d'entre eux sont obligés de s'endetter et quelquefois, ils vieillissent sans parvenir à payer le bétail qu'ils ont élevé et qui ne leur appartient pas.

Marché noir

Nos arguments ne parviennent pas à convaincre le détracteur. Il revient à la charge : – « Et le marché noir ? il ne faut pas oublier que des voitures circulent nuitamment chargées de fromage en direction des villes où le "vieux" est vendu 200 Francs le kilo. »

C'est possible, c'est même probable ; mais il ne faut pas en accuser les bergers qui n'ont ni caves de conservation ni voiture automobile.

Ce n'est donc pas aux bergers que l'on peut s'adresser pour ce genre de trafic. Voyez plutôt les collecteurs et les cavistes, ils pourront vous renseigner utilement.

Collecteurs et grossistes à l'œuvre

Le berger corse vend son fromage 45 Francs le kilo après 45 jours d'affinage.

Comme il ne dispose pas de moyens de transport, c'est le collecteur qui assure le transfert entre la bergerie et le grossiste.

Savez-vous combien il reçoit pour cette opération ? Très exactement, d'après les tarifs préfectoraux, 10 Francs par kilo.

Le grossiste le lui paye donc à raison de 55 Francs le kilo.

Le détaillant vient le chercher chez le grossiste et le paye 58 Francs le kilo.

Ainsi, ce dernier, sans frais, souvent sans avoir à défaire les colis, perçoit 3 Francs par kilo.

Le détaillant par contre pour le prendre chez le grossiste et le débiter par morceaux de 100 et 200 grammes aux consommateurs ne reçoit que 4 Francs par kilo.

Comme on le voit, pour faire une moyenne de 7 à 8 kilomètres, le fromage livré par les bergers à 45 Francs le kilo est vendu aux consommateurs 62 Francs le kilo. Différence : 17 Francs par kilo.

Il ne paraît pas douteux que si le détaillant peut gagner sa vie en recevant 4 Francs par kilo, le grossiste pourrait se contenter d'un Franc et le collecteur de 3 à 4 Francs. Malheureusement, grossistes et collecteurs sont des personnages influents, contre lesquels les bergers

n'ont pas beaucoup de moyens de défense.

Il faut les voir arriver à la bergerie, emmitoufflés dans leur canadienne ou leur pardessus de laine, l'œil luisant et malicieux, le sourire aux lèvres, laissant ainsi percer la satisfaction pour la "bonne affaire" à réaliser.

– « Bonjour Ziu Anto ! combien de kilos de fromage ce matin ? »

– « U nè so nullà ch'un n'aghju bilancia. »

– « Et pour le prix on s'arrangera ? Vous savez que l'essence et les pneus coûtent chers. »

– « M'arranghjarei tu chi saï cuntà ! »

Effectivement il est arrangé de la bonne manière.

Il faut que ça change

J'ai vu des bergers manquer de sel pour la fabrication de leur fromage. J'en ai vu qui, en raison de leur tenue devenue indécente, se cachaient par pudeur.

J'en ai vu qui n'avaient pas de couverture pour la nuit, ni d'imperméable pour se défendre contre la pluie. Et les bergers sont riches !

Cela nous rappelle l'abominable campagne menée par certains journaux pour démontrer que les mendiants étaient riches. N'avait-on pas trouvé des millions cachés dans la paillasse de l'un d'eux ?

Nous n'avons pas l'intention d'établir une analogie entre ceux qui travaillent et qui sont pauvres et ceux qui mendent, nous voulons simplement attirer l'attention des travailleurs sur le fait que le pauvre n'est pas seulement exploité matériellement par le riche, il est encore maltraité moralement.

Nous voulons que l'on constate ce qui est exact, que le berger pauvre, n'osant même pas se plaindre, continue sa triste vie de "Juif errant", pour payer des canadiennes à 10.000 Francs aux intermédiaires.

Nous protestons avec énergie, contre cette situation de fait des bergers corses.

Nous protestons aussi contre la légende des bergers riches.

Nous demandons qu'on leur donne des bons d'achat supplémentaires et par priorité, en rapport avec la vie qu'ils sont obligés de mener.

Nous demandons que les bergers soient visités par des inspecteurs du travail.

Nous demandons qu'ils soient mis en mesure d'être logés convenablement.

Nous demandons que leur fromage soit payé en rapport avec les prix accordés à la Société Roquefort et Sarde dont la différence, 24 Francs par kilo, nous paraît vraiment hors de proportion.

Nous demandons que la retraite des vieux travailleurs leur soit accordée.

Nous demandons aux bergers eux-mêmes, de se regrouper en un syndicat et de choisir des délégués susceptibles d'étudier la solution des problèmes qui les intéressent.

Nous demandons à la C.G.T. de se préoccuper de l'organisation syndicale de la corporation la plus intéressante du prolétariat corse.

Nous demandons aux Pouvoirs Publics de prendre en considération les doléances des bergers et de les aider à améliorer leur sort.

Nous demandons au Grand Parti Communiste de désigner une commission spéciale chargée de la défense des intérêts des bergers corses.

Nous demandons au Front National de mener campagne en leur faveur.

Nous demandons enfin à tous ceux qui souffrent de la misère d'autrui de se pencher sur le sort des bergers corses, ils en sont dignes !

CONCLUSIONS

Comme nous venons de le constater pour toutes les questions étudiées dans ce rapport, qu'il s'agisse d'agriculture, d'élevage, de routes, d'habitations, de santé publique, d'hygiène, comme du sort des différentes corporations de travailleurs, tout est à faire ; tout est à créer, à réformer, à aménager, à répartir, à équiper, à construire, à rénover.

Devons-nous dans ces conditions conclure par un programme ?

Si objective qu'elle soit, l'analyse de la situation économique, politique et sociale d'une région ne suffit pas.

Constater le mal sans en rechercher le remède n'est pas une solution. C'est pourquoi, l'esquisse d'un programme d'organisation, d'aménagement et d'équipement s'imposerait.

Malheureusement, toutes ces questions se tiennent, s'harmonisent et se complètent, il n'est pas toujours possible de proposer la solution de l'une d'entre elles sans soulever les autres.

C'est donc d'un programme national qu'il s'agit et auquel il faut faire appel.

Le programme du parti communiste nous paraît le plus simple et le plus complet mais il ne peut être question de le reproduire ici.

Notre but pour le moment est plus modeste : il s'agit pour nous d'émettre des idées qui peuvent en suggérer d'autres plus importantes et plus judicieuses. Il s'agit surtout de réveiller les masses laborieuses et d'attirer leur attention sur les problèmes qui les intéressent et à la solution desquels elles doivent apporter leur agrément et leur concours.

Une fois que le véhicule aura quitté l'ornière il roulera plus facilement.

Pour y parvenir, il faut avant tout, rechercher la vérité et la proclamer publiquement ; étaler la situation des travailleurs telle qu'elle est, sans fard ; dénoncer les scandales et les abus.

Il faut clouer au pilori tous ceux qui s'acharnent contre le peuple.

Il faut que cesse la légende des bergers riches qu'on écrase d'impôts, et celle des propriétaires ruinés à qui l'on distribue des secours et des primes d'autant plus fortes que le nombre d'oliviers qu'ils possèdent est plus important.

C'est une drôle de façon de concevoir la justice que d'enlever aux pauvres pour donner aux riches.

Devant de telles iniquités les consciences les plus endurcies se révoltent et c'est justice.

Alors ? alors le mal est vraiment trop profond, il faut opérer d'urgence.

Dans le cadre du programme du Conseil National de la Résistance, nous devons trouver des remèdes efficaces et substantiels à la triste situation qui accable les travailleurs.

Pour la région, la confiscation des fortunes réalisées par la collaboration avec l'ennemi et la reprise des propriétés laissées incultes permettront la mise sur pied d'un vaste programme de réalisations urgentes.

En tête de ce programme devra figurer l'aménagement des eaux et des routes, l'installation d'un sanatorium avec clinique, outillage et ambulance modernes.

Il n'y aura même pas besoin de bâtir : l'Institut Catholique sera probablement très heureux de céder pour une bonne œuvre le château de Belgodere et au besoin une grande partie du couvent de Corbara dont les neuf dixièmes des locaux sont inoccupés.

Il ne faudra guère plus d'un an pour réaliser ce programme.

En ce qui concerne la culture, ouvriers agricoles, métayers, bergers, matelots-pêcheurs, artisans et petits commerçants ruinés par les trusts, sont là et ne demandent qu'à travailler et à produire. Il faut leur en donner la possibilité.

Il faut leur distribuer des lots de fer, des outils, des engrais, des semences pour leur permettre de démarrer.

Il faut, sous forme de ferme modèle, installer trois centres d'enseignement pratique, avec dépôts de machines et d'outillage aratoire modernes. Un dans la plaine de Lumio ; le second dans la plaine d'Aregno ; et le troisième dans celle du Regino.

Dans ces centres, les nouveaux producteurs doivent trouver des techniciens capables de les guider et de les instruire par les conseils et par l'exemple.

Les Corses sont curieux et observateurs, ils font assez vite leur profit des expériences faites, des exemples vécus.

Ils commenceront à acquérir des notions générales d'irrigation, d'aménagement des eaux, de sondages du terrain, de botanique et de physiologie végétale, de clôture par des haies vives.

Des notions aussi, sur les divers instruments et outils nécessaires aux agriculteurs ; l'établissement des prairies, l'élevage, l'amélioration des races, la nourriture et les soins à donner au bétail, la préparation et la conservation des fromages et des beurres.

Le choix et la multiplication des animaux de basse-cour, la préparation et l'emploi des fumiers et engrais, la culture des légumes, etc.

Ils apprendront à cueillir et à conserver les fruits, les légumes verts, les jus de fruits, à fabriquer les confitures, à préparer les conserves de viande.

En arboriculture, ils verront comment on prépare le sol d'une pépinière, la distribution des plantes, la transplantation, la taille des arbres fruitiers et de l'olivier.

Nous nous plaisons à faire remarquer que la reprise pour la mise en valeur des propriétés non cultivées, qui est la pierre angulaire de la reconstruction de la France Nouvelle, ne semble présenter aucun inconvénient sérieux en Balagne.

Comme nous avons pu le constater, tous les propriétaires de grands domaines ont une profession autre que celle d'agriculteur.

Ils ne souffriront donc pas beaucoup de la perte d'une terre qu'ils ont pour ainsi dire complètement abandonnée.

Au contraire, toute la population de la Balagne et les travailleurs en particulier, y puiseront par leur labeur, les moyens de vivre et de faire vivre convenablement.

Ainsi, nous avons prouvé, par l'exemple de la Balagne, qu'avec un minimum de bonne volonté de la part des pouvoirs publics, on pourrait, avec l'aide de tous, obtenir dans des délais réduits, des améliorations sensibles. A Calvi, fief des hobereaux, le peuple, par son vote, a prouvé qu'il était prêt à appuyer les entreprises les plus hardies. Il faut l'entendre et s'engager, sans plus attendre, dans la voie des réalisations. La Corse veut du nouveau. Il faut agir.

* NDLR - Nous avons cru bon de respecter au plus près la graphie, la ponctuation, l'usage des majuscules et la présentation générale du manuscrit.

"Tout ce à quoi l'éloignement donne fièvre" (1)

Il me souvient d'un stage de terrain à Sartene où, enquêtant auprès d'une famille de *sgio*, je m'aperçus que, depuis la grande maison bourgeoise et cossue qui s'élève dans les nouveaux quartiers, le regard donnait à la fois sur la villa bâtie dans la périphérie, l'altière *casona* de granite gris du centre historique, berceau de la famille, et le majestueux monument funéraire de l'autre côté dans le cimetière. Espace des vivants, espace des morts, toute une histoire, toute une vie, tout un lignage, dans un regard.

D'une rive l'autre, Marcel Migozzi, comme sans doute beaucoup de Corses de la diaspora, vit et écrit dans cet espace géographique particulier, où depuis le coin de Provence où il a jeté l'ancre (l'encre), le village du père dans l'île, son lieu d'ar-

rivée et de labeur sur le continent ne sont jamais oubliés.

Dans ce numéro de "*Strade*" qui accorde beaucoup de place à la démographie historique et aux aires de mariage, il nous a paru nécessaire de marquer que, derrière la froide comptabilité des mariages, se cache toute une multitude de vies, de destins riches et variés, et au-delà l'histoire de tout un peuple souvent amené à émigrer.

"*Calenzana*" (2), par ses mots simples, pleins, ses dits et ses non-dits, son émotion contenue, témoigne de cet attachement filial à la terre du père, berger *calenzanincu* venu, comme beaucoup, travailler à l'arsenal.

Jean-Luc ALBERTI

NOTES

(1) Marcel Migozzi est né en 1936 rue de la Fraternité, dans ce quartier populaire du vieux Toulon où vécurent tant de *Balanini*. Enseignant à la retraite, il vit dans un village du Var aux pieds des Maures. Membre du Comité éditorial de la revue "*Sud*", il a publié une vingtaine de recueils de poésie et collabore à de nombreuses revues.

Parmi ses récentes publications citons : "*On aura vécu*" (Telo Martius, Prix Artaud 95), "*D'autres étés plus au sud*" (L'Harmattan, 1996), "*Toit de bruyère et feu de tourbe*" (Encre Vives, 1999).

(2) "*Calenzana*" fait partie d'un recueil "*Corsica*" à paraître.

Calenzana

à mon père

Pa

c'est en souvenir de toi, ce noir
que porte maintenant à ses os,
et si je m'isole
parfois sous la terre avec toi,
avec elle parfois sur terre
pour lui faire toucher sur moi
la peau de berge.

U populu corsu

m'emplit à noircir la bouche de mon père.

Sa vie, l'espace des bergers
aurait pu la dépecer ici.
Sur l'île être entière ses cheveux noirs
qui teignent les miens.
Mais traversant la mer
il connaît les sacrifices d'un ouvrier
et me donna cette main
où je meurs encore
quand la solitude me pèse.

Né de père inconnu en Corse,
balbutiant, sous vraie famille,
que devenir

avec l'odeur désaturée du maquis, la mer
cet indigo des pauvres qui n'ont que la mer
à traverser ?

Touton puis la guerre, maintenant
puis cinq enfants, disgraçati,
tu deviens limonadier,
marchant à l'Arsenal, volier,
et père encore en 36, pour moi,
avec les os de continent
qui m'équilibreront.

Hier je suis entré dans ton village natal.
Les seuls n'avaient aucun ciment signé de toi.
Où vivais-tu ? N'y a-t-il aucun souvenir
baigné de toi qui puisse se poser au bord
d'une huile, place de l'église ?

l'ingé sans rien, sans la moindre

fronce à l'éternité !

Mais tu as dû souffrir, les yeux entretenus

par la mer, l'attendre le pont

de ton premier bateau pour le continent 14-15 ?

Ah ! l'immobilité d'un parapet

pour un adolescent !

Mais se plaindre : pourquoi ?

Les mots de ton vœu tu ne les usais pas,

si peu dite aussi fut la tendresse mais de chair

pleine dans ma chair, si timides toutes deux...

Ce soir, dans quelles traces disparues de toi

déposer ce poème qu'il te parvienne en baiser ?

La place de ton village que tu connus terreuse

corse parmi les plus corses, Pa, elle est ce matin

de juillet envahie d'autos étrangères (la nôtre par-

mi les grueuses, anonymes) et de corps invisibles

aux yeux des vœux de la génération.

Le mien aussi ! J'aurais tant désiré qu'ils

te reconnaissent en moi ! Je dépasse leur banc

de pierre, aucun n'a bronché. Fin.

A leur caractère épaisse mon corps s'est offert

raïement, les raisseaux des années se bouchent,

les souvenirs se déboulent, se défont les nœuds

au bord du mouchoir bleu, mais qui pourrait

entendre le sang d'un fils tonner dans l'espace

qu'on lui interdit de ses origines ?

200 mètres après les oliviers, à gauche, j'entre pour

la première fois dans le cimetière de ton village.

Les cypres y ont vite l'odeur des tombes ouvertes et

vides depuis longtemps. Car ce que je cherche ici a

pris la terre et disparu dans le silence des familles

pauvres depuis longtemps. Pas de veines pour nous

dans le marbre mon père !

Même mes grands-pères ont été dispersés

dans les mémoires. Plus rien, ni os ni photos.

Je le savaï : même sous terre, huile et froment

n'étaient pas de noire côté.

Marcel MICOZZI

Identité et territoires dans les quartiers sud de Bastia : l'exemple de la cité "Aurore" *

Corinne CASSE

Au sud de Bastia, face à la mer, adossée à la montagne au cœur du quartier de Lupinu la cité "Aurore" étale au soleil ses façades brunes aux couleurs fanées. Un maximum de logements sur un minimum d'espace donne au quartier l'aspect d'une succession de barres, de blocs, de ciment et de bitume où viennent se greffer quelques signes d'humanité : du linge aux fenêtres, des jeux d'enfants, des commerces isolés, quelques voisins discutant debout sur le pas d'une porte, assis dans un abribus ou sur un muret de ciment.

Les enfants du quartier ont le souvenir des jeux en bas des immeubles, dans les quelques espaces libres de béton, à la fonctionnalité mal définie, faux espaces verts réinvestis en aire de jeux. Les parkings deviennent espaces de sociabilité et les petits immeubles la maison familiale pour plusieurs générations. Quelque part, derrière un bâtiment, une petite maison et son jardinet, insolite, souvenir du premier Lupinu, exposée aux regards des quelque cent ou cent cinquante logements qui l'enserrent. La "cité Aurore" est un cas à part dans Lupinu, un exemple architectural extrême. Les ensembles voisins, eux aussi "HLM", sont désignés comme "Provence Logis" ou "Résidence Unetelle". La distinction se fait aussi, et peut-être d'abord par le nom.

Les façades d' "Aurore" exposées à la route n'ont que de petites ouvertures, des "fenêtres pour un seul", les loggias se trouvant côté mer vers l'intérieur de la cité. Un automobiliste étranger ne connaissant pas les lieux, garde une image assez démoralisante des habitations, "un entassement de cages à poules" comme disent certains bastiais. Les quelques espaces verts (carré d'herbe pelé et petits bosquets) et aménagements qui se trouvent

au centre passent inaperçus. Ceci augmente l'apparence agressive de la cité et a nourri les fantasmes de "quartier dangereux" véhiculés dans le reste de Bastia. La cité apparaît comme un huis clos inquiétant et hostile d'emblée.

Pourtant, bon nombre de ses habitants y sont fortement attachés. Ils en parlent comme d'un quartier "à part", un îlot préservé où les relations sociales sont encore de qualité, où les gens sont simples et "sans chichi", où "la mentalité est bonne" peut-être même "meilleure que chez les autres".

Espace hybride entre quartier de village, quartier de la vieille ville où la lessive se faisait au lavoir, et aménagements modernes décatés, la cité "Aurore" reste le symbole des familles laborieuses des années soixante. Stigmatisée, elle garde l'histoire des quartiers populaires de Bastia, des récits de grandes familles, des enfants jouant dans les rues sous la surveillance des plus âgés installés au soleil sur des murets de parpaing. Aujourd'hui, son histoire bascule. Les habitants frappés de plein fouet par le chômage et les problèmes économiques portent lourdement sur leurs épaules son image galvaudée et ses accusations de "nid à délinquants".

Nous voulions, par le biais d'outils classiques en ethnologie, recueillir la parole des habitants, brosser avec eux le portrait sans concession de leur cadre de vie depuis leur propre représentation. Ce fut l'occasion de laisser libre cours à leurs souvenirs, bons et mauvais, et de rapporter ainsi

quelques pans de l'histoire collective forte de symboles. Ainsi, nous pouvions proposer une autre vision de la cité. Une vision de l'intérieur, révélant de façon précise la riche sociabilité qui s'exprime au quotidien, revendiquée et défendue comme caractéristique principale de l'identité du quartier. Une description de François Maspero¹ détermina notre choix : *Plans verticaux : les barres. Plans horizontaux : le sol. Mais où est la troisième dimension ? (...) Où sont les cours, les recoins, la boutique dans son renforcement ombragé, la lucarne du ciel où l'on voit passer les nuages et la queue du chat de la concierge, la terrasse paresseuse du café et son store qui nimbe les consommateurs de lumière orangée ?*

L'objectif d'un tel travail ethnographique dans ce quartier était bien de retrouver cette troisième dimension cachée. La présence et l'action humaine dans un espace organisé arbitrairement et aux multiples contraintes. En effet, dans une organisation spatiale urbaine telle que la cité "Aurore", les modes de vie propres à l'espace villageois s'expriment au travers de forts réseaux de connaissances où les attaches familiales s'étendent au voisinage. Ainsi le tissu social devient vecteur d'inscription spatiale et d'attachement au quartier.

UNE INSCRIPTION FAMILIALE TRÈS FORTE DANS LE QUARTIER

Des familles entières inscrivent leur histoire dans les immeubles de la cité, quelquefois à travers plusieurs générations. La présence de son réseau familial facilite toujours l'installation du nouveau locataire, surtout dans un contexte économique difficile. Pour certains, cet emménagement survient après la perte d'un emploi ou une déconstruction du foyer, un divorce ou un deuil. La présence de ce réseau est l'atout majeur de la cité et un de ses seuls avantages, hormis l'accessibilité des loyers. Comme le dira une de nos informatrices : « J'ai la famille, c'est pour ça que je suis revenue ici. Sinon, ... Bon, de toute façon j'avais pas le choix alors, des fois y faut pas faire les délicats ». Revenir vivre dans la cité, surtout après un passage en résidence individuelle, est symboliquement violent. C'est un "retour à la case départ",² une régression dans la trajectoire résidentielle. Une trajectoire ascendante depuis la location de HLM, vous amène à la location en résidence ou en villa et enfin à la propriété. Un

retour en HLM, qui plus est dans la cité de son enfance, après d'autres lieux de vie plus prestigieux, n'est pas perçu comme une stabilisation ou une amélioration, mais comme un échec dans la trajectoire sociale. Dans ce cas, le locataire ne cherchera pas à réhabiliter le quartier à l'extérieur. Au contraire, il va relativiser ses attaches et se désolidariser des autres habitants, allant même jusqu'à leur reprocher de nourrir le mythe véhiculé, simplement par leurs attitudes de laisser-aller.

Pour d'autres locataires au contraire, la cité est représentée comme un espace sécurisant où se rattachent les liens des souvenirs d'enfance. C'est la "première maison". L'attachement à la cité se justifie par l'étendue de ses réseaux de connaissances. On y connaît tout le monde et tout le monde vous connaît. Petit à petit, au fil du temps, vous prenez votre place dans l'ordre générationnel et vous accédez au statut d'ainé. La peur de perdre ce réseau peut dissuader toute tentative de changement de résidence. L'obligation de tisser un autre réseau relationnel dans un endroit inconnu équivaut à perdre le bénéfice de l'ancienneté et du confort qu'elle représente dans les relations. Les personnes connues, les lieux fréquentés, les petites habitudes du quotidien ont créé un cadre familial où le locataire évolue en maîtrisant un ensemble de codes sociaux appris au fil du temps. Dans une société comme la société corse, ces paramètres sont capitaux et particulièrement visibles dans l'espace restreint de la cité. La maîtrise de ces codes collectifs légitimise sa place au sein du groupe, que ce soit en milieu urbain, villageois ou dans sa famille élargie. Plusieurs générations se sont connues à l'école puis au lycée. Les heures de cours et de loisirs étaient partagées. Cette communauté de vie a rapproché les individus et créé le sentiment d'identité de groupe, valorisée lorsque l'un d'eux atteint la célébrité, ce fut le cas de Pascal Olmeta, footballeur au Sporting Club de Bastia.

Il n'est donc pas rare de trouver dans un même groupe d'immeubles, voire dans le même bâtiment, plusieurs membres de la même famille. C'est une des caractéristiques de la cité. Chacune des personnes rencontrées sur le terrain a plus d'un membre de sa famille dans le quartier, directement dans la cité ou dans un ensemble voisin. Chacun possède, en plus de sa famille un réseau serré "d'amis intimes", de "copains de longue

date" qui participent aux liens d'entraide au même titre que la famille. Les frères et sœurs restent proches des parents une fois qu'ils ont fondé leur foyer. Certains couples se sont même rencontrés au sein de la cité. Les enfants fréquentent assidûment leurs cousins et leur famille des deux côtés. Cette proximité physique permet un mode de vie plus ou moins communautaire : on passe facilement d'un appartement à l'autre, on échange les clefs, les services, on partage les plats, la corvée des courses, le suivi des enfants, etc. Un membre de sa famille c'est un peu comme une extension de son histoire. Chaque membre est une attache, une implantation supplémentaire de la famille souche dans l'espace. L'enracinement dans le lieu de vie d'origine est d'autant plus marqué que plusieurs membres de la famille y résident encore. La fratrie, installée à proximité, a elle aussi créé un cadre de repères physiques autour de son habitation. Par la pratique de son environnement proche, elle en maîtrise les codes et y marque ses repères tout en tissant son réseau de connaissances. Cette inscription dans le quartier est plus ou moins partagée avec les collatéraux, passée d'une génération à l'autre. Lorsque vous rendez chez votre frère, votre sœur, votre père, vous n'êtes pas tout à fait un étranger. Pour l'ensemble des voisins de ces derniers, vous êtes "le grand", "le petit", le "beau-frère" ou le "fils" d'untel. L'inscription dans un autre groupe se fait par ce lien filial. Les rapports y seront certes moins familiers que dans son propre groupe, mais cette attache permet l'ouverture d'une porte symbolique sur un autre espace que le sien.

LA RECONNAISSANCE ET LES CONNAISSANCES COMME MODE D'APPROPRIATION DE L'ESPACE

La possibilité de situer socialement ses voisins, d'établir des contacts sur une longue durée, et d'être reconnu dans le lieu, fruits de plusieurs années de présence, favorisent nettement l'appropriation de l'espace et la conscience du "chez soi". On ne craint pas la jeunesse dont on connaît les parents, surtout lorsque l'on a partagé avec eux quelques années de scolarité. Une mère de famille nous raconte : « Je suis arrivée ici j'avais trois enfants déjà. Ils allaient tous à la même école. Tout s'est très bien passé. (...) Mon fils qui vit encore avec moi ne veut pas partir. Il a tous ses copains, des copains qui venaient manger, dormir à la maison. (...) Il est évident que dans mon

quartier je connais mieux, c'est sûr. (...) Parce que là c'est un quartier. (Elle désigne son bâtiment). Le bâtiment c'est un quartier. Chaque bâtiment a son quartier. Celui-là a son quartier, le grand bâtiment là-bas c'est autre chose ».

L'ensemble des locataires de son immeuble (environ soixante foyers) forme une petite communauté dans laquelle elle a sa place depuis plus de vingt ans.

Les enfants élevés tout ensemble, représentent un lien fort entre voisins. Il y a partage de souvenirs et de références aux événements de l'histoire du quartier. A l'âge adulte, les habitants s'identifient à ces espaces où ils se sont tant investis, et ce malgré la dégradation progressive des lieux.

L'ATTACHEMENT AU QUARTIER

Si des sentiments douloureux transparaissent dans plusieurs déclarations concernant l'image de la cité et les difficultés économiques, l'attachement au quartier n'en est pas moins profond. Celui-ci devient symbole de valeurs et de mode de vie populaires, hérités d'un passé ouvrier.

Après avoir vécu dans plusieurs quartiers de Bastia, certains peuvent même reconnaître une certaine sécurité affective et une qualité de vie dans la cité, refusant la fatalité et la confusion entre l'état piteux des constructions et la réalité sociale : « Je veux dire que, c'est vrai que c'est délabré... Mais si on doit s'aider, on s'aide (...) Dans l'ensemble on y habite tous bien. Si demain, quelqu'un a un problème on est tous là, on court... ». La richesse des liens d'entraide et de solidarité pallie les lacunes en matière d'entretien et d'aménagements dans la cité.

La même locataire craint de perdre ce tissu relationnel qu'elle a mis plus de vingt ans à tisser :

« Et bien, moi ça va me faire de la peine le jour où je vais m'en aller. (...) Ici disons qu'on est en famille (...) On se téléphone, on va boire le café. (...) Le jour où je pars, ce qui me fait peur, c'est cette convivialité qu'il y a et que je ne retrouverai pas. (...) Je me sens chez moi, en sécurité. Je me sens plus en sécurité à Lupinu qu'à Bastia. Je suis chez moi, c'est tout. »

Le reste des Bastiais comprend mal la volonté des habitants de la cité de rester au sein du quartier. L'écart se creuse entre les deux populations, d'un espace à l'autre on justifie son attachement en rejetant sur "l'autre" les accusations et les stigmates :

« En ville (Bastia centre) c'est chacun pour soi et Dieu pour tous. On ferme la porte et on connaît pas le voisin. Moi pour moi c'est comme ça en ville. Tandis qu'ici, y a un problème tout le monde court, tu vois ? (...) A Bastia c'est pas la même vie que chez nous. Je me sens mal en ville, j'ai l'impression de partir de mon village. Je pars la journée de Lupinu, quand je rentre je respire hein ! (...) Alors tu vois, même un petit trou dans Lupinu, j'y resterais. »

La peur du rythme de vie en centre ville, du changement de tissu social et de nouveaux codes non appropriés, limite la mobilité résidentielle et pousse les habitants de la cité à préférer "même un trou" comme lieu de vie plutôt que le déménagement.

Les jeux des groupes d'enfants participent beaucoup à l'intégration des personnes dans l'espace de la cité. Ils comprennent effectivement une grande part d'exploration et par-là d'appropriation des lieux dans et hors la cité. De la petite enfance à l'adolescence, l'enfant agrandit son territoire de jeu. La notion de "territoire" prend ici tout son sens : elle entend l'exploration, l'appropriation par l'occupation régulière des lieux et toutes les négociations nécessaires, liées à cette occupation et passées avec les enfants des immeubles voisins. A un âge où l'affirmation de soi est si importante, la construction de ces territoires représente une étape cruciale pour cette catégorie d'habitants, bien plus que pour les adultes. Il n'est pas rare que la connaissance du quartier par ces derniers se fasse par le biais de leurs enfants. David Lepoutre³ dans son ouvrage sur les habitations de la Courneuve, note que *le quartier constitue un support majeur de l'identité adolescente. C'est le lieu de leur naissance, de leurs souvenirs d'enfance. Ils y sont présents une grande partie de leur temps et, souvent à l'inverse de leurs parents, ils ne le considèrent pas comme une étape résidentielle ou une contrainte mais bien comme leur espace personnel, leur lieu d'enracinement.*

Aussi nous avons pu noter les déclarations particulièrement éloquentes des adolescents qui, en se réappropriant l'image forte de la cité, se défendent ainsi des stigmatisations, revendiquant une origine particulière et affermissant leurs attaches. Plusieurs enfants de nos informateurs ont tenu sensiblement les mêmes propos quant à un éventuel déménagement du foyer :

« Moi je voudrais rester ici, dans le quartier, dans l'immeuble même », « Oui, moi je vais rester là, j'ai mon copain ici. Lui il est très attaché au quartier parce qu'il a ses copains ici depuis tout petit. Ils ont grandi ensemble ».

Evidemment ces opinions ne sont pas partagées par tous les locataires, notamment les parents qui espèrent une autre installation plus valorisée et de meilleure qualité (en villa par exemple), pour eux-mêmes ou pour l'installation de leurs enfants :

« Moi je suis bien là. Mais je voudrais pas qu'ils aient la même vie que moi. Et puis après, quand tu cherches du travail, c'est plus difficile quand tu as l'adresse d'ici... ».

En dehors de la crainte de manque de perspectives pour leurs enfants, le principal reproche que font les locataires concerne toujours le mauvais état matériel de la cité. En second, vient le manque de communications et de rencontres avec le voisinage. Dans ce cas, nos interlocuteurs précisaient que « cela dépendait beaucoup du niveau de sociabilité des uns et des autres ». A aucun moment la population de Lupinu n'a été accusée globalement de mauvaise mentalité, et directement rendue responsable de la mauvaise qualité de vie. S'ils accusent "certains" de laisser les choses s'aggraver, ils se sentent pour la plupart acteurs de l'histoire de ce lieu, de ces immeubles. Ce quartier est devenu une partie d'eux-mêmes.

Déjà inquiets de le voir se dégrader, ils supportent mal l'incertitude de son avenir. La question de sa prochaine démolition est angoissante. Un chapitre de l'étude du CREPAH en 1997, portant sur les souhaits en matière de relogement, présentait les conclusions suivantes :

*Un fait marquant cependant : l'attachement profond de la population au quartier en raison des habitudes prises, mais surtout des réseaux familiaux et amicaux et du bon niveau d'équipement et de desserte. (...) Les locataires interrogés (174 personnes) envisagent massivement (67%) un relogement dans les quartiers sud.*⁴

LES PETITS IMMEUBLES COMME MODE D'HABITATION PLUS HUMAIN

Ainsi l'aspect du bâti, accueillant ou repoussant, participe au sentiment d'appropriation des lieux par les locataires. A cela s'ajoute la possibilité de connaître rapidement ou pas son voisinage et de le fréquenter de façon régulière. C'est le cas pour

les bâtiments de petite taille. En effet, la solidarité familiale fonctionne dans un réseau quotidiennement entretenu, mais elle s'exprime aussi avec des personnes extérieures à la famille. Un voisin de longue date et les personnes de son foyer peuvent être considérées, selon les affinités, comme une partie de celle-ci. Les échanges sont les mêmes, la familiarité des gestes et des comportements aussi. Sur trois ou quatre étages les voisins sont facilement identifiables, reconnaissables. La quantité de passages dans l'immeuble est également beaucoup plus réduite, l'escalier devient rapidement une extension du foyer, une sorte de "sas" à mi chemin entre l'extérieur et l'espace intime où l'on peut se permettre de circuler en tenue d'intérieur pour se rendre chez les uns et chez les autres. Il n'est pas rare que les échos d'une discussion entre deux voisins en attirent un troisième puis un quatrième qui auront reconnu leurs voix. Une grande familiarité peut alors relier tous les locataires de l'immeuble. Ceci peut également se constater dans les grands bâtiments pour deux ou trois exemples précis (le palier du dernier étage par exemple ou entre voisins de longue date), mais il est plus facile d'y conserver l'anonymat et de se tenir éloigné du réseau.

Cette dernière attitude prend une toute autre valeur dans un bâtiment de quatre étages. Un voisin désirant conserver son intimité de façon trop rigide, ne laissant rien apparaître au dehors de sa vie personnelle et limitant les contacts à de la stricte politesse (les fameux "bonjour-bonsoir" tant décriés), passera pour un désir manifeste de ségrégation. Dans ce dernier cas, il prend le risque de froisser ses voisins et de provoquer même une certaine hostilité à son égard.

La communauté d'un petit immeuble exprime son appropriation de l'espace de façon plus forte, beaucoup moins anonyme. Ici, une chaise laissée devant le portail attend Mme "Unetelle", quasiment propriétaire de ce lieu d'observation quotidien. Là, un groupe de voisins réunis chaque jour à la même heure, se partage le même banc de la même façon. A partir de ces habitudes et de ces espaces, la sociabilité s'organise et avec elle "l'ambiance" propre au quartier.

LES LIEUX DE SOCIABILITÉ

Petit à petit, depuis sa création, la vie sociale s'est organisée autour de quelques pôles. Les cafés et

les petits commerçants ont joué un grand rôle dans ce domaine. Quotidiennement le tissu relationnel crée ses lieux de sociabilité, sous l'impulsion spontanée des habitants eux-mêmes. Quelques marches de pierre à l'abri du vent ou au contraire bien exposées au soleil pour les belles journées d'hiver, le pas de porte du dépôt de pain voisin, quelques tables d'une terrasse de café, ou plus simplement quelques chaises descendues sur le trottoir, permettent à quelques habitués de prendre l'air, et de connaître les événements de la cité, de se retrouver pour les rituels journaliers de "tchatche" et de rencontres. Les habitants tiennent à ces rituels, même si les fréquents déménagements (rotation de plus en plus rapide des locataires) et le départ des anciens limitent ces pratiques :

« Déjà ce qu'il y a de bête à Lupinu, ce qui se perd c'est que, admettons, je prends une chaise maintenant et je vais m'asseoir dehors, je sais pas si ça va être bien pris. J'ai peur qu'on dise : "bou, mi ⁵ cellà elle est folle, qu'est-ce qu'elle fait là ? Elle est pas bien ?" Je sais pas. Peut-être parce que c'est moi qui le ressens mal, j'ai peut-être peur de passer à la honte, je sais pas. Avant ça se faisait. Alors c'est vrai que des fois l'été je descends. Je me mets là, avec les vieilles hein ! Avec les mamies, c'est bien, ça me plaît. »

Effectivement, au pied de certains immeubles la pratique est encore courante : quelques personnes âgées descendent avec leurs chaises de cuisine et discutent après le repas, face à la rue ou plus souvent face à la cité. Le portail de l'immeuble ou le pas de porte d'un petit commerce remplissent la même fonction que le pas de porte des maisons de village ou le banc de place publique ou encore de la margelle d'une fontaine. Les dépôts de pain, tabacs-journaux et cafés sont aussi les points de rencontre de plusieurs habitués aux visites régulières. Un petit commerce se trouvant au pied d'une grande barre illustre nos propos. Il permet les achats de dernières minutes. Il n'est pas rare qu'un habitant de la cité téléphone directement au commerçant pour le prévenir du passage imminent d'un des enfants. L'achat sera noté sur un cahier et la note réglée à la fin du mois. Le commerçant tient une place particulière dans la cité. Au-delà du service de proximité qu'il propose, il permet la rencontre et la mise à jour des informations fraîches puisqu'il centralise les données, chacun lui apportant tout au long de la jour-

née quelques renseignements complémentaires. La vie de la cité y est racontée, détaillée, développée, peut-être aussi un peu inventée. Le commerçant a un rapport privilégié avec les foyers dans la mesure où il accède directement à des questions intimes : celles de la consommation et des revenus. Il gère les dettes et les crédits des uns et des autres et doit observer une certaine discrétion à ce sujet. Dans sa boutique, il y a en moyenne deux ou trois personnes qui peuvent rester quelques heures dans la matinée, et repasser l'après-midi. On se salue, on passe un moment ensemble à regarder passer les uns et les autres. C'est une façon d'entretenir son réseau relationnel ; ainsi s'établissent la plupart des connaissances. D'un passage à l'autre, il y a toujours quelqu'un pour vous voir, pour vous appeler, pour venir à votre rencontre. Passer dans la rue et tenter de passer inaperçu est quasiment impossible. La rue, comme les autres espaces extérieurs, est jalonnée de repères physiques et relationnels, un portail et une voisine à la fenêtre du premier étage ou un jeune assis sur les marches, un bar et sa terrasse avec deux ou trois personnes connues au café, un terrain de boules avec un bon tiers de son public qui ne joue pas, mais qui est là simplement pour participer à la vie du lieu. Un de ces terrains a été aménagé derrière la salle polyvalente toute proche de la cité. Il se situe en fait sur une "zone frontière" entre trois ensembles distincts de logements. Tout autour de la piste sous les arbustes, sont assises des dizaines de personnes, attendant leur tour ou en pleine discussion de voisinage. À l'extrémité de la piste une scène en ciment et quelques marches offrent une place de choix pour l'observation des jeux. C'est un lieu de fréquentation presque exclusivement masculine. Les femmes rencontrent leur voisinage plus facilement directement au pied de leur immeuble ou chez elles. Tout au long de sa rue, le lien avec les personnes s'entretient d'une poignée de main, de quelques mots échangés, de la prise de nouvelles pour suivre un souci familial ; plus simplement, le contact s'établit par un signe de tête, un sourire, un geste de la main si la personne est trop éloignée ou si elle est connue simplement "de vue". Une insertion plus importante nécessite un arrêt plus long et plus fréquent dans cet espace. Visiter son espace, se montrer et prendre le temps de la discussion, c'est démontrer clairement sa disponibilité aux rites de sociabilité. Il vous suffit de rester assis quelques temps au bon endroit un petit

moment pour que quelqu'un vienne prendre contact avec vous.

Certains lieux dans la cité remplissaient très bien cette fonction. Un de nos informateurs a gardé un très bon souvenir de ce muret, la "muraillette", investie par les gens de son immeuble. Au départ mur de fermeture d'un parking, elle devient un grand banc pouvant accueillir nombre de voisins. Enfant, il jouait avec ses camarades au pied de l'immeuble sous la surveillance de ses parents. Ces derniers discutaient là avec les autres adultes. La muraillette profite d'une très bonne disposition : au pied de l'immeuble, loin de la rue, face à une petite place, pas très loin d'un bar. C'est là que vont s'installer à différentes heures de la journée, les différentes générations.

La cité passée au peigne fin d'une observation prolongée, se révèle riche de plusieurs de ces espaces. C'est ce qui nuance son statut de quartier urbain anonyme et lui donne plutôt des allures de village, de cadre de vie particulier, à part du reste de la ville.

UN MONDE À PART

La distance géographique entre le centre ville de Bastia et la cité "Aurore" est toute relative, quelque trois ou quatre kilomètres tout au plus. Bon nombre de nos interlocuteurs ont exprimé leur sentiment d'une "mise à l'écart" par le centre ville vis-à-vis des quartiers sud. Bien plus qu'une distance géographique, et au-delà de simples problèmes de transport, il s'agit bien d'une distance symbolique.

David Lepoutre nous met en garde contre l'erreur de considérer hâtivement les quartiers HLM comme isolés et sans rapport avec l'extérieur. Les relations existent, même conflictuelles et problématiques. Retenons les critiques de Maïté Clavel⁶ sur les études en ethnologie de la ville : *On dispose d'études de micro-milieux, insérés dans la ville mais, curieusement sans liens avec elle. Ces populations sont étudiées sous forme d'isolats sociaux sans justification pratique ou théorique.*

Les liens entre Lupinu et Bastia sont multiples, notamment par le biais de l'école. Les enfants de Lupinu ne sont pas seulement scolarisés dans leur quartier, et bon nombre d'écoliers et de lycéens de Lupinu et Montesoro viennent de l'extérieur (très souvent des villages de la plaine orientale). L'école est un des principaux ponts établi entre la famille

et l'extérieur de la cité. Par ailleurs, la zone industrielle au sud de Bastia, les galeries marchandes et les cabinets de professions libérales installés sur Lupinu commence à attirer un public important.

Néanmoins, les habitants des cités ont une perception particulière de la ville, souvent opposée à celle de la cité. Ce sont deux choses distinctes et ceci participe à la segmentarisation du tissu urbain. Comme l'énonce Gustave Fischer :

Toute ville est définie par un centre qui en forme pour ainsi dire le cœur. Il est valorisé comme le lieu d'expression symbolique d'un certain nombre d'éléments qui structurent la vie sociale. Le centre ville est lieu historique : c'est là que sont tous les lieux chargés de mémoire et de culture, et lieu de densité : il y a beaucoup de gens et la plus grande densité d'événements ⁷. Ce sentiment de "mise à l'écart" se base sur des éléments objectifs : le manque de moyens de transport suffisants, couplé au manque d'aménagements et de valorisation symbolique des espaces.

C'est une des explications apportées par deux de nos informateurs :

« (L'enquêteur) Vous croyez que le tunnel a permis une liaison avec Lupinu ? (Il s'agit du tunnel passant sous la citadelle de Bastia et permettant un accès plus rapide au centre ville). Non, Bastia n'a jamais considéré Lupinu et Montesorio comme faisant partie de la ville. De toute façon avant les gens passaient devant le Prisunic (à l'Est de Bassanesse) ils ne passaient jamais par Lupinu. Et la seule chose qui a changé un peu pour Bastia-Montesorio c'est quand ils ont fait l'itinéraire vert qui passait par Paese Novu (au flanc de la montagne) et qui longeait Montesorio. Mais jamais par ici. Jamais il n'a été question de faire monter des touristes par Lupinu. (...) Non le tunnel ça n'a rien changé. (...) Ici c'est une deuxième ville à l'intérieur de Bastia. »

« D'abord parce qu'il y a un trou entre Bastia-ville et la cité Aurore, enfin le quartier de Lupinu. Y a pas de continuité en fait entre les deux il n'y a rien. Bastia s'arrête à St Joseph, et de St Joseph à Lupinu y a un vide. (...) C'est un vide au niveau du développement de la ville. »

En effet, sur ce tronçon, à part quelques bâtiments et résidences en retrait de la route, peu d'aménagements ont été développés. Depuis Lupinu on aperçoit de Bastia seulement le clocher de la cathédrale Sainte Marie de la Citadelle. Il n'y a pas de visibilité possible entre Bastia centre et les

quartiers sud. La construction du tunnel n'a fait qu'accentuer cette réalité.

Ensuite, les habitants du centre et de Lupinu ne profitent pas des mêmes animations urbaines. Trois exemples sont donnés par mes interlocuteurs :

« D'habitude, le carnaval, il passe par-ici aussi. Cette année, terminé. Ils l'ont fait à Bastia c'est tout. Les décors de Noël, pareil. D'habitude ils font un petit effort. Bon ils ne sont jamais aussi beaux chez nous qu'en ville, mais on en a des biens. Là, depuis quelques temps, ils nous sortent toujours les mêmes, petits et moches. Dans le centre par contre, ils mettent le paquet. Et même le feu d'artifice, il se fait en ville, sur la place St Nicolas. Si tu as pas de voiture ou si tu peux pas te garer, tu peux pas y aller ! »

En fait, les principales manifestations culturelles se développent sur le centre ville. Les organisations d'animations spécifiques à la cité, non partagées avec le centre ville sont vécues comme de nouvelles formes de ségrégation. Il en a été question lors du passage de groupe de rappeurs de cités continentales aux derniers festivals "Cité-rock". Les discours véhiculés dans les textes ne correspondaient pas au désirs et aux représentations identitaires du public de la cité "Aurore".

Au contraire, les tentatives culturelles plus osées et valorisées (comme celle du théâtre), ont trouvé un bon accueil dans les cités. Les personnes se sont investies immédiatement. L'iniquité en terme d'aménagements culturels entre le centre ville et les quartiers sud est très mal perçue :

« Même les bibliothèques, bon, celle de Lupinu est bien, mais elle est trop petite. C'est pas une bibliothèque pour faire des études. Elle est pas toujours ouverte. Même celle de Bastia n'est pas suffisante ».

La revendication de lieux et d'outils culturels identiques au centre ville est constante. C'est ce désir d'égalité qui prime dans les soucis exprimés. Bastia-centre regroupe la majorité des événements valorisés et valorisants : des lieux de mémoire (monuments historiques), des lieux de loisirs (ne serait-ce que la grande place centrale, lieu de diverses promenades), de nombreux commerces, les principaux bâtiments administratifs. "Descendre" à Bastia, c'est trouver, voir autre chose, simplement pour s'y promener, pour "changer un peu".

Dans le sentiment d'être exclus de la dynamique d'ensemble, le problème qui se pose pour les habitants des quartiers sud est alors d'ordre subjectif. C'est le sentiment d'appartenance à la ville, dans une égalité de citoyenneté, qui est atteint :

« On a l'impression qu'on est en dehors, hein. Ne serait-ce que politiquement parlant. On a l'impression que c'est une autre ville. Bastia et Lupinu. C'est complètement différent. A la limite il y aurait même deux maires que ça m'étonnerait pas. Ce qu'ils font sur Bastia ils ne le font pas ici. (...) C'est bien d'aller le soir sur le port et puis, y a plus d'animations l'été. Lupinu sinon, y a rien l'été, c'est mort. »

Seules les personnes qui ont un travail à l'extérieur ou les enfants scolarisés au-dehors ressentent une continuité entre les deux ensembles. Pour ceux qui restent plus souvent sur la cité, Bastia est un monde à part, éloigné, étranger et finalement hostile.

Un de nos interlocuteurs se souvient de ses sorties :

« On descendait en stop ou à pied. Quand on descendait à plusieurs, à minuit il fallait remonter à pied. Donc forcément, on était obligés de dire : on "descend" en ville. C'était vraiment le terme et puis après on "remontait" à Lupinu. Donc déjà au niveau du lien social, c'est obligé de dire qu'il y a Bastia et le quartier de Lupinu. »

Beaucoup de personnes rencontrées constatent qu'elles peuvent très bien se passer de Bastia et limiter leurs déplacements dans le centre au minimum nécessaire :

« J'y vais pour faire des papiers, mais vraiment quand je suis obligée. Eux ils y vont plus (les enfants), ça leur plaît. Moi sinon si c'est pour aller promener sur des boulevards tout ça non. (...) D'ailleurs on va me demander une rue tout ça... Je sais pas hein... »

Le manque de pratique du centre ville entraîne une méconnaissance de ses repères, ce qui augmente le sentiment inquiétant d'être sur un terrain inconnu, de devoir se confronter à d'autres règles, d'autres normes. La place de l'individu n'est plus la même.

Bastia est un territoire éloigné et son appropriation est tout à fait différente pour un habitant des quartiers sud. La stigmatisation de son lieu de vie transforme toute sortie sur Bastia en véritable

épreuve pour certains habitants : « Moi ici, si j'ai envie d'aller au bar Antea, je rentre s'il n'y a pas beaucoup d'hommes. Mais j'y rentre normalement. Alors qu'en ville je sais pas. Je me sens mal en ville. Je me fais toute petite. » Cette dernière réflexion nous a étonnés, venant de cette interlocutrice en particulier : dans son quartier, au contraire, elle est assez exubérante et se présente comme une "maîtresse femme". Le centre ville est un espace dans lequel elle n'est pas connue, reconnue. Se confronter donc au regard des autres à l'extérieur de son territoire est très inconfortable pour elle. Les rapports sont même inversés, tout ce qui est valorisé chez elle, ce qui signifie sa supériorité, n'a plus aucune valeur en ville. Sa tenue vestimentaire, avant tout trajet sur Bastia-centre, est l'objet d'une préparation scrupuleuse. Elle en ressort transfigurée. Elle semble revêtir un costume d'acteur pour passer des coulisses à la scène. Nous sommes proches ici des notions développées par Erving Goffman dans l'étude des rites de présentation de soi. Cette démarche complexe témoigne d'une véritable difficulté à assumer au dehors son lieu de résidence. Au-dehors, il faut être deux fois plus exigeant sur son apparence une. Pour les habitants de la cité "Aurore", la tentative de réhabilitation de leur quartier est constante.

UN VRAI TRAVAIL DE RELATIVISATION

Les habitants de la cité ne subissent pas passivement leur mauvaise réputation. Ils tentent au contraire de la relativiser auprès de tous les observateurs. Se défendant de certaines attaques, ils revendiquent une sorte de "normalité". Un reportage télévisuel sur la cité tourné il y a de cela quelques années, provoqua en son temps de vives réactions :

« Ils n'ont pris que des exemples extrêmes. Moi, franchement quand je l'ai vu, ça m'a fait quelque chose. Je me suis dit, ils exagèrent quand même ! Et puis après, ça m'a fait mal. Je me suis dit : alors nous qui sommes "normaux" je dirais, on parle pas de nous ? Qu'est-ce qu'on fait quand on est "normaux", qu'on travaille et tout, dans la cité Aurore ? (...) C'est vrai que Lupinu est beaucoup critiqué. Ça c'est par des gens qui n'y habitent pas, qui ne le connaissent pas. (...) On est comme eux. C'est à dire, ce qui se passe peut-être chez nous se passe aussi chez eux. (...) On nous a associés

aux quartiers des bidonvilles ! (rires). C'est pour ça qu'on nous a surnommés le Bronx. »

La forte médiatisation d'événements pourtant isolés nourrit quotidiennement les peurs urbaines dont la cité est victimes :

« Les autres ne veulent pas venir jouer au foot ici. Ils ont peur... Parce que sur le mur y a écrit par exemple FLNC... Ça n'a rien à voir, c'est écrit de partout. Le FLNC il n'habite pas à Lupinu ! FLNC c'est dans toute la Corse. Tu en as sur Lupinu, tu en as sur Bastia, tu en as sur Corte. Tu en as de partout. »

Dans un tel contexte de stigmatisation et d'isolement symbolique, la vraie question posée pour les habitants de la cité est une question d'identité urbaine, selon leur attachement au quartier et leur rattachement à la ville.

BASTIAIS OU LUPINAGHJU ?

De part et d'autre de cette frontière symbolique précédemment décrite, se créent deux ensembles virtuels auxquels les habitants se sentiront plus ou moins appartenir.

Cette distinction n'est pas à considérer comme une découpe arbitraire, une frontière close clairement établie par les institutions mais comme la perception des locataires eux-mêmes et des Bastiais en général. Certains commentaires relatent même les avantages que représentait le fait d'habiter Lupinu et de devoir passer souvent d'un univers à l'autre :

« A Lupinu on était tous de même origine ou presque. Y avait le gros village, bon la cité c'était le petit village au milieu, mais Lupinu c'était le gros village. Et Bastia c'était la ville. Donc la cassure était évidente. (...) Les Bastiais de la ville montaient rarement à Lupinu, moi je connais plein de bastiais qui connaissent pas ici. L'avantage qu'on avait, nous de Lupinu, c'était de connaître et Lupinu et Bastia. Parce que l'inverse n'est pas vrai. Il y a beaucoup d'adultes que je connais, quand ils doivent monter il faut leur expliquer où ça se trouve. Alors qu'un de Lupinu qui descend à Bastia sait où ça se trouve. (...) Ceux de Lupinu il fallait qu'ils descendent, qu'ils se débrouillent. Le fait de se débrouiller ça dégourdit... C'est la tribu hein ! »

Toute activité à l'extérieur ou déplacement pour diverses raisons, représente une ouverture et un échange avec le reste de la ville. Ceci n'évite pas la

sensation d'isolement mais récuse l'idée d'une population homogène, fermée sur elle-même et hermétique aux apports extérieurs. C'est ce qui pourrait expliquer les multiples appartenances aux quartiers, revendiquées simultanément par la même personne, selon la force d'évocation des souvenirs qu'elle y rattache et qui réfutent toute notion de population homogène rattachée à un territoire hermétiquement délimité.

La notion d'homogénéité n'existe que dans les discours stigmatisants, produits à l'extérieur de la cité, et à l'inverse dans les discours valorisants produits à l'intérieur des cités. C'est dans cette logique que le terme de "lupinaghju" apparaît. On peut retrouver ce système d'appellation dans toute la Corse pour désigner un individu, dès lors que sa famille (souvent étendue à tout le village) est implantée dans une région.

Mais y compris dans cette optique, et surtout en milieu urbain où les déménagements sont plus fréquents, la personne possède un éventail relativement important de milieux différents auxquels elle peut s'affilier en diverses occasions. Nous nous rapprochons ici de certains travaux pluridisciplinaires privilégiant l'étude d'un contexte social depuis la position de chaque individualité et rejetant toute tentative de catégorisation, en nous inspirant notamment des travaux de Gérard Althabe ou de Maïté Clavel :

*Le sociologue des espaces habités, tente de réfléchir à la manière dont les espaces habités sont produits, modèles, occupés, modifiés, détournés, imaginés par des hommes en société ; comment ces espaces, préalables, projetés, présents, sont vécus et rêvés, comment ils interviennent plus ou moins activement – en empêchant, en favorisant, en accompagnant – la vie individuelle et collective : comment ils manifestent, concrétisent des rapports sociaux, des valeurs, des consensus, comme des conflits ou des rejets.*⁸

L' "urbanité" est alors comprise comme manière de vivre, pratiques, relations et représentations des habitants des villes, étudiée par une ethnologie détachée de la fascination de l'exotique, de l'étrange, qui insiste sur le présent en train de se faire, les changements, les dynamiques, *alors que l'ethnologie traditionnelle repère plutôt les permanences dans les pratiques et les attitudes sociales*. Toujours selon Maïté Clavel, les écrits ethnologiques sur la ville peuvent être critiqués dans la mesure où ils découpent artificiellement le tissu urbain,

afin de décider de l'homogénéité de leur population où *un quartier, historiquement dénommé, est censé abriter un groupe spécifique*.⁹

Cette démarche aurait été tout à fait erronée sur notre terrain, les familles ayant vécu des trajectoires complexes et très diverses, et venant chacune d'horizons différents, il fut absolument impossible de définir une limite entre "vrais habitants" de la cité et nouveaux arrivants, "anciens" récemment revenus, natifs de la cité vivant ailleurs mais "toujours fourrés dans la cité" etc.

Dans la pluralité de leurs expériences et de leur histoire personnelle, les habitants refusent d'être enfermés dans une catégorie homogène, soumise à un jugement extérieur par trop déterminant pour leur avenir et ceux de leurs enfants. Ils se donnent une marge de liberté dans la gestion de leur espace de vie et de leur image. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre leur revendication de "normalité". Si certains d'entre eux sont attachés à leur cadre de sociabilité, ils n'en veulent pas moins être considérés "comme tout le monde" et garder leur autonomie vis à vis de leur lieu de résidence et de son image. Au cours d'une longue histoire dans la cité (souvent plus de trente ans), les locataires ont modelé ces espaces à leur usage, laissant toute une partie de leur vie dans des instants partagés, des efforts renouvelés pour "vivre bien" dans un cadre peu accueillant. Ce sont eux qui ont donné au quartier son caractère particulier, et transformé ces formes impersonnelles en lieux de vie.

De ce fait, les habitants de la cité détiennent eux-mêmes les mécanismes de dynamisation des univers urbains et de leur socialisation. Celle-ci peut dépendre de la façon de se projeter dans son espace, dans son lieu de vie. Tout dépendra de sa

façon de le concevoir, de le valoriser ou de subir son image sans pouvoir agir sur elle.

La problématique de l'image de soi et des autres est complexe, dans la mesure où tous les locataires rencontrés, subissaient une sorte "d'étiquetage" et, dans le même temps, participaient à la construction de celui de leurs voisins. Pour G.N. Fischer il apparaît que *plus les gens sont serrés les uns par rapport aux autres, plus ils tendent à introduire des distances psychologiques et des systèmes de protection les uns par rapport aux autres. Plus les gens sont tassés, plus les rites d'échanges sont importants*¹⁰. Or, ces rites sont déterminants dans la construction d'identité citadine et dans les modalités d'échange et de communication au sein du tissu urbain global.

Certains partenaires des problématiques urbaines attribuent le déficit d'identité à l'absence des lieux de mémoire et de souvenirs collectifs, à des espaces publics qui n'ont pas d'âme et ne facilitent pas l'appropriation de territoires sans qualités et sans limites perceptibles, à un manque de discontinuité en quelque sorte. Notre étude nous a permis de tempérer cette notion pour ce qui concerne la cité "Aurore", celle-ci n'est pas dénuée de personnalité et le tissu social est fortement personnalisé. Mais il est vrai que la cité manque d'histoire, d'histoire reconnue et valorisée comme telle. Il était donc question au cours des analyses de ce terrain, de réfuter la notion d'anonymat au sein du quartier de la cité Aurore en révélant la densité de son tissu social, la richesse des histoires personnelles au travers des diverses trajectoires résidentielles, et l'expression d'une volonté forte d'assimilation au reste de la ville, à son histoire sociale et économique et à ses perspectives.

NOTES

* Extraits de travaux de DEA, sous la direction de Georges Ravis-Giordani, Université de Provence, 1999.

1 - in Joseph I., 1998 : 33.

2 - D'après les propres termes de nos interlocuteurs.

3 - David Lepoutre, 1997.

4 - Etude du CREPAH, 1997 : 22.

5 - De mirà : mi, regarde.

6 - in S. Ostrowetsky, 1996 : 88.

7 - Fischer G. N., 1981 : 113.

8 - In Ostrowetsky, 1996 : 87.

9 - Op. cit.

10 - G.N. Fischer, 1981 : 116.

BIBLIOGRAPHIE

ALTHABE G. : L'ethnologie urbaine : ses tendances actuelles. *Terrain*, oct. 1984, n° 3, p. 3-4.

ALTHABE G. : Ethnologie du contemporain et enquête de terrain. *Terrain*, mars 1990, n° 14, p. 126-131.

CASSÉ C. : "Je suis Lupinaghju(a)". *Identités et territoires dans les quartiers sud de Bastia, l'exemple de la cité Aurore*, mémoire de DEA, Aix-en-Provence, 1999.

CHIAPPERO Michel (urbaniste architecte), ECREMENT Marc (socio-économiste) : *Projet urbain Bastia/Lupino. Dossier de programmation urbaine*, Juin 1995. Préfecture de Haute Corse. Office public départemental HLM. Conseil Général. Caisse des dépôts et consignations. Contrat ville de Bastia.

FISCHER G.N. : *La psychosociologie de l'espace*, Coll. Que sais-je ?, Ed. PUF, Paris, 1981.

GOFFMAN E. : *La mise en scène de la vie quotidienne*, Le sens commun, Ed. de minuit, Paris, 1973.

JOSEPH I. : Urbanité et ethnicité. *Terrain*, oct. 1984, n° 3, pp. 20-31.

JOSEPH I. : *La ville sans qualité*, Ed. de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1998.

LEPOUTRE D. : *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Ed. Odile Jacob, Paris, 1997.

OSTROWETSKY S. : *Sociologues dans la ville*, ouvrage collectif, Ed. L'Harmattan, Paris, 1996.

Les maires corses sous la Troisième République : 1871-1914

Jean-Paul PELLEGRINETTI *

Dans le cadre d'un examen des structures dominantes, dirigeantes et représentatives en Corse, de 1871 à 1914, les maires doivent être considérés comme l'une de ses composantes essentielles. Acteurs de décisions et d'influence, ces élites locales ou élites "de peu" ¹ représentent une base d'étude nécessaire qui s'avère déterminante pour la compréhension des mécanismes et des fonctionnements des bases profondes de l'histoire politique et sociale. Les maires, comme le souligne Maurice Agulhon, sont le reflet social ou anthropologique au moins autant que politique de la commune ². Ce sont des hommes de contact et de terrain qui bénéficient d'une parfaite connaissance du milieu local dans lequel ils évoluent. Leur fonction édilitaire, si elle est synonyme d'une reconnaissance sociale auprès des communautés villageoises ou urbaines, leur confère une dimension politique qui peut se définir par la détention et l'expression d'un pouvoir ³. Le contrôle de la vie politique locale leur permet aussi de jouer un rôle non négligeable lors des élections cantonales et législatives.

L'étude des maires corses, personnages clefs de la politique locale, de la fin du second Empire à la veille de la première guerre mondiale, comporte à l'heure actuelle de fortes zones d'ombre.

La première question, qui s'avère fort simple, est de connaître qui sont réellement ces maires. A quelle classe, milieu, groupe familial ou groupes socioprofessionnels appartiennent-ils ? Comment cette appartenance varie-t-elle en fonction de leurs origines historiques et culturelles ? La dimension de la commune est-elle révélatrice d'importants clivages ? La République, qui s'installe le 4 septembre 1870, marque-t-elle un renouvellement du personnel municipal par le biais du suffrage universel ? Peut-on parler d'une démocratisation des agents détenteurs du pouvoir municipal ? Enfin, à partir des étiquettes politiques des élus, quelles

corrélations apparaissent entre l'appartenance partisane et l'origine sociale ?

L'analyse que nous nous proposons de mener a été effectuée selon la méthode prosopographique. A partir du critère commun, qui est celui des élections municipales, un questionnaire a été défini en cinq parties : état civil et milieu social, profession de l'élu, clivage partisan et cursus politique. Dans les communes sélectionnées, chacun des maires élus entre 1871 et 1914 a fait l'objet d'une investigation ⁴. Devant l'impossibilité d'effectuer une étude complète des édiles municipaux des 363 communes, l'approche des élites locales a été menée sur 42 communes, soit 11,6 % de l'ensemble du département. Le choix des municipalités a été dicté selon des critères géographiques, politiques et numériques ⁵.

La classification politique des élus a été effectuée à partir des étiquettes arborées lors des scrutins municipaux. Le positionnement partisan est signalé par la presse d'opinion ou par les préfets et agents préfectoraux, lors d'enquêtes d'informations sur le personnel politique du département. Cette coloration politique intègre, par ailleurs, le clivage clanique traditionnel ; les élus locaux se positionnant derrière les notabilités éponymes importantes et influentes, à l'échelle départementale ou nationale. A droite, la cristallisation des tendances se réalise autour de la famille Gavini qui dirige, anime et structure la vie du parti bonapartiste puis, à partir de 1892, celle de la droite républicaine.

Pour les républicains opportunistes et après 1885, pour les républicains modérés majoritaires dans les forces de gauche, les regroupements s'effectuent autour d'Emmanuel Arène ⁶. Cette évolution politique ne doit cependant pas dissimuler

Appartenance	1871	1874	1878	1881	1884	1888	1892	1896	1900	1904	1908	1912
Droite	24	23	20	16	19	18	24	26	26	27	28	25
Républicains	16	18	21	25	22	21	19	17	10	8		
Radicaux	2	1	1	1	2	2			6	7	13	16

Répartition politique du nombre des maires.

les luttes entre groupes de parentèle ou les conflits d'origine interpersonnelle qui, dans de nombreux villages, l'emportent sur les clivages politiques ⁷. Enfin, il semble nécessaire de souligner que la répartition politique du personnel municipal, en fonction de la chronologie des élections municipales, laisse apparaître certaines données statistiques dont l'exploitation nécessite d'infimes précautions ⁸.

I - COMPOSITION SOCIOPROFESSIONNELLE DU GROUPE DES MAIRES

L'étude du milieu social du groupe des maires s'avère déterminante dans la mesure où les édiles constituent, surtout en milieu rural, de petites lignées dont le maintien à la tête du pouvoir municipal est souvent synonyme d'une lutte sans répit. L'accession à la notabilité locale emprunte, pour certains, les voies des relations et transactions clientélares, électoralistes ou les réseaux de solidarité à l'intérieur des groupes familiaux. Ainsi, qui sont les individus appelés à assumer des fonctions électives ? De quelle origine sociale sont-ils issus ? Quels sont les professions qui apparaissent prédominantes ? Enfin, existe-t-il une relation entre l'appartenance politique et le métier exercé ?

De 1871 à 1914, cinq grands ensembles déterminent le domaine socioprofessionnel dans lequel les maires évoluent ⁹. La prédominance du secteur agricole ne diffère en rien de l'ensemble national. Les maires corses sont majoritairement des agriculteurs pour qui la possession ou la jouissance de parcelles de terre permet d'échapper au salariat. Par ailleurs, grâce aux effets du développement de l'instruction, les paysans peuvent dès lors plus facilement participer au pouvoir local ¹⁰. Leur très forte représentation, qui est de 49% de l'ensemble du personnel élu, connaît cependant une légère mais progressive diminution à partir de 1900 ¹¹. Cette régression des édiles est due, en partie, à l'effondrement de l'économie insulaire qui, à la fin du XIX^e siècle, est la conséquence d'une grave crise agricole. Cette dernière affecte l'ensemble de la société insulaire, y compris le personnel éditaire. Pour de nombreuses personnes, l'émigration devient une échappatoire à la misère. Elle est même considérée comme une possibilité d'élévation sociale, grâce notamment aux nombreux emplois proposés par la fonction publique.

Le groupe des maires agriculteurs accède au pouvoir politique à un âge relativement élevé ¹². Entre 1871 et 1912, l'âge moyen est de 48,5 ans. Deux phases distinctes, correspondant à des phénomènes de génération, apparaissent dans l'évolu-

Catégories	1871	1874	1878	1881	1884	1888	1892	1896	1900	1904	1908	1912
Agriculteurs	50	52,4	57,2	61,9	57,2	52,4	54,8	42,9	45,5	41,9	38,1	29,3
Activités non agricoles	11,9	9,6	7,2	11,9	14,3	9,6	11,9	16,7	18,2	18,6	19,1	24,4
Professions libérales	26,2	28,6	21,4	9,5	12	19	14,2	19	18,1	16,4	19,1	17
Fonction publique	4,8	2,4	9,6	9,5	7,2	4,8	2,4	9,6	9,1	14	9,6	12,2
Propriétaires rentiers	7,1	7,2	4,8	7,2	9,5	14,3	14,3	9,5	9,1	9,3	9,5	12,2

Tableau n° 1 : Catégories socioprofessionnelles des maires (chiffres en pourcentages).

tion des âges du personnel édilitaire issu du monde de la terre. Tout d'abord de 1871 à 1888, où l'âge moyen des maires agriculteurs ne cesse de s'accroître. Puis à partir des années 1892-1896, où les décès, les retraits ou les échecs électoraux permettent à une nouvelle génération de maires agriculteurs de s'imposer sur les scènes locales de la politique par le biais du suffrage universel. Dès 1900, l'âge moyen s'accroît à chaque consultation électorale. Le processus de vieillissement du personnel politique, observé lors des premières années de la République, est dès lors reproduit.

Deux ensembles plus restreints représentent également le choix professionnel d'une partie des élus locaux : le secteur des activités non agricoles et celui des professions libérales. Le groupe des maires exerçant des activités non agricoles rassemble des domaines les plus hétéroclites tels les bergers, les artisans ou les petits commerçants et il totalise une moyenne qui avoisine les 15 %. Cet ensemble connaît deux phases d'augmentation de ses effectifs. La première, en 1881 et 1884, où le pourcentage, par rapport à l'ensemble des professions exercées par les maires, s'élève respectivement à 11,9 % et 14,3 %. La seconde de 1896 à 1912, où la croissance du nombre des élus atteint 24,4 % à la veille du premier conflit mondial. L'âge moyen des maires issus du monde des activités non agricoles est proche de celui de ceux travaillant la terre. Il correspond à une moyenne de 46,5 ans de 1871 à 1912. Toutefois, l'examen attentif des âges en fonction de la chronologie permet de discerner des périodes de progression suivies de phases de régressions relatives. Entre 1871 et 1878, les édiles qui sont au pouvoir appartiennent

à la génération de 1830 ; ils accèdent à la charge élective à l'âge moyen de 45 ans. Lors de la conquête républicaine, une nouvelle génération d'élus arrive sur les devants de la scène politique locale entre 1881 et 1892. Pour certains l'Empire a permis, soit par soutien, soit par réaction, de susciter une vocation politique. A partir de 1896, un abaissement de l'âge moyen intervient parmi les maires élus. La génération de la classe d'âge 1850-1860 s'installe à la tête des municipalités et y demeure pour l'essentiel jusqu'en 1919.

De 1871 à 1912, 18,6 % des maires exercent des professions libérales. Le pourcentage des fonctions liées à la médecine, à la pharmacologie et au notariat, de l'ordre de 25,3 %, demeure plus important dans les toutes premières années qui suivent la chute de Napoléon III que lors de l'enracinement de la République en Corse. A partir de 1896 toutefois, le nombre de maires exerçant des professions libérales augmente lentement parmi les édiles pour atteindre jusqu'à 18 % en 1912. L'âge moyen des élus, qui est de 47 ans durant la période considérée, enregistre deux légers frémissements consécutifs aux variations dues aux phénomènes de génération. Ainsi un vieillissement des élus intervient entre 1871 et 1878 et le second à partir de 1896.

Les deux derniers ensembles enfin, composés des propriétaires rentiers et des professions liées à la fonction publique, occupent des positions plus marginales¹³. Une certaine constance prédomine dans le nombre de maires propriétaires rentiers élus entre 1871 et 1914 avec toutefois, un léger gonflement des effectifs entre 1888 et 1892. Les propriétaires rentiers qui accèdent aux fonctions

Catégories	1871	1874	1878	1881	1884	1888	1892	1896	1900	1904	1908	1912
Agriculteurs	44	47	48	48	50	52	48	46	47	47	51	55
Activités non agricoles	45	44	47	39	47	50	48	44	47	48	51	49
Professions libérales	41	42	54	46	44	42	44	50	51	54	49	50
Fonction publique	41		52	50	44	67	63	73	54	55	43	48
Propriétaires rentiers	40	39	38	38	42	37	43	49	50	52	50	41

Tableau n° 2 : Age moyen des élus selon les catégories socioprofessionnelles.

de maires, sont, entre 1871 et 1914, relativement jeunes. L'âge moyen au moment de l'élection est de 41 ans ¹⁴.

Pour les membres de la fonction publique, leur nombre reste très variable mais peu élevé jusqu'en 1892. A partir de 1896, il atteint une certaine stabilité correspondant à une moyenne de 11 % de l'ensemble du personnel municipal. L'accès aux fonctions de maires est réservé à des hommes âgés (54 ans), bien souvent à la retraite après avoir effectué une carrière militaire ou dans l'enseignement.

L'examen des étiquettes politiques révèle de très nettes oppositions notamment entre les forces

radicales et celles de la droite ou de la gauche modérée ¹⁵. Les maires radicaux portés à la magistrature suprême de la commune sont majoritairement des agriculteurs, des bergers ou des artisans qui appartiennent à des couches sociales relativement basses de la société. Très peu présents sur le terrain local de la politique avant 1904, ils connaissent une augmentation de leurs effectifs en fin de période ¹⁶. A la mort d'Emmanuel Arène, en 1908, les valoisien bénéficient, outre l'arrivée d'un personnel édilitaire nouveau sur le terrain local de la politique, du glissement de certains républicains modérés vers le parti républi-

Catégories	Étiquettes	1871	1874	1878	1881	1884	1888	1892	1896	1900	1904	1908	1912
Agriculteurs	Droite	28,6	28,6	31	33,3	31	23,8	26,2	26,2	34,1	27,9	28,6	19,5
	Républicains	19	21,4	23,8	26,2	21,4	26,2	28,6	16,7	11,4	9,3		
	Radicaux	2,4	2,4	2,4	2,4	4,8	2,4	0	0	0	4,7	9,5	9,8
Activités non agricoles	Droite	7,1	4,8	2,4	4,8	4,8	4,8	7,1	14,3	9,1	11,6	14,3	12,2
	Républicains	4,8	4,8	4,8	7,1	9,5	4,8	4,8	2,4	2,3	0		
	Radicaux	0	0	0	0	0	0	0	0	6,8	7	4,8	12,2
Professions libérales	Droite	11,9	16,7	9,5	0	4,8	7,1	7,1	9,5	6,8	7	16,7	14,6
	Républicains	14,3	11,9	11,9	9,5	4,8	9,5	7,1	9,5	6,8	4,7		
	Radicaux	0	0	0	0	2,4	2,4	0	0	4,5	4,7	2,4	2,4
Fonction publique	Droite	0	0	4,8	2,4	2,4	0	2,4	4,8	6,8	9,3	4,8	2,4
	Républicains	0	0	4,8	7,1	4,8	4,8	0	4,8	2,3	0		
	Radicaux	4,8	2,4	0	0	0	0	0	0	0	4,7	4,8	9,8
Propriétaires rentiers	Droite	7,1	4,8	2,4	4,8	9,5	14,3	14,3	7,1	6,8	9,3	9,5	12,2
	Républicains	0	2,4	2,4	2,4	0	0	0	2,4	2,3	0	0	
	Radicaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

Tableau n° 3 : Catégories socioprofessionnelles selon les étiquettes politiques (chiffres en pourcentages).

cain radical et radical-socialiste, mais également du ralliement de certains maires bonapartistes qui rejoignent le camp de la République de manière intransigeante. Enfin, grâce aux effets d'un enseignement gratuit, laïc et obligatoire, une minorité accède à un niveau social supérieur, sans toutefois atteindre celui de la bourgeoisie moyenne. En 1912, 10% des maires radicaux appartiennent à la fonction publique.

Les différences entre le personnel politique édilitaire du parti gaviniste et celui d'Emmanuel Arène sont moins accentuées et s'inscrivent dans de courtes périodes bien définies ¹⁷. Ainsi, lors de la républicanisation de la Corse, notamment entre 1878 et 1881, le choix des maires républicains modérés s'oriente davantage vers les professions libérales, la fonction publique, le monde du commerce et celui de l'artisanat. Il délaisse partiellement le secteur agricole, filière traditionnelle du recrutement des édiles. L'obtention d'un titre universitaire facilitant l'accès à la notabilité, les maires républicains rivalisent ainsi, notamment pour les professions libérales juridiques, avec les forces conservatrices. Ces choix constituent les points de départ d'adhésion progressive à la République d'une bourgeoisie très modeste, mais qui demeure un élément important dans la structuration de la nébuleuse républicaine. Pour la droite insulaire, les maires, dont les activités dominantes sont en majorité liées à l'agriculture, se situent dans une bourgeoisie traditionnelle ou capacitaire. Les propriétaires rentiers, issus pour l'essentiel d'une notabilité héréditaire, appartiennent majoritairement au parti conservateur de 1871 à 1914. Une démarche partisane similaire est observée dès le décès d'Emmanuel Arène, pour le personnel politique dont les professions sont juridiques ou médicales.

II - LE MILIEU SOCIAL ET LES FONDEMENTS DE LA NOTABILITÉ

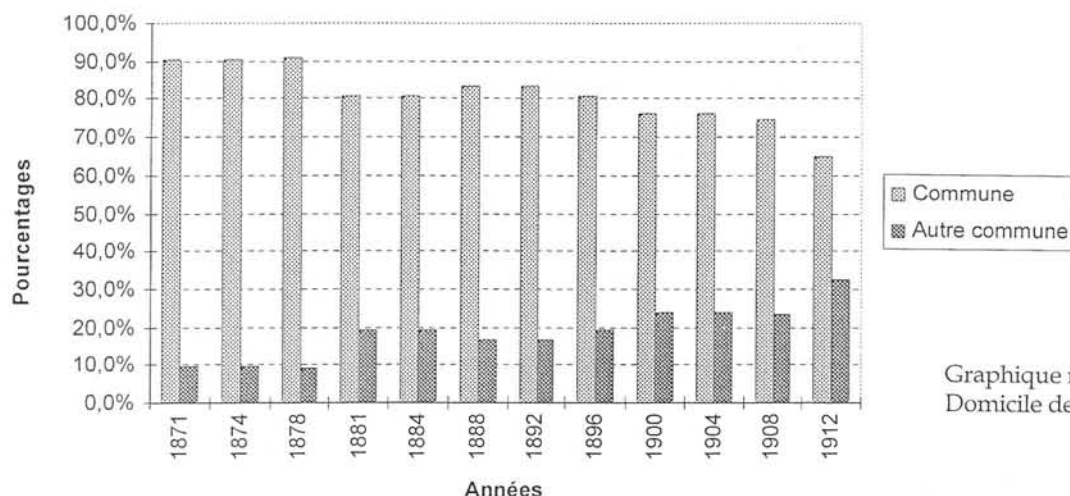
Les maires sont profondément ancrés dans le milieu local. Les édiles sont en majorité, pour 86 % d'entre eux, nés dans la commune où ils détiennent le pouvoir municipal ¹⁸. Le brassage géographique demeure relativement minime pour le personnel appelé à occuper des fonctions éditaires. Il n'existe que 10% seulement des maires dont le lieu de naissance ne soit pas la commune administrée mais l'une de celles qui composent l'arrondissement.

Nés dans la commune	86,5 %
Nés dans le canton	1,2 %
Nés dans l'arrondissement	9,5 %
Nés dans le département	0,8 %
Nés dans d'autres départements	2 %

Tableau n° 4 : Répartition des naissances

Cet enracinement local se retrouve également dans le choix de résidence. Entre 1871 et 1912, le domicile des maires est celui où ils exercent leurs charges électives. Toutefois, cette prédominance, consistant à faire correspondre le lieu d'habitation avec celui de la fonction, tend à régresser à partir des années de la républicanisation des communautés villageoises insulaires. L'apprentissage du suffrage universel, le mode d'élection du personnel municipal mais également l'évolution des campagnes électorales, conduisent à une progressive acculturation du monde rural à la politique. Les modes de reconnaissance entre élus et électeurs imposent moins aux maires la nécessité de résider sur les lieux où ils ont été élus ¹⁹. Cette tendance se confirme également durant l'entre-deux-guerres où, à partir de 1925, 55 % des maires sont domiciliés dans une commune différente de celles dont ils assument la charge électorale ²⁰.

La connaissance de l'origine sociale des élus est nécessaire pour percevoir les mécanismes qui permettent et facilitent l'accession à la notabilité. L'examen des professions des pères et de leurs anciennes charges électives s'avèrent déterminantes pour la connaissance de l'enracinement des édiles dans le tissu communautaire, mais aussi pour la compréhension du processus d'éligibilité lié à l'hérédité. Lors de l'examen des professions exercées par les pères des édiles municipaux, deux groupes se distinguent tout particulièrement : les agriculteurs et les propriétaires rentiers. Viennent ensuite des ensembles plus restreints composés des professions considérées comme non agricoles (les négociants, les bergers ou les boutiquiers) et celles qui dépendent de la fonction publique. Enfin, d'une manière plus faiblement représentée, les professions médicales ou de justice ne constituent que 6 % des activités ²¹. Cette répartition des professions, en comparaison avec celles exercées par le personnel édilitaire municipal de la troisième République, met



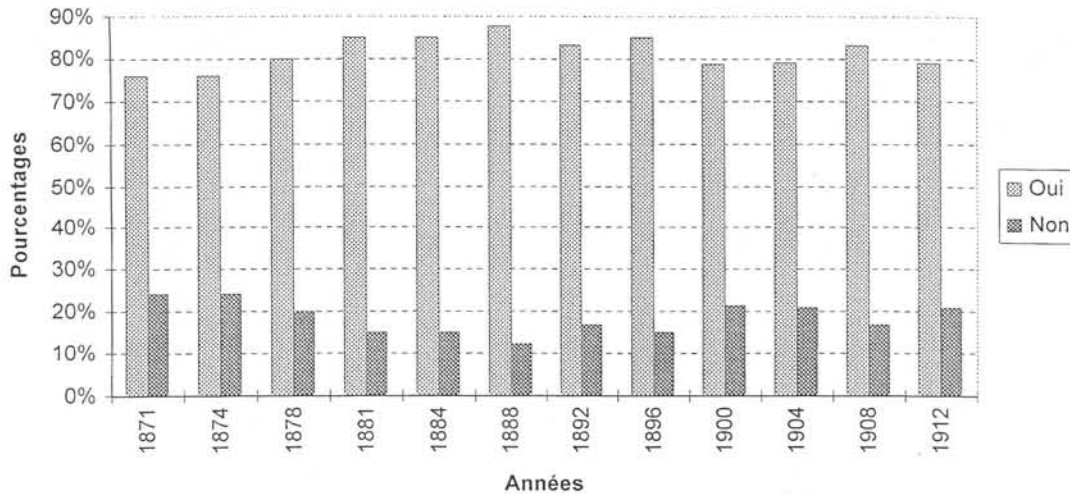
Graphique n° 5 :
Domicile des maires.

l'accent sur des points très précis. Elle confirme d'une part la prédominance du monde agricole et des métiers qui lui sont liés, mais elle permet également d'appréhender l'évolution de certaines catégories professionnelles. Avec l'avènement de la troisième République et le mode de nomination des maires²², il existe une progressive diminution des propriétaires rentiers. Par ailleurs, la démocratisation du personnel politique entraîne des taux de représentativité plus importants pour certaines professions, comme notamment celles issues des mondes juridiques ou médicaux. La répartition partisane des métiers exercés par les pères des élus permet d'affiner l'analyse. A droite, les activités prédominantes sont celles qui possèdent un lien avec la terre. Ainsi, lors de la conquête républicaine de la Corse entre 1871 et 1882, il existe un nombre croissant de maires dont le père est un propriétaire rentier. Face à la républicanisation des mairies, les conservateurs utilisent les chemins de la légitimité fondés sur le patrimoine foncier et l'héritage de la notabilité. Pour les républicains modérés ou radicaux les parents des maires sont essentiellement des agriculteurs, des bergers ou à un degré moindre des négociants.

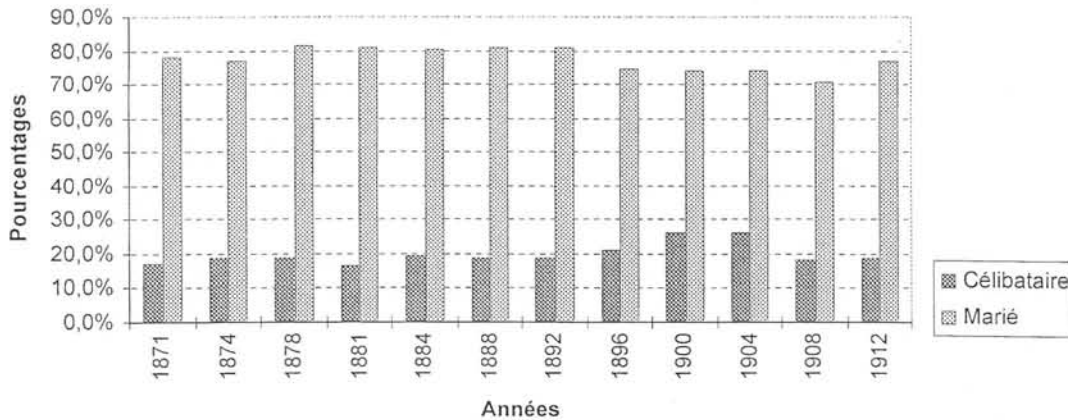
De 1871 à 1914, 82 % des maires possèdent une parenté avec d'anciens élus municipaux²³. L'accentuation de la parenté durant les années de l'amorce du régime républicain en Corse permet de constater que la République est loin d'enrayer le processus de transmission du pouvoir héréditaire²⁴. Il apparaît même qu'elle tend à le stabiliser. Dans le schéma d'une transmission par voie directe entre le père et le fils, il convient d'observer

que dans la majorité des cas il existe également une profession identique²⁵. Toutefois, cela n'exclut pas des changements d'appartenance politique. Les plus marquants sont ceux de maires bonapartistes élus entre 1871 et 1890 et dont les fils adhèrent à la République dans sa forme la plus radicale.

L'ancrage dans le milieu local, l'appartenance à un groupe familial dont les membres évoluent au sein des sphères du pouvoir politique, mais également la recherche d'alliances matrimoniales constituent les éléments fondamentaux de l'accès à la fonction de maire. De ce fait, certains mécanismes de transmission du pouvoir au sein de la société insulaire s'élaborent à partir de liens matrimoniaux entre les notabilités issues de communes différentes. Ce développement de stratégies variées s'illustre notamment dans les mariages entre un maire et la fille ou la sœur d'un édile municipal ou lors du mariage des enfants de deux maires en fonction. Ces types de comportements correspondent à 15 % des individus pour l'ensemble du groupe des maires étudiés. Ils s'accompagnent souvent d'une stricte endogamie en particulier chez les agriculteurs ou les propriétaires rentiers, mais ne s'effectuent jamais dans des camps opposés de manière partisane. Pour les élites locales, petites lignées à la tête des municipalités, le mariage correspond en même temps à une raison sociale. L'union traduit pour beaucoup une volonté d'ancrage ou de renforcement du pouvoir politique au sein de la société insulaire. De 1871 à 1914, 79 % des maires sont mariés²⁶. Pour les édiles locaux des communes des arrondissements d'Ajaccio ou de Sartène, les mariages



Graphique n° 6 :
Parenté avec d'anciens maires.



Graphique n° 7 :
Célibat ou mariage des maires.

sont de l'ordre de 90 à 100 %. Les taux de célibat sont toutefois plus prononcés dans les arrondissements de Calvi, Corte et Bastia. Ils demeurent généralement aux alentours de 30 % avec même un léger frémissement durant les années 1896 à 1904 où l'augmentation du nombre de maires célibataires est de 45 % ²⁷.

L'examen des professions des beaux-pères apporte des renseignements supplémentaires sur la nature même des unions. Trois catégories professionnelles se distinguent : les agriculteurs, les propriétaires rentiers et les membres de la fonction publique ²⁸. La prédominance des beaux-pères agriculteurs confirme le caractère endogamique de certains groupes communautaires. En revanche, l'étude des clivages idéologiques apporte des précisions sur l'utilisation des stratégies matrimo-

niales. A droite, les unions permettent de compléter un capital foncier déjà présent. Les choix s'orientent ainsi tout au long de la période vers des propriétaires fonciers et rentiers. A partir de 1884, les forces conservatrices recherchent également des alliances avec des membres issus de la fonction publique, comme notamment des hauts fonctionnaires. L'enracinement de la République conduit les maires de droite vers une progressive adaptation et insertion des rouages de l'Etat. Pour les républicains et les radicaux, leur volonté d'accéder à la notabilité les pousse à rechercher des alliances avec des familles qui sont à la tête d'un capital foncier non négligeable et de ce fait d'une clientèle électorale. Ces choix sont très marqués pour les républicains modérés durant la conquête républicaine et durant les années 1900 et 1904 ²⁹.

Professions	Etiquettes	1871	1874	1878	1881	1884	1888	1892	1896	1900	1904	1908	1912
Agriculteurs	Droite	26,1	25	22,3	22,8	27,8	29,2	19	14,3	28,5	16	17,4	17,4
	Républicains	17,4	15	33,3	22,8	11,1	20,8	23,8	23,8	9,5	16		
	Radicaux										16	17,4	17,4
Activités non agricoles	Droite	17,4	10	11,1	4,5	5,5	8,4	4,8	9,5	4,8	8	17,4	13
	Républicains	8,7	15	11,1	9		4,1	9,5	4,8	4,8	4		
	Radicaux									4,8			4,4
Fonction publique	Droite		5			22,3	16,6	14,3	14,3	4,8	8	17,4	17,4
	Républicains				4,5								
	Radicaux												
Propriétaires rentiers	Droite	21,7	25	11,1	18,2	27,8	12,5	23,8	23,8	23,8	16	17,4	17,4
	Républicains	8,7	5	11,1	18,2	5,5	8,4	4,8	9,5	19	12		
	Radicaux										4	13	13

Tableau n° 8 : Professions des beaux-pères des élus (chiffres en pourcentages).

III - AGES ET MANDATS MUNICIPAUX

De 1871 à 1914, l'étude de l'âge moyen des maires corses fait apparaître un vieillissement du personnel édilitaire³⁰. Selon les périodes, l'évolution est différente en fonction des groupes d'âges.

Entre 1871 et 1893 :

- 36 % des maires ont moins de 40 ans.
- 47,5 % ont un âge compris entre 40 et 50 ans.
- 16,5 % ont plus de 51 ans.

De 1894 à la veille de la première guerre mondiale, les pourcentages évoluent et indiquent d'importantes oppositions. La répartition est alors la suivante :

- 18 % des maires ont moins de 40 ans.
- 62 % des maires ont entre 40 et 50 ans.
- 20 % des maires ont plus de 51 ans.

A la fin du XIX^e siècle, on assiste au glissement des jeunes élus de la période la républicanisation de la Corse vers le groupe des maires âgés entre 40 et 50 ans. Cela traduit une volonté d'élire des hommes mûrs à la tête de la gestion municipale. Comme le constate Maurice Agulhon, le suffrage universel et la démocratie ne nuisent pas aux maires âgés dont l'image, plus paternelle et conservatrice, fait référence aux régimes antérieurs³¹. L'étude des différentes tranches d'âges selon l'évolution chronologique en fonction des orientations politiques nous fournit de plus précis renseignements. Ainsi, lors de la conquête des mairies par les républicains qui débute en 1881, le rajeunissement des édiles municipaux n'est pas spécifique aux "couches nouvelles" de la gauche insulaire, mais concerne également les forces conservatrices³². Pour les radicaux, l'extrême jeu-

Étiquettes politiques	Âges	1871 - 1881	1882 - 1893	1894 - 1912
Droite	moins de 40 ans	29	33	13
	entre 40 et 50 ans	53	51	65
	plus de 50 ans	18	16	22
Républicains	moins de 40 ans	42	33	25
	entre 40 et 50 ans	45	48	63
	plus de 50 ans	13	19	12
Radicaux	moins de 40 ans	100	60	30,5
	entre 40 et 50 ans		20	50
	plus de 50 ans		20	19,5

Tableau n° 9 : Répartition de l'âge des maires en fonction des étiquettes politiques (chiffres en pourcentages).

nesse, qui caractérise les élus des premières années de la République, cède la place à un personnel dont les âges moyens correspondent sensiblement à ceux des autres forces politiques³³. Il apparaît ainsi, durant les quatre premières décennies de la troisième République, une domination du groupe des maires âgés entre 40 et 50 ans (52 %), une représentation non négligeable des plus de 50 ans (18 %) et une diminution progressive des plus jeunes (30 %).

L'étude de l'âge moyen des maires permet de mettre en évidence trois dates pour lesquelles le phénomène de vieillissement s'inverse. Les élections municipales de 1881, 1892 et 1896 marquent un rajeunissement des élus correspondant à des ruptures politiques³⁴. Elles se traduisent par des démissions, des révocations et l'arrivée d'un personnel nouveau.

L'examen des étiquettes politiques indique clairement cette évolution du personnel édilitaire. Ainsi, lors des élections municipales de 1881, la scène politique locale voit l'émergence de jeunes hommes républicains qui viennent renforcer la gauche insulaire. Durant les consultations électorales de 1892 et 1896, il s'agit au contraire de l'accession au pouvoir municipal d'élus de la droite républicaine.

Lors de la première élection des élus, l'étude de l'âge permet d'affiner les renseignements fournis par celle de l'âge moyen. Elle précise notamment la tendance au vieillissement des élites locales dans leurs fonctions. De 1871 à 1898, l'âge moyen à la première élection est de 42,6 ans. De 1892 à 1914, il passe à 45,3 ans³⁵. Durant ces deux périodes, l'âge moyen des élus à la première élection, en fonction de la répartition des appartenances politiques, confirme que le rajeunissement n'est pas le monopole des forces de gauche³⁶. Les maires bonapartistes sont élus plus jeunes que les républicains. Les édiles radicaux, quant à eux, élus entre 1884 et 1888, appartiennent à la génération de 1830-1840, et sont des hommes déjà âgés. À partir de 1904, une nouvelle génération s'installe dans les mairies et ce jusqu'à la première guerre mondiale.

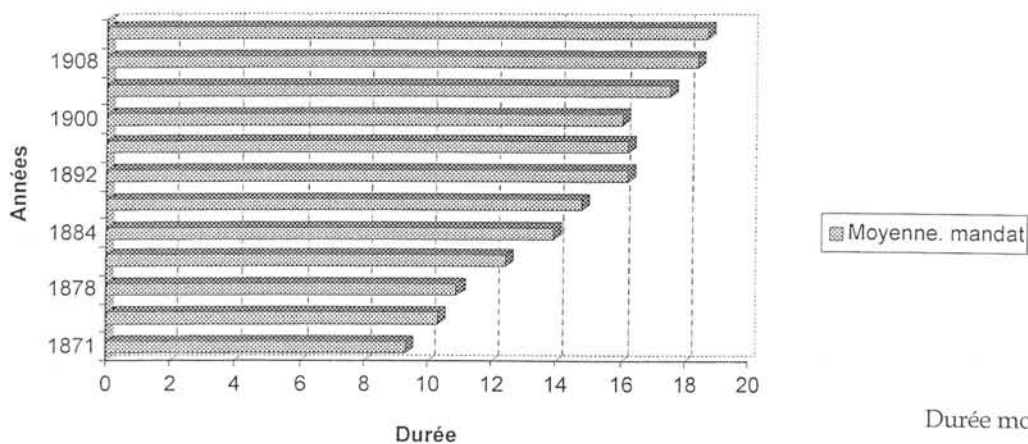
La durée moyenne des mandats en Corse connaît de 1871 à 1914 une constante évolution³⁷. Elle représente, à la fin de la période, le double de celle des années de l'enfement de la République. Seule une légère stagnation apparaît durant les années allant de 1892 à 1900. Toutefois, cette durée est inférieure à celle des mandats nationaux³⁸.

	1871	1874	1878	1881	1884	1888	1892	1896	1900	1904	1908	1912
Droite	40,3	46,1	50,1	47,7	45,7	47,6	45,7	45,8	47,3	49,7	51	49,9
Républicains	42,3	46,1	47,1	42,6	45,3	49,3	48,6	47,7	47,3	45,7		
Radicaux	31	33,5	39	42	41,6	44			52	46,1	43,8	51,3

Tableau n° 10 : Age moyen des maires selon le clivage partisan.

	1871	1874	1878	1881	1884	1888	1892	1896	1900	1904	1908	1912
Droite	40,4	33,8	46,5	40,7	38,1	41	43,1	45,6	47	48,5	39,2	47,3
Républicains	39,4	49,4	47,8	45,2	40,7	46,6	47,5	48,3	48,7	40		
Radicaux		37			62	49				39,6	35,3	51,8

Tableau n° 11 : Age moyen des maires à la première élection.

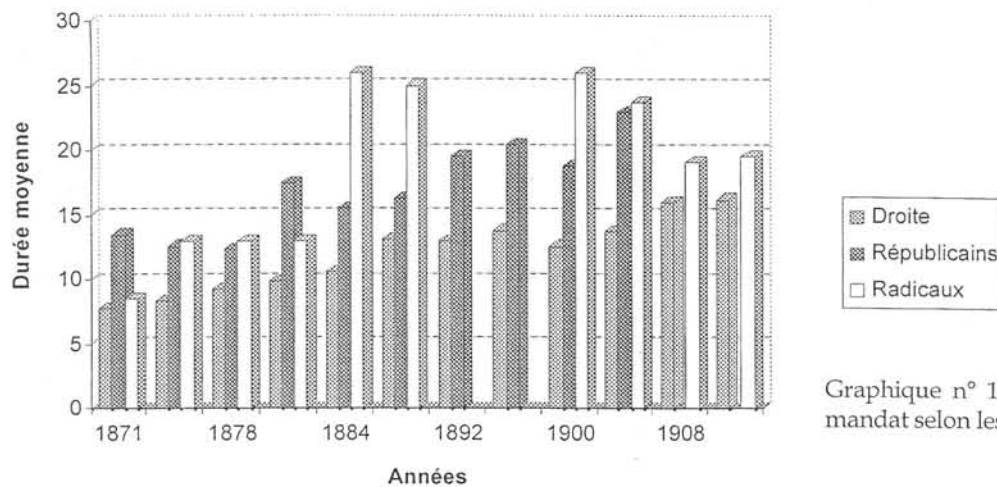
Graphique n° 12 :
Durée moyenne du mandat.

Lors de la conquête du régime républicain dans une île, terre du bonapartisme, la violence des luttes politiques est telle qu'elle conduit fréquemment sur des terrains de ruptures. Une majorité de maires entame souvent des carrières de courte durée. A partir de 1892, la République triomphante et incontestée aboutit progressivement à une plus grande stabilité des mandats³⁹. Des différences apparaissent toutefois selon les clivages politiques⁴⁰. Les radicaux disposent en moyenne des mandats les plus longs, alors que les deux autres groupes siègent moins longtemps : 14 ans pour les républicains modérés et 11 ans pour les forces de droite. Avec l'augmentation de l'âge à la première élection et la croissance de la durée des mandats, le moment de la cessation d'activité évolue également. Il passe ainsi de 48,5 ans de 1871 à 1888 à 55 ans pour la seconde période⁴¹. Les valoisien qui débutent à un âge relativement élevé dans la gestion des affaires communales, en

qualité de maires, sont également ceux pour qui la moyenne des âges à la fin des mandats est la plus élevée⁴². Les radicaux se retirent de la scène politique locale à l'âge de 55 ans. Les républicains ou les membres de la droite insulaire la quittent entre 51 et 53 ans.

Les années 1874 et 1881 sonnent le glas d'une partie des personnels de la gauche modérée et de la droite qui appartiennent à la génération des premières années de la seconde Restauration.

La durée moyenne du mandat varie également selon des critères professionnels. Durant toute la période, les professions libérales sont celles qui occupent une charge municipale relativement longue puisqu'elle correspond à une durée moyenne de 21 ans. La nature même de leurs occupations leur permet de disposer d'un capital en ressources clientélares non négligeable. Pour les autres professions la durée moyenne de l'exercice des fonctions est de l'ordre de 13 à 15 ans⁴³.



Graphique n° 13 : Durée moyenne du mandat selon les répartitions politiques.

	1871	1874	1878	1881	1884	1888	1892	1896	1900	1904	1908	1912
Droite	---	46,5	44,6	63,5	45,4	50,2	52,5	52,7	53	53,2	53,7	59,1
Républicains	---	59,5	44,4	49,8	46,6	43	53,4	58	55,6	57,8		
Radicaux	---				41	66	51					61

Tableau n° 14 : Age moyen des maires à la fin du mandat.

IV - TYPOLOGIE DU PERSONNEL ÉDILITAIRE

Par la naissance, le domicile et le mariage, les maires corses sont profondément ancrés dans la commune où ils exercent leurs charges électives. Issus de familles d'agriculteurs, ils perpétuent jusqu'en 1914, de manière héréditaire, une profession qui les enracine profondément dans le terroir local. L'entrée à la mairie s'effectue à l'âge moyen de 43 ans. Le suffrage universel n'entrave pas les mécanismes de transmission liés à l'hérédité. Entre 1871 et 1914, plus de 80 % du personnel politique a des liens de parenté avec d'anciens maires. La gestion des affaires communales, souvent très longue (de 10 à 18 ans), cesse entre 50 et 55 ans, suite aux décès ou aux échecs enregistrés. Le mariage constitue une étape importante qui permet pour certains d'insérer les sphères des pouvoirs économiques, financiers ou politiques, mais aussi celles plus privées de la reconnaissance. En Corse, près de 80 % des maires sont mariés.

La typologie évolue en fonction des étiquettes politiques. Ainsi, le maire de droite, lié au monde agricole, appartient davantage à la petite notabilité locale. Sa position sociale lui permet d'entrer

relativement jeune en politique. Les événements conjoncturels, mais aussi l'appartenance à des groupes familiaux importants et influents, les conduisent à exercer des mandats plus courts. Pour les élus républicains modérés, l'âge moyen aux élections municipales se situe entre 45 et 48 ans. L'enracinement de la République offre la possibilité à des membres des professions libérales ou de la fonction publique d'accéder au pouvoir municipal. Cette accession est également facilitée par les alliances matrimoniales. Les élus républicains tentent dès lors de reproduire, selon une sorte de mimétisme social, les schémas mis en place par la droite conservatrice. Les maires radicaux quant à eux, appartiennent aux strates inférieures de la société insulaire. Leur entrée en politique est facilitée par les progrès de l'instruction et la démocratisation du personnel édilitaire. L'âge à la première élection demeure cependant élevé lors des années de la républicanisation. Ne pouvant pas s'appuyer sur différentes formes de capitaux, ils s'accrochent à ceux que procure la gestion d'une commune. La durée moyenne de leur mandat est dès lors plus longue que celle des deux autres forces politiques. Le plus souvent c'est le décès qui met un terme à leur carrière.

NOTES

* Université de Nice Sophia-Antipolis.

1 - Nous nous référons au titre de l'ouvrage de Pierre Sansot, *Les gens de peu*, P.U.F., 1991.

2 - M. Agulhon, L. Girard, J.-L. Robert, W. Serman et collaborateurs, *Les maires en France du Consulat à nos jours*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986, p. 8.

3 - J.-P. Florin, *Les maires du département du Nord à la fin de la troisième République*, dans l'ouvrage de M. Agulhon, L. Girard, J.-L. Robert, W. Serman et collaborateurs, *Les maires en France du Consulat à nos jours*, op. cité, p. 279.

Précisons également que le contrôle de la vie politique locale se ponctue souvent par une gestion partielle du pouvoir et de ce fait par de nombreux abus. On lira à ce sujet tout particulièrement : F. Pomponi, *Pouvoir et abus de pouvoir des maires corses au XIX^e siècle*, et G. Ravis-Giordani, *L'alta pulitica et la bassa pulitica. Valeurs et comportements politiques dans les communautés villageoises corses (XIX^e-XX^e siècles)*, dans *Etudes rurales*, numéro spécial 63-64, 1976, p. 153-169 et 171-189.

4 - Le corpus étudié comprend 435 maires. Pour remplir le questionnaire élaboré, nous avons utilisé les séries 2M, 3M et 3P des Archives départementales de la Corse du sud, la série F/1bII/Corse 8 à 26 des Archives nationales, la presse partisane, série JO de la Bibliothèque nationale et enfin les registres d'état civil consultés dans les mairies des communes sélectionnées. L'enquête sur le terrain a été menée avec Pascal Torre, auteur d'une thèse de doctorat sur *"Le radicalisme en Corse sous la troisième République"* en cours de rédaction.

5 - Les communes se distinguent par leur diversité régionale, leur implantation géographique (littoral, plaines, moyenne montagne ou montagne), leur nombre d'habitants (entre 200 et plus de 10 000) et leurs formes poussées de politisation, avec pour certaines d'entre elles une tentative précoce de républicanisation. Leur répartition, en fonction du nombre d'habitants, a été élaborée, pour l'ensemble de la période considérée, à partir des registres cadastraux. La nomenclature est la suivante :

- de 1 à 199 habitants : 0 commune.

- de 200 à 499 habitants : 8 communes. Il s'agit des municipalités d'Alata, Villanova, Casalabriva, Tasso, Poggio di Venaco, Manso, Moncale et Porri.

- de 500 à 999 habitants : 11 communes. Il s'agit des municipalités d'Appietto, Bastelicaccia, Argiusta Moriccio, Moca Croce, Olivese, Zevaco, Lumio, Zilia, Pietracorbara, Castellare di Casinca et Sorbo Ocagnano.

- de 1000 à 1999 habitants : 16 communes. Il s'agit des municipalités d'Afà, Petreto-Bicchisano, Sollacaro, Zicavo, Piana, Ota, Cargèse, Calvi, Vivario, Galéria, Brando, Sisco, Loreto di Casinca, Penta di Casinca, Venzolasca et Vescovato.

- de 2000 à 2999 habitants : 2 communes. Il s'agit des municipalités de Venaco, Calenzana,

- de 3000 à 9999 habitants : 3 communes. Il s'agit des municipalités de Sartène, Bonifacio et Corte.

- plus de 10000 habitants : 2 communes. Il s'agit des municipalités d'Ajaccio et Bastia.

6 - A la mort d'Emmanuel Arène, en 1908, les républicains glisseront vers la droite républicaine ou iront rejoindre les rangs du parti républicain radical et radical-socialiste.

7 - Cf. Y. Le Maner, *Les maires d'un arrondissement de pays minier : Béthune : 1871-1914*, dans l'ouvrage de M. Agulhon, L. Girard, J.-L. Robert, W. Serman et collaborateurs, *Les maires en France du Consulat à nos jours*, op. cité, p. 237.

8 - Il s'agit notamment du nombre de radicaux élus entre 1871 et 1888.

9 - Cf. tableau n° 1.

10 - M. Agulhon, L. Girard, J.-L. Robert, W. Serman et collaborateurs, *Les maires en France du Consulat à nos jours*, Paris, Publications de la Sorbonne, op. cité, p. 42.

11 - Malgré le fait qu'à la veille de la première guerre mondiale, ils représentent encore 31 % des catégories socioprofessionnelles considérées, cette tendance à la régression s'accroît durant l'entre-deux-guerres où les maires issus du monde de l'agriculture ne représentent plus que 16 % des professions exercées.

12 - Cf. tableau n° 2.

13 - La rente est considérée comme uniquement foncière. Les propriétaires rentiers représentent 9,6 % des individus appelés à exercer des charges électives, de la chute du second Empire à la veille de la première guerre mondiale. Pour les fonctionnaires le taux est en moyenne de 8 % de l'effectif total.

14 - Une stabilité de l'âge des édiles est enregistrée jusqu'en 1892. A partir de 1896 à 1914, l'âge moyen tend à augmenter progressivement. Il correspond durant cette période à 48,4 ans.

15 - Cf. tableau n° 3.

16 - Il faut néanmoins signaler qu'en 1871, de jeunes hommes (40 ans), membres de la fonction publique et aux étiquettes radicales, profitent de la chute de Napoléon III, pour être élus à la tête de municipalités. Ils disparaissent cependant assez vite, quatre années plus tard, des rouages politiques locaux.

17 - Ces distinctions chronologiques témoignent des répercussions sur les édiles d'événements politiques locaux ou nationaux. Elles permettent une approche des mentalités, à partir des références qu'elles comportent

mentalités, à partir des références qu'elles comportent lors du choix des hommes recrutés.

18 - Cf. tableau n° 4.

19 - Ainsi en 1900, 24 % des maires habitent dans une commune qui n'est pas celle dont ils assument la charge municipale. En 1871, le phénomène n'affecte que 10 % du personnel édilitaire.

20 - Cf. graphique n° 5.

21 - La répartition des professions est la suivante : les agriculteurs représentent 50 % de l'ensemble considéré, les propriétaires rentiers 20 %, les activités agricoles 14 % et les membres de la fonction publique 10 %.

22 - Sous l'Empire, la nomination des maires est réservée à l'Empereur pour les communes de plus de 3 000 habitants et pour celles chefs-lieux de cantons. Dans toutes les autres municipalités, l'arrêté de nomination des édiles est signé par le Préfet. Les maires peuvent être pris également hors du conseil municipal. A partir de la loi de mars 1882, les maires et leurs adjoints sont nommés par le conseil municipal. Cf. M. Agulhon, L. Girard, J-L. Robert, W. Serman et collaborateurs, *Les maires en France du Consulat à nos jours*, Paris, Publications de la Sorbonne, op. cité, p. 28 à 31.

23 - Cf. graphique n° 6. Cette parenté est fondée d'une manière largement dominante sur la transmission directe père fils mais également grand-père petit-fils, oncle neveu ou beau-père gendre. Elle utilise aussi les voies de la fraternité.

24 - Entre 1881 et 1896, 85 % des maires sont issus de familles dont la gestion du pouvoir municipal n'est pas inconnue. Durant l'entre-deux-guerres, entre 1919 et 1935, 80 % des maires possèdent dans leur sphère familiale une personne qui occupe ou a occupé une charge élective.

25 - C'est le cas notamment de toutes les professions agricoles.

26 - Cf. graphique n° 7.

27 - Il convient de signaler, comme le souligne G. Ravis-Giordani, que dans les communes où la stratification est faible, le pouvoir électif est nettement moins héréditaire et il se transmet au sein d'une nébuleuse de parenté. Cf. G. Ravis-Giordani, *Bergers corses, les communautés villageoises du Niolu*, Edisud, 1983, p. 73.

28 - Cf. tableau n° 8.

29 - Il convient de rappeler qu'à partir de 1900, les rapprochements purement politique entre gavinistes et arénistes deviennent eux aussi de plus en plus nombreux et facilitent en quelque sorte les alliances.

30 - Les moyennes des âges lors des mandats sont toutefois inférieures aux moyennes nationales. Les âges moyens sont de 43 ans pour les maires corses contre 51,6 ans à l'échelon national ; 46 ans en 1896 contre 52,9 ans et 50 ans contre 53,2 en 1912. Les chiffres proviennent de l'ouvrage de M. Agulhon, L. Girard, J-L. Robert, W. Serman et collaborateurs, *Les maires en France du Consulat à nos jours*, Paris, Publications de la Sorbonne, op. cité, p. 70.

31 - M. Agulhon, L. Girard, J-L. Robert, W. Serman et collaborateurs, *Les maires en France du Consulat à nos jours*, Paris, Publications de la Sorbonne, op. cité, p. 39.

32 - En effet, 33 % des maires de droite ont moins de 40 ans entre 1882 et 1893. Ce chiffre est identique pour les forces républicaines modérées. Cf. tableau n° 9.

33 - Il convient toutefois de noter qu'à la veille de la première guerre mondiale, le nombre des maires radicaux qui ont moins de 40 ans est néanmoins plus élevé que celui de la droite républicaine.

34 - Ces ruptures politiques correspondent d'une part avec l'élection de Jules Grévy à la présidence de la République en 1879 et d'autre part à la grande période du ralliement au régime républicain des forces conservatrices qui débute en 1890. Cf. tableau n° 10.

35 - Cette tendance d'accroissement de l'âge à la première élection continue également durant l'entre-deux guerres où il est de 46,6 ans.

36 - Cf. tableau n° 11.

37 - Cf. graphique n° 12.

38 - En 1881, la durée est de 12,4 ans en Corse. Elle est de 15,2 ans à l'échelle nationale. Il en est de même en 1896 où la durée est de 16,2 ans contre 17,3 ans. M. Agulhon, L. Girard, J-L. Robert, W. Serman et collaborateurs, *Les maires en France du Consulat à nos jours*, op. cité, p. 71.

39 - Cette stabilité est freinée durant la guerre de 1914 - 1918. De 1919 aux élections municipales de 1935, la durée moyenne des mandats reste inférieure à celle d'avant 1914 et varie entre 13 et 16 années.

40 - Cf. graphique n° 13.

41 - Durant l'entre-deux-guerres, l'âge moyen à la fin du mandat est de 57,3 ans.

42 - Cf. tableau n° 14.

43 - Les membres de la fonction publique sont ceux dont les mandats sont les plus courts ; ils sont généralement élus pendant 6 ans. Cette différence s'estompe après la première guerre mondiale où les durées moyennes d'exercice des fonctions s'élèvent alors à 13 ans.

Sommaires des publications de l'ADECCEM

Bulletin de l'ADECCEM

n° 1 et 2 : épuisés

n° 3 et 4 : vendus ensemble

- Georges Ravis-Giordani : "Quand les préfets se faisaient ethnographes : le Questionnaire de l'An X en Corse".
- P.-M. Agostini : "Un rite d'envoûtement de la pluie : a spurtelaccia".
- Joëlle Padovania : "Le changement social dans une commune corse : le cas de Penta di Casinca".

Introuvables :

- R. et G. Hubert : "Le peuple corse : les genres de vie et les institutions familiales. Notes de sociologie culturelle". 1935.

n° 5

Introuvables : Adrien de Mortillet : "Rapport sur les monuments mégalithiques de la Corse". 1892.

n° 6

- G. Giovanangeli : "Les castelli du sud de la Corse à la fin du Moyen Age".
- Joëlle Padovania : "Le changement social dans une commune corse : le cas de Penta di Casinca".

Introuvables : F. Ratzel : "La Corse, étude anthropogéographique". 1899.

Document d'Archives : "Rapport sur la fabrication du goudron et autres produits résineux dans les forêts de Corse".

n° 7

- M.-F. Attard-Maraninchi : "Une migration de solidarité dans l'entre deux guerres : les Corses à Marseille".

- Georges Ravis-Giordani : "Attention, une nation peut en cacher une autre".

- G. Richez : "La fréquentation touristique d'un grand site en Corse : la vallée de la Restonica en 1990".

Introuvables : Maximilien Bigot : "Paysans-bergers en communauté : porchers bergers des montagnes de Bastelica". *Les Ouvriers des deux mondes*, 1887.

Document d'Archives : "Mémoire de François Prieur adressé au duc de Choiseul, Premier Ministre, au sujet de l'installation de fabriques de fer en Corse" et "Observations sur ce mémoire par l'intendant de Corse". 1769.

n° 8

- Félicienne Ricciardi-Bartoli : "Per un pate ne bramà : Pour ne pas manquer. Garder, engranger, conserver (Réserves et conservation dans la Corse rurale : une approche ethnologique)".

- Suzanne Poggi : "Les étudiants corses d'Aix-en-Provence : sociabilité, loisirs, culture insulaire et identité".

- François J. Casta : "Promenade toponymique dans le circolo de Calenzana".

- Georges Ravis-Giordani : "Panorama des recherches en ethnologie sur la Corse".

Document d'Archives : "Un instituteur en Corse entre 1852 et 1942" (témoignage présenté par Charles-Marie Geronimi).

Introuvables : Dr Mattei : "Etudes sur les premiers habitants de la Corse", 1877.

Strade

n° 1 : "L'intégration des Corse dans la société provençale" 81 pages, 1993

- Georges RAVIS-GIORDANI : "Les Corses à Marseille".

- Marie-Françoise ATTARD-MARANINCHI : "Loin des yeux, près du cœur... Témoignage d'un attachement".

- Flora MENSAH-LECCIA : "Comment peut-on être Corse à Marseille en 1990 ?"

- Félicienne RICCIARDI-BARTOLI : "La communauté corse d'Aix-en-Provence".

Introuvables : Paul ARRIGHI (sous la direction de) : "Enquête sur l'esprit corse", 1929.

n° 2 : "La Corse des autres" Recueil de textes étrangers traduits en français 105 pages, 1994

- Georges RAVIS-GIORDANI : "Des mots et des choses : l'ethnologie peut-elle s'en contenter ?

(A propos du texte de W. Wiese sur la culture populaire du Niolo)".

- Wilhelm GIESE : "La culture populaire du Niolo (Corse)".

- Gunnard ALSMARK : "Girolata, un village de pêche sans pêcheurs".

- Anne KNUDSEN : "Corps silencieux et âmes chantantes. Chants mortuaires corses ; symbolique et au-delà".

- Stephen WILSON : "Infanticide, abandon d'enfant et honneur féminin dans la Corse du XIX^e siècle".

- O. D. FAIS : "Population de la Sardaigne et de la Corse et modernisation socio-culturelle".

n° 3 : "Sartène : ethnologie d'une micro-société urbaine" 93 pages, 1995

- Georges RAVIS-GIORDANI : "Avant-propos".

STRUCTURES SOCIALES ET SOCIABILITÉ

- Emmanuel SALESSE : "Les sgio".
- Catherine PETR : "La perception des gens de la montagne".
- Christine BIANCARELLI : "Le chant choral".

PRATIQUES ET REPRÉSENTATION DE L'ESPACE

- Laurent JOUVE : "Chasse à la plume, battue au sanglier : deux logiques de chasse".
- Jean-Noël DEPREZ : "La pêche en rivière : pratique ludique et braconnage".
- Yves JUSSERAND et Béatrice MONTICELLI : "L'espace des morts".

RITES DE PASSAGE ET CROYANCES

- Cécile COLIN : "L'accouchement : l'honneur des femmes".
- Annie MALTINTI : "Le compérage de la Saint-Jean".
- Laetitia MERLI : "Le mauvais œil".

n° 4 : "Mélanges" 78 pages, 1996

- Philippe LEANDRI : "Un grand domaine antique dans la montagne corse : Cellae Cupiae".
- Félix CICCOLINI : "Population et cheptel dans les communautés de Sollacaro-Calvèse et de Zicavo d'après les dénombremens des années 1770".
- Marc JOYEUX : "Le retour des 'Américains' dans les communes du Cap Corse".
- Georges RAVIS-GIORDANI : "Communautés rurales et sociétés complexes : une amorce de réflexion".

Document : Mémoire sur la Corse par le Comte de Marbeuf (1774).

Introuvables : "Ile de Corse", extrait de *Tableaux des principaux peuples de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique*, par Grasset-Saint-Sauveur, Paris et Bordeaux, An VI de la République.

n° 5 : "Matériaux pour un Atlas ethno-historique de la Corse" 107 pages, 1997

- Francis POMPONI : "Pour une représentation géographique de l'évolution de l'occupation de l'espace en Corse".
- Antoine CASANOVA : "Outillages de pensée et mesures agraires dans les communautés rurales de Méditerranée. Fin XVIII^e siècle - début XIX^e siècle : le cas des villages corses".
- Pascal TORRE : "Approche cartographique de l'évolution politique de la Corse sous la troisième République".
- Félix CICCOLINI : "Le réseau routier de la Corse au XIX^e siècle".
- Marie-Claude ACQUAVIVA, Antoine MARCHINI, Georges RAVIS-GIORDANI : "Les aires de mariage : indicateurs ou marqueurs de territoires?".

n° 6 : "De Terra Nova au Grand Bastia. Essais d'ethnologie" 134 pages, 1998

- Georges RAVIS-GIORDANI : "Avant-propos".
- Stéphanie ROLLAND : "Santa Croce, Cunfraterna di Bastia. Une confrérie urbaine de la Corse contemporaine".
- Isabelle ROC : "Rameaux et *pullezzule*, chefs d'œuvre de tradition populaire".
- Anna Lisa CHIARELLO : "La 'granitula', procession spiralee du Vendredi Saint dans un village du Cap Corse".
- Karine MICHEL : "Les influences du système culinaire italien sur la cuisine corse de Bastia".
- Isabelle WALLACH : "Le mauvais œil. Croyances et pratiques conjuratoires en milieu urbain : l'exemple de Bastia".
- Nicole BEUZIT-JUIN : "Restructurer un lieu pour en modifier l'image : l'exemple corse de l'étang de Biguglia".

Mélanges

- Alain GAGNON, Michel VERDON : "Le contrat social niolin : un malthusianisme collectif".
- Félix CICCOLINI : "Le réseau routier de la Corse pendant la première moitié du XX^e siècle".

n° 7 : "Bonifacio, entre traditions et modernité. Essais d'ethnologie" 168 pages, 1999

- Georges RAVIS-GIORDANI : "Avant-propos".

ESPACES ET SOCIABILITÉ

- Estelle PONSARD : "Marine et Haute-Ville : Etude spatio-sociale de Bonifacio".
- Jessica DE BENE : "Espaces masculin et féminin dans les cafés de Bonifacio".
- Cécile QUESADA : "Les aires de mariage de Bonifacio : exogamie ou endogamie?".

PRATIQUES ET IDENTITÉ

- David JAMAR : "Pêcheurs bonifaciens : les fonds et la ressource".
- Rachel RECKINGER : "La cuisine bonifacienne : un marqueur emblématique face au changement".

LES CONFRÉRIES, HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN

- Marie-Laure MIONE : "Sociologie des confréries de Bonifacio".
- Magali GRANA : "Des *casci* et des hommes : dimension symbolique et dimension emblématique".
- Caroline MORENO : "Une confrérie aux portes de Bonifacio".

n° 8 : "Balagne, essais et documents. Mélanges" 100 pages, 2000

- Georges RAVIS-GIORDANI : "Avant Propos".

Dossier Balagne

- Pierre BIANCO : "Origine et évolution de la population de Calvi jusqu'à la fin du XVIII^e siècle".
- Nicolas MATTEI : "Essai sur le devenir des confréries corses (XVII^e-XX^e siècles)".
- Jean-Luc ALBERTI : "Aires de mariage et professions à Manso et à Galeria. 1876-1950. Sédentarisation des Niolins dans le Falasorma".

Introuvables

- Jacques VIDAL : "Intermédiaires et affairistes dans une seigneurie foncière corse (Balagne) aux derniers siècles du Moyen Age". 1974.
- Commandant LECA : "La Balagne économique, politique et sociale. Maux et remèdes". 1945.
- Marcel MIGOZZI : "Poésies".

Mélanges

- Corinne CASSÉ : "Identité et territoires dans les quartiers sud de Bastia : l'exemple de la cité Aurore".
- Jean-Paul PELLEGRINETTI : "Les maires corses sous la Troisième République : 1871-1914".



Bon de commande

à découper et à adresser à Centre d'Etudes Corses, Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme,
5 rue du Château de l'Horloge. BP 647 - 13094 AIX-EN-PROVENCE cedex 2
tél. / fax 04 42 52 43 80

Mme, Mlle, Mr.....

Adresse

..... Tél.

souhaite recevoir (entourer les numéros commandés)

• le(s) numéro(s) 3/4 5 6 7 8 du *Bulletin de l'ADECCEM*

(40 F le numéro, 30 F à partir de 3 numéros)

• le(s) numéro(s) 1 2 3 4 5 6 7 8 de *Strade*

(90 F le numéro, 70 F à partir de 3 numéros,
les 8 numéros : 600 F, frais de port inclus)

Joindre un chèque bancaire ou postal d'un montant de (+ 20 F de frais de port)
à l'ordre de l'ADECCEM (CCP : 3194 33 Z Marseille)

